

DYNAMIQUES ET CAPACITES DE GESTION DES CONFLITS A L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE

Le cas des Régions du Cavally et du Guémon

Rapport de Recherche Participative



Abidjan, Janvier 2013

Avec l'appui financier du
Fonds de Consolidation
de la Paix



*Au service
des peuples
et des nations*



Interpeace Global Headquarters

7-9 Chemin de Balexert

1219 Châtelaine,

Geneva, Switzerland

T +41(0) 22 917 85 93

F +41(0) 22 917 80 39

Interpeace West Africa

Résidence Mansan, Deux Plateaux

Deux Plateaux - Las Palmas

06 BP 2100 Abidjan 06

Abidjan, Côte d'Ivoire

T +225 46 31 27 65

www.interpeace.org



In partnership
with the United Nations

Remerciements

Le présent rapport est le fruit d'une franche collaboration que nous avons eu avec diverses institutions et personnes. Nous souhaitons, à travers ces quelques lignes, leur donner le témoignage de notre profonde gratitude. Ce sont :

- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui a agi comme agence partenaire des Nations Unies,
- Le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies qui a financé cette recherche,
- Les membres du Comité Technique et de Pilotage du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix pour leurs conseils et suivi,
- Le Centre d'Etudes et de Recherches pour la Paix (CERAP), avec qui nous avons beaucoup interagi en termes de partage d'informations,
- Les communautés villageoises et les différentes couches de la population des trois localités visitées,
- Les responsables administratifs des différentes localités visitées,
- Les élites et élus locaux qui se sont associés à nos travaux,
- Les chauffeurs qui ont su se montrer disponibles pour nous conduire partout sur le terrain,
- Tous ces anonymes qui, d'une façon ou une autre, nous ont facilité le travail sur le terrain.

Pour finir, nous nous permettons d'émettre le vœu que ce travail puisse déclencher chez les différentes parties prenantes à la violence dans l'ouest de la Côte d'Ivoire une prise de conscience sur la nécessité d'avoir un dialogue constructif, seul gage à la pacification durable et définitive de cette zone dont les populations n'ont que trop souffert.

Dr Séverin Kouamé
Coordinateur de la Recherche

Equipe de Recherche

Dr Séverin Kouamé	Coordinateur de la Recherche
Dr Félicien Kouakou Kouamé	Chercheur
Charles Gadé	Chercheur
Gisèle Sédia	Chercheur
Patricia Bleu	Chercheur en charge de l'enregistrement audio
Anne Christelle Zerbo	Assistante de Programme
Anne Moltès	Chargée de Programme pour l'Afrique de l'Ouest
Sina Sintzmeyer	Chargée de Programme pour l'Afrique de l'Ouest
Koenraad Van Brabant	Expert en Recherche Participative
Renée Larivière	Directrice - Développement des Programmes

TABLE DE MATIERES

Remerciements	3
Table des Matières	5
Liste des sigles et acronymes	7
Résumé	9
Introduction	15
A) Justification et cadre institutionnel de la recherche	15
B) L'approche conceptuelle et méthodologique	16
Méthodologie de Recherche Action Participative (R.A.P)	16
La recherche à l'ouest de la Côte d'Ivoire	18
C) Contexte historique de la recherche	22
Chapitre 1 : Le foncier, l'arbre qui cache la forêt ?	28
1.1. Les contestations de vente de terre : un fait avéré impliquant la responsabilité de tous	28
1.2. Usages divergents de la terre par les communautés	30
1.2.1. Perceptions et valeurs attribuées à l'économie de plantation villageoise	30
1.2.2. La problématique des forêts classées	31
1.3. La problématique du rapport au « terroir » et son contrôle : base de 'velléités ethniques' ?	34
1.4. Les raisins de la colère : pauvreté et sentiments d'inégalités liés à la richesse générée par la terre	35
La violence dans l'ouest : l'exception de Guiglo et la question de l'efficacité des comités de paix ?	37
Chapitre 2 : L'ethnie et son instrumentalisation politique	43
2.1 La structure biaisée de l'arène politique	43
2.1.1. La mauvaise compréhension de la démocratie et le jeu politique	43
2.1.2. L'appartenance ethnique comme facteur de mobilisation/ralliemement	44
2.2. L'instrumentalisation des identités et l'effritement du lien social	45
2.2.1. Les femmes, parties prenantes à l'effritement social ?	46
2.3. Les élus et cadres locaux, ferment de la division	48

2.3.1. L'influence controversée des élus locaux	48
2.3.2. L'influence des élites sur les jeunes	48
2.3.3. Le rôle de certains ainés sociaux	51
Chapitre 3 : La faiblesse de l'Etat	54
3.1. Faiblesse de l'Etat et apparition de nouveaux lieux de pouvoir	54
3.1.1. Perceptions de l'Etat et signes de sa faiblesse	54
3.1.2. L'impunité et le traitement de la violence faite aux femmes	56
3.2. Maintien de paix et action humanitaire : Offre « durabilisée » de service ?	58
Chapitre 4 : Le déclenchement de la crise de 2002 et la crise postélectorale de 2011	63
4.1. Les perceptions locales du déclenchement de la rébellion armée de septembre 2002	63
4.1.1. Lectures autochtones de la crise :	64
4.1.2. Perceptions allogènes/allochtone de la crise : un prétexte à l'expropriation et à l'agression	65
4.1.3. L'emplacement stratégique de la zone et la circulation accrue d'armes	66
4.2. La crise postélectorale : nouvel épisode dans le cycle de la violence	67
4.2.1. La dialectique bourreau/victime et la question des Dozos	67
4.2.2. L'« invasion » étrangère et l'accaparement des terres : l'ouest un Etat CEDEAO ?	68
4.2.3. Déplacement de populations, recomposition politique et la problématique du retour des déplacés	69
Chapitre 5 : L'auto-victimisation au cœur du défi à la paix durable	76
5.1. Victimation en lien avec la question foncière	77
5.2. Rhétorique victimaire portée par l'instrumentalisation politique des ethnies	77
5.3. Faiblesse de l'Etat : l'Etat, un régime protecteur des uns contre les autres ?	70
Conclusion	80
Annexe 1 : Matrice du diagnostic des facteurs de division et de violence dans la région du Guémon et du Cavally	87
Annexe 2 : Détails des Groupes de Réflexion	93
Annexe 3 : Détails sur les Groupes de Restitution	95
Annexe 4 : Critères de sélection des participants	96
Annexe 5 : Carte du District des Montagnes (Région du Guémon, Cavally et Tonkpi)	97
Annexe 6 : Termes de Référence	98
Bibliographie	104

Liste des sigles et acronymes

AOF	: Afrique Occidentale Française
AGR	: Activité Génératrice de Revenu
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERAP	: Centre d'Etudes et de Recherches pour la Paix
CNO	: Centre-Nord-Ouest
CODESRIA	: Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique
DRC	: Danish Refugee Council
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FPI	: Front Populaire Ivoirien
FRCI	: Forces Républicaines de Côte d'Ivoire
HRW	: Human Rights Watch
IDMC	: Internal Displacement Monitoring Centre
INTERPEACE	: Alliance Internationale pour la Consolidation de la Paix
IRC	: International Rescue Committee
LMP	: La Majorité Présidentielle
LIDHO	: Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme
MPCI	: Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire
MPIGO	: Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest
NRC	: Norwegian Refugee Council
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONUCI	: Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
PDCI	: Parti Démocratique de Côte d'Ivoire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RAP	: Recherche Action Participative
RDR	: Rassemblement des Républicains
SNU	: Système des Nations Unies
SODEFOR	: Société pour le Développement des Forêts
TDR	: Termes de Référence
UDPCI	: Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population

Résumé

Dans le cadre de l'Étude sur les dynamiques et capacités de gestion des conflits dans l'ouest avec l'appui du PNUD et du Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies, Interpeace¹ a engagé un processus de recherche participative de août à décembre 2012, faisant des habitants de l'ouest les protagonistes dans l'analyse des facteurs contribuant à la violence cyclique et dans l'identification de possibles voies de sorties.

Approche méthodologique

L'approche choisie pour la mise en œuvre du programme est basée sur la **Recherche Action Participative (RAP)**². Cette méthode part de l'idée que ce sont les sociétés affectées par le conflit violent elles-mêmes qui doivent élaborer, décider et s'approprier les solutions aux défis auxquels elles sont confrontées, afin que celles-ci soient véritablement efficaces et durables. Ce processus contribue également à créer une culture du dialogue et à améliorer les relations parmi des groupes parfois antagonistes, par le biais de rencontres répétées et structurées et d'une analyse conjointe des défis et des solutions à apporter.

Les **objectifs** poursuivis par l'étude étaient de :

- i) comprendre le diagnostic que fait la population de la violence cyclique dans la région ;
- ii) réunir les appréciations des initiatives entreprises par le passé pour adresser la violence ;
- iii) identifier des pistes de réflexion pour la recherche de solutions durables ;
- iv) offrir aux participants une expérience de rencontre entre différents groupes, d'écoute et de dialogue inclusif, participatif, controversé et approfondi.

Cette recherche participative a été divisée en **trois phases séquentielles et distinctes nécessaires pour créer un climat de dialogue non seulement apaisé, sécurisé mais aussi neutre et ouvert pour permettre aux participants de se sentir en confiance, prêt à s'asseoir pour dialoguer de manière constructive**. Les consultations ont impliqué directement des représentants des différents secteurs, communautés et groupes qui composent la société ouest-ivoirienne³, à savoir des allogènes, allochtones, autochtones, des femmes et des jeunes, les chefs religieux et traditionnels, des acteurs de média de proximité, et aussi des élites, des cadres locaux résidant à Abidjan, des responsables d'ONG et divers acteurs économiques. L'équipe de recherche a consulté **plus de 300 personnes** par le biais de **groupes de réflexion, entretiens individuels et séances de restitution**⁴ organisés à l'ouest ainsi qu'à Abidjan et Bingerville.

¹ Interpeace a été créée par les Nations Unies en 1994 et est devenue indépendante en 2000. Interpeace opère aujourd'hui dans plus de 16 pays et régions du monde.

² La Recherche Action Participative est une approche méthodologique utilisée par Interpeace et ses partenaires qui place le dialogue au centre de recherches participatives visant à mener à un changement positif et conduites par les populations en présence plutôt que par des analystes.

³ Le nombre de sites visités au cours de l'étude a été limité dans le but de pouvoir y engager les communautés de manière plus assidue et efficace, l'expérience d'Interpeace révélant que la confiance est au cœur de la consolidation de la paix et que cette dernière prend du temps à être restaurée lorsqu'elle a été entamée. Par conséquent, 3 localités ont été ciblées : *Duékoué* (cristallisant les formes les plus endémiques et criminelles de la violence dans l'ouest ivoirien), *Bloléquin* (situé à la frontière libérienne et qui semble introduire dans la violence locale une dimension transfrontalière et la question du maintien psychologique de la violence dans un contexte de migration agricole forte) et *Guiglo* (qui semble à première vue se poser comme une zone à violence moins endémique malgré la présence de tous les facteurs confligènes).

⁴ Une fois l'ébauche de rapport présentant le diagnostic aux violences cycliques à l'ouest rédigée, une séance de restitution a été organisée en présence d'une trentaine

L'étude a été appuyée par le Comité Technique du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix et ses résultats et recommandations présentées pour validation à son Comité de Pilotage co-présidé par le Ministre d'Etat, du Plan et du Développement et le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies.

Diagnostic des causes de la violence cyclique à l'ouest de la Côte d'Ivoire

Ce rapport est structuré autour des grandes problématiques ressorties du processus de dialogue participatif et inclusif engagé avec les acteurs clés de l'ouest de la Côte d'Ivoire par les représentants de la région regroupés lors du Groupe de Dialogue Régional⁵, à savoir : **le foncier, l'ethnie et son instrumentalisation politique, la faiblesse de l'État et le déclenchement de la crise de 2002 et la crise postélectorale de 2011.**

Fort est de constater que les consultations menées au cours de cette recherche ont très régulièrement été marquées par des interventions, faits, positions et vérités antagonistes exprimées dans un climat relativement tendu et de suspicion, par et entre les représentants des différentes communautés, ainsi qu'avec les cadres et élus locaux. Toutefois, sur la base de la méthodologie de Recherche Action Participative d'Interpeace et de son expérience, ce temps d'écoute et de dialogue ouvert est encouragé et nécessaire pour engager un processus de dialogue basé sur la confiance dans un cadre sécurisé et neutre. Ainsi, à mesure que les coeurs s'ouvrent et s'allègent et que le climat de suspicion et de méfiance s'apaise, les participants ont pu engager un débat constructif sur le diagnostic de la violence à l'ouest du pays.

En ce qui concerne les dynamiques de conflits identifiées par les parties prenantes consultées –

La matrice (présentée en annexe 1 du rapport) récapitule les **dynamiques de conflits** dans les régions du Cavally et du Guémon à l'ouest de la Côte d'Ivoire telles que perçues, vécues et exprimées par les personnes de toutes les couches de la société rencontrées.

La première observation est que le **foncier**, souvent mentionné en tant que cause principale de la violence à l'ouest du pays, **ne constitue pas aux yeux des participants l'unique source de violence, mais plutôt la pointe visible et facilement identifiable de l'iceberg** qui se doit adresser en priorité. Cette dernière consiste en un enchevêtrement complexe de ressentiments socio-économiques, de pratiques et valeurs culturelles, de faits historiques intercommunautaires, mais aussi intergénérationnels et de manipulation socio-politique. Il suit de ce constat que, pour aborder le problème de la violence à l'ouest, il est nécessaire de considérer ce contexte sous toutes ses facettes et chercher des solutions à plusieurs niveaux. En même temps, il est évident que tous les sujets ne peuvent être abordés simultanément, ce qui amène au défi du choix de sujet à traiter en priorité. Suivant la

de représentants de toutes les parties prenantes dans chacune des trois localités concernées par l'étude. Pour finir, un Groupe de Dialogue Régional regroupant des représentants des 3 localités a été organisé à Bingerville.

⁵ Un Groupe de Dialogue Régional composé de plus d'une cinquantaine de représentants de tous les acteurs de l'ouest (y compris des cadres et élites de l'ouest vivant à Abidjan) s'est réuni à Bingerville les 12 et 13 décembre 2012 dans l'objectif de valider le diagnostic de la violence cyclique tel que présenté par les personnes consultés au cours des consultations initiales et s'accorder sur les suites possibles à apporter.

méthodologie de la recherche participative, il revient aux acteurs les plus affectés par la violence de faire ce choix, raison pour laquelle les représentants des communautés rencontrés ont été invités à identifier les sujets les plus saillants et appropriés à être traités afin de commencer le travail de fonds indispensable au dépassement des causes profondes de la violence et au rétablissement du tissu social.

Par conséquent, les facteurs de division et de conflits sont **organisés selon la portée, l'importance et l'urgence quant à leur dépassement et règlement effectifs et durables mise en évidence par les participants aux consultations**. Cette hiérarchisation a été effectuée au cours de chaque séance de restitution (une dans chaque chef-lieu) et confirmée par vote à bulletin secret lors du Groupe de Dialogue Régional à Bingerville.

En ce qui concerne les domaines d'appui identifiés par les parties prenantes consultées –

Chacun des facteurs de division et de conflits identifiés présentent en leur sain plusieurs points qui nécessiteraient une attention particulière en vue de développer des approches ancrées dans les réalités, attentes et besoins locaux pour aborder les questions soulevées⁶. Ainsi, la matrice met aussi en évidence les **domaines d'appui** dont ont pu faire état les participants pour dépasser les facteurs de divisions et de conflits identifiés. En effet, alors que les participants discutaient le diagnostic de la violence dans leur région, de nombreuses ébauches de solutions ont émergé. Il est important de souligner cependant qu'il ne s'agit ici que de pistes de solution nécessitant un travail plus en profondeur avec les parties prenantes quant à leur contenu exact, condition sine qua non pour une réelle appropriation et donc l'efficacité et la durabilité de ces dernières. En effet, il est bon de reconnaître, et l'expérience d'Interpeace en témoigne bien, que la consolidation de la paix est un processus nécessitant des changements profonds sur le long terme. Parce que la violence et la coercition sont ancrées dans des dynamiques historiques longues qui pénètrent la vie sociale et politique de la région, il est important de garder en mémoire que les **processus visant à dépasser les défis en présence vont prendre du temps et ne peuvent pas être accomplis par le biais de 'solutions rapides ou miracles'**. Aussi, dans un effort de guider et conseiller les différentes initiatives conduites pas des acteurs externes intervenant dans la zone, les participants au Groupe de Dialogue Régional⁷ ont voté par consensus l'ordre de priorité qui à leurs yeux devraient être pris en considération dans les actions et initiatives visant à dépasser ces facteurs de division et de violence. Une hiérarchisation mise en évidence par la numérotation des domaines d'appui listés ci-dessous.

L'auto-victimisation et la question foncière au cœur du défi à la paix durable

Les consultations participatives et inclusives conduites ont mis en lumière un point majeur fortement accentué, à savoir **l'auto-victimisation par toutes les parties prenantes de la région**.

Il a été constaté que sur tous les points identifiés comme alimentant la violence, chacun estime être la victime, ce qui constitue le premier élément central de tension et justifierait dans une certaine mesure une riposte violente. Au cours des consultations menées, en présence de situations et localités

⁶ Voir les tableaux récapitulatifs à la fin de chaque chapitre.

⁷ 12 et 13 décembre 2012 à Bingerville.

particulièrement sensibles, le cadre de « *Ce qui fait que la réconciliation tarde est très simple, dialogue sécurisé offert a permis à certains chacun estime être victime de la guerre et chacun est campé sur sa position. Donc qui va aller vers son ami pour grand pas vers l'autre* par le simple fait de demander pardon ? »

s'asseoir ensemble, ce qui constitue le début d'un processus potentiel de reconstruction de la confiance. De plus, les séances de restitution organisées à l'ouest, et plus

particulièrement celle organisée à Bingerville (Groupe Dialogue Régional) ont permis aux participants de graduellement mettre le doigt sur cet élément crucial qui empêche toutes initiatives visant à résoudre les problèmes fonciers, identitaires, etc. de se concrétiser en des changements réels, positifs et durables que constitue l'auto-victimisation collective. En effet, les communautés en présence rencontrées se sont toutes accordées sur le fait que **le défi majeur à la restauration durable de la paix et de la confiance dans la zone reste la prise de conscience de cette 'auto-victimisation' comme condition de base pour un dialogue constructif orienté vers des solutions et initiatives concrètes pour traiter les problèmes.**

« *Pourquoi ça dure c'est parce que chacun en a gros sur le cœur et chacun estime être plus victime que les autres et chacun veut gagner. Et si chacun veut gagner, qui va perdre, qui va se donner tort ? Qui va demander pardon à son ami à son frère ? Voilà le vrai problème* ».

Participant de Duékoué, Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12-13 décembre 2012.

Aux yeux des représentants de l'ouest consultés, **cette réthorique victimale se doit d'être abordée en parallèle à toute initiative** visant à résoudre durablement la question foncière, de l'ethnie et de son instrumentalisation politique, de la faiblesse de l'État ou l'impact des crises de 2002 et postélectorale.

Ainsi, pour tenir compte des demandes et priorités exprimées de manière consensuelle par les parties en présence, il est recommandable d'engager rapidement toutes les couches de la société dans un processus de changement aussi inclusif que possible. **Ce dernier visera non seulement à encourager une culture de dialogue constructif et participatif pour la restauration de la confiance et le dépassement des divisions au sein et entre les communautés, mais aussi à initier une recherche participative de solutions techniques concrètes et durables à la problématique foncière.**

Recommandations Générales

Tel que mentionné dans le Plan National de Développement 2012-2015 élaboré par le gouvernement de Côte d'Ivoire, « la cohésion sociale, la réconciliation nationale et la normalisation de la vie politique sont des déterminants fondamentaux pour la consolidation d'un climat de paix durable et favorable à la mise en œuvre des options de développement. »⁸ La Côte d'Ivoire est bénéficiaire d'un appui de 10,5

Participant de Guiglo,
Groupe de Dialogue Régional, Bingerville,
12-13 décembre 2012

millions de dollars US du Fonds de Consolidation de la Paix consacré aux activités de consolidation de la paix dans l'ouest et au sud (Abidjan) de la Côte d'Ivoire sous l'égide des agences du Système des Nations Unies.

Ainsi, au regard des consultations menées au cours de cette recherche, un certain nombre de recommandations peuvent être formulées à l'attention du gouvernement de Côte d'Ivoire et de ses partenaires nationaux et internationaux (bailleurs, agences des nations unies, organisations non gouvernementales, agences de développement, secteurs privés, etc.) :

- o **Impliquer durablement les communautés** en présence et **engager un travail de déconstruction du sentiment d'auto-victimisation** qui les habite afin d'assurer le succès des actions de rapprochement communautaire, et plus globalement de développement durable.
- o Encourager un processus de **dialogue participatif, inclusif et tourné vers l'avenir** facilité dans un cadre neutre et sécurisé afin de déconstruire efficacement et durablement ce sentiment de victimisation et rétablir la confiance entre les communautés.
- o Prendre en considération qu'en lien avec les ordres de priorité établis par les communautés au cours de la recherche, **la porte d'entrée du travail de rétablissement de la confiance et de la paix reste la dissipation des sentiments d'inégalité et d'injustice portés par la question foncière**.
- o Les pistes d'action suivantes pour la résolution de la question foncière ont été avancées et hiérarchisées par les représentants des communautés consultées :
 - o **Sécuriser les droits fonciers** des acteurs individuels et collectifs se partageant la ressource foncière :
 - *En engageant un processus participatif et inclusif en mesure d'encadrer et d'assurer la légitimité et l'appropriation de la loi relative au domaine foncier rural et son application ;*
 - *En initiant un programme véritablement participatif de délimitation des terroirs ;*
 - *En créant, par le dialogue, un consensus autour d'une conception collective de ces terroirs validant la diversité de leurs occupants.*
 - o **Atténuer les sentiments d'inégalités et d'injustice** par :
 - *La clarification du statut des forêts classées et de leurs occupants actuels ;*
 - *La création d'opportunités économiques alternatives pour les communautés riveraines.*
 - o **Créer des alternatives économiques** pour les couches les plus vulnérables des populations locales :
 - *En développant un plan participatif de développement régional garantissant au couches de la population les plus défavorisées et les moins à même de s'impliquer dans l'économie de plantation villageoise une alternative en termes d'employabilité ;*
 - *En redonnant vie aux projets d'Activités Génératrices de Revenu (AGR)*

⁸ Plan National de Développement, Tome 1, p.52

conduites par les ONGs internationales et locales en prenant le soin de travailler à leur meilleure pérennisation et réappropriation par les communautés.

- o **Avertir sur les risques pouvant découler de la catégorisation réductrice des acteurs clés de la violence à l'ouest dans la mesure où leurs rôles, responsabilités et liens restent controversés et nécessitent un travail en profondeur visant à restaurer la confiance.**
- o **Travailler à re-légitimer les mécanismes locaux/traditionnels de résolution des conflits tels que les comités de paix, comités de crises, alliances à plaisanteries, etc. et accompagner les communautés pour une meilleure appropriation de ces outils.**
- o Prendre le soin d'**engager systématiquement la population dans la formulation des priorités d'intervention** afin d'assurer une meilleure appropriation et la pérennité des projets.

Introduction

A) Justification et cadre institutionnel de la recherche

Ces dix dernières années ont été marquées en Côte d'Ivoire par une crise militaro-politique violente qui a fortement fragilisé certains fondements de la société ivoirienne. D'un côté par exemple, la capacité de l'Etat à imposer son autorité partout dans le pays a particulièrement été mise à mal, au moins 60% du territoire national étant passé le temps de la crise sous le contrôle d'une rébellion armée qui y a construit son propre système de gouvernance et d'exploitation des ressources⁹. De l'autre côté, bien que portée par une remise en cause, par la voie des armes, de la légitimité du régime politique alors en place, cette crise a sérieusement entamé la cohésion sociale dans maintes communautés locales. Dans de nombreuses régions du pays en effet, et dans l'ouest en particulier, elle a exacerbé les tensions de cohabitation communautaire, notamment autour des questions liées au partage de ressources comme la terre ou les pâtures. Des conflits violents sont donc nés ou ont été ravivés, fragilisant davantage le tissu social. Pour en atténuer les effets ou les prévenir, diverses initiatives portées par des acteurs étatiques et non étatiques, parfois mêmes communautaires, ont vu le jour. Seulement, les instruments et mécanismes mis en place pour supporter ces initiatives de promotion de la cohésion sociale et de réhabilitation communautaire semblent manquer de coordination et n'ont pas toujours en partage les mêmes modes opératoires.

Aussi, conscient du fait qu'aucune capitalisation réelle ou renforcement des dynamiques à l'œuvre en matière de prévention et de gestion de conflits locaux n'est possible sans un minimum de connaissances et compréhension de ces dernières, la présente recherche sur les dynamiques et capacités de gestion des conflits dans l'ouest a été mandatée par le PNUD et conduite par Interpeace¹⁰. Cette recherche participative s'inscrit dans le cadre du domaine prioritaire 4 du Plan Prioritaire du Fond de Consolidation de la Paix (FCP) des Nations Unies en Côte d'Ivoire, à savoir la facilitation de la réconciliation et de la cohésion sociale et la réduction du nombre de conflits liés à l'accès à la terre. Dans ce contexte, la recherche contribue à l'effet 2.5¹¹ du FCP, en proposant une étude de référence (*'baseline study'*) qualitative pour informer les approches programmatiques de l'ONU, ses agences et toute organisation/institution intéressée par le renforcement de la cohésion sociale et la réduction des conflits dans l'Ouest du pays. Plus précisément, cette démarche de recherche vise à actualiser de manière inclusive et participative l'état de lieux du conflit et de la situation dans l'Ouest du pays et à engager les populations dans l'analyse de leur vécu et perceptions en les appuyant dans une réflexion sur les efforts nécessaires pour réussir le pari de la promotion d'une coexistence pacifique et de la résolution non violente des conflits dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.

L'approche d'Interpeace vise à travailler à la consolidation de la paix par le biais du renforcement des

⁹ Galy, M. (2007). « Politologie d'une rébellion. Une « gouvernance par la violence » au Nord de la Côte d'Ivoire ? », *Cultures & Conflits*, 65 | 2007, 137-155.

¹⁰ Interpeace a été créée par les Nations Unies en 1994 et est devenue indépendante en 2000. Interpeace opère aujourd'hui dans plus de 16 pays et régions du monde.

¹¹ Effet No. 2.5 du FCP : « Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale incluant les mécanismes locaux de résolution des conflits sont renforcées et efficaces »

capacités de chaque société à dépasser leurs divisions internes profondes et gérer leurs conflits sans recourir à la violence ou à la coercition. Cette méthodologie repose sur le fait que les processus de paix et de cohésion sociale ne doivent pas venir de l'extérieur mais être nourris de l'intérieur de la société et que le développement de la confiance est au cœur du défi.

Les **valeurs organisationnelles** qu'Interpeace se tient à respecter dans toutes ses activités, programmes et engagements à travers le monde et pour cette recherche en particulier se regroupent comme suit :

- *La recherche du consensus et de la concertation et de la résolution pacifique des conflits,*
- *Respect de la culture locale, des croyances, des idées et solutions locales,*
- *La confiance entre les groupes sociaux,*
- *Faire preuve d'intégralité, de neutralité et d'impartialité,*
- *La participation et la consultation.*

Interpeace travaille en proche partenariat avec des organisations locales, dans le but de renforcer les capacités existantes de résolution de conflit afin d'adresser leurs divisions internes d'une manière pacifique. Par le biais de son équipe de chercheurs locale, Interpeace a engagé un processus de recherche participative, faisant des habitants de l'ouest les protagonistes dans l'analyse des facteurs contribuant à la violence cyclique et dans l'identification de possibles voies de sorties. L'équipe d'Interpeace encourage un dialogue inclusif, de la base à l'élite, local et national, en réunissant à la même table les acteurs essentiels, choisis dans un large éventail de la société¹², afin qu'ils puissent analyser les difficultés de leur pays, évaluer les initiatives déjà entreprises pour les résoudre, afin d'aboutir à des solutions conçues localement et définir une approche commune favorisant un développement à long terme.

L'intérêt porté sur l'ouest de la Côte d'Ivoire dans le cadre de la présente étude se justifie par le fait que beaucoup plus que partout ailleurs dans le pays, les conflits y ont pris une résonnance particulière tant par leur récurrence que par leurs conséquences en termes de pertes en vie humaines, de destruction de biens et de crispation des rapports communautaires. À travers la présente étude¹³, il s'agit de fournir aux Ivoiriens et aux acteurs externes de l'information de première main pouvant lui permettre de s'imprégner des réalités, préoccupations et besoins locaux et contribuer à bâtir un leadership communautaire à travers un appui à la formation et au renforcement des dynamiques, infrastructures et capacités locales de prévention et de gestion des conflits en Côte d'Ivoire.

B) L'approche conceptuelle et méthodologique

Méthodologie de Recherche Action Participative (R.A.P)

La méthode de travail promue par Interpeace et ses partenaires est fondée sur la Recherche-Action-Participative (R.A.P) par laquelle les populations sont engagées dans une dynamique collective et

¹² Voir annexe 3 – Critères de sélection des participants.

¹³ Comme celles confiées à d'autres structures comme par exemple le CERAP sur la cartographie des mécanismes et comités de paix à l'ouest.

interactive de réflexion et de dialogue sur les problèmes propres à leurs sociétés et sur les moyens pour les résoudre. Cette méthodologie s'appuie donc sur un processus prenant en compte les avis de tous les partenaires de la société au niveau des autorités comme de la société civile et la population générale. A terme, sa mise en œuvre permet l'établissement par les acteurs de la situation eux-mêmes d'une analyse partagée et soutenue par tous, qui peut servir de base à la recherche participative de solutions consensuelles aux problèmes en promouvant une inclusion quasi systématique et une participation constructive des parties prenantes. De cette manière, toutes les formes de distance horizontale (entre les groupes sociopolitiques) et verticale (entre la population, les autorités locales, régionales et nationales) sont réduites.

Cette méthodologie, consistant à réunir les représentants de différents groupes sociaux et niveaux hiérarchiques pour un dialogue facilité par une équipe de chercheurs et facilitateurs en recherche participative professionnels, permet aussi de renouer les relations et renforcer la confiance au sein et entre ces groupes parfois antagonistes, le tout dans un environnement protégé. L'approche privilégiant la collecte de témoignages à l'état brut, la facilitation ce fait de manière ouverte, sans questions préétablies pour éviter d'être directif ou d'influencer le débat. Ainsi le rôle du facilitateur se limite à relever les points de vue soulevés, à les reformuler et les remettre au débat ; une technique qui laisse aux participants le rôle principal et permet l'émergence de consensus au sein du groupe, ou à l'inverse de faire ressortir les positions contradictoires. Ainsi, en partageant leurs opinions sur les défis à la paix durable, le dialogue peut se faire dans le respect nécessaire pour que les acteurs puissent se rapprocher les uns des autres et aborder les défis d'un point de vue objectif et tournés vers l'avenir, plutôt que chercher à établir des responsabilités auprès de l'autre.

Ce type d'approche a l'avantage de tabler sur un agenda beaucoup plus ouvert et permet à l'équipe de recherche de se tenir à distance égale des parties, tout en valorisant la diversité et les principes de neutralité, de transparence et de discréetion. Il s'agit de principes de base à partir desquels l'on peut espérer une réelle appropriation des conclusions de l'étude.

Un **enregistrement audio** de toutes les conversations a été réalisé dans un effort de transcrire le plus fidèlement possible les différents témoignages des participants et d'initier un dialogue virtuel entre les participants. L'utilisation de l'audio (et vidéo¹⁴ lorsque le contexte le permet) est un convaincant moyen pour stimuler le dialogue, pour **relier différents groupes séparés géographiquement, ethniquement ou encore culturellement**, en particulier en présence de populations à tradition orale. Il est en effet un outil **permettant de faire s'écouter les acteurs qui normalement ne se rencontrent pas**. Par la diffusion des clips audio synthétisant les séances de dialogue à travers les différentes localités, les perceptions, recommandations et conditions du dialogue ont pu être transmises entre et au sein des différentes communautés en présence.

Dans le contexte de cette recherche participative, qui a été conçue sur une durée relativement courte, l'objectif était d'impliquer toutes les parties prenantes de l'ouest de la Côte d'Ivoire dans une première réflexion collective sur leur situation, la manière dont chacune d'entre elles est affectée par la violence

¹⁴ Généralement Interpeace utilise l'enregistrement audio-visuel dans ces consultations. Cependant considérant le climat de suspicion et de méfiance en présence, et l'importance d'offrir un espace de dialogue sécurisé et constructif aux participants, le choix a été fait de n'utiliser que l'outil audio.

cyclique et sur les possibles voies de sortie afin de parvenir à une meilleure connaissance et compréhension des préoccupations et des attentes telles qu'elles sont ressenties et exprimées par les populations. Ainsi, ce document est constitué d'opinions et de perceptions individuels, parfois même de préjugés et stéréotypes par conséquent subjectifs, mais dont le fond et la forme correspondent à une réalité sociale.

L'idée était également d'offrir un espace neutre et protégé jusqu'ici non existant pour encourager le dialogue entre différentes parties prenantes qui n'ont pas eu l'opportunité de se rencontrer suite aux violences passées et la méfiance qui en a découlé. Toutefois, rétablir la confiance entre communautés divisées étant un processus à long terme, **le présent effort de dialogue ne peut être considéré que comme un précurseur à un nécessaire travail plus approfondi pour l'apparition à court terme d'espaces bien gérés pour approfondir le débat et le dialogue entre les différentes parties prenantes, et la création à long terme d'une culture de dialogue inclusif au sein de la population, le dépassement des divisions actuelles et par conséquent le rétablissement d'une cohésion sociale et la réconciliation.**

La recherche à l'ouest de la Côte d'Ivoire

- *Objectifs*

L'objectif général du projet est de développer selon une approche holistique, inclusive et participative une étude diagnostique des conflits à l'ouest de la Côte d'Ivoire, et plus particulièrement des régions du Guémon et Cavally, en engageant les différents groupes de la société de cette région dans une réflexion pour identifier les acteurs principaux des conflits, les facteurs de division et de cohésion entre eux ainsi que les forces et les faiblesses des mécanismes existants en matière de prévention et gestion de conflit.

Reconnaissant l'actuelle multiplication des recherches et initiatives conduites à l'ouest de la Côte d'Ivoire autour de la violence cyclique, des mécanismes de résolution de conflits, etc., cette présente recherche cherche à aller plus loin dans l'effort de compréhension de la violence dans cette partie de la Côte d'Ivoire par une implication plus importante des populations dans le processus de recherche des causes profondes et des logiques sociales sous-tendant cette violence. C'est dans cette perspective qu'Interpeace, à travers son équipe de recherche locale, a articulé les objectifs de la recherche de la manière suivante :

- o Appropriation et engagement des communautés dans la **réflexion sur les acteurs du conflit, les analyses faites de la violence endémique, les facteurs de division/ cohésion**; et sur les **domaines d'appui et les pistes d'action** à prendre en considération afin de les aborder, les réduire et renforcer les mécanismes de cohésion en vue de la mise en place et la pérennisation d'une architecture locale de paix prévue par le plan prioritaire du Fonds pour la Consolidation de la Paix;
- o **Informier les politiques et stratégies formulées** par les autorités, les agences des Nations Unies et autres organisations et acteurs externes en matière de consolidation de la paix à

l'Ouest du pays en préparation des activités prévues par le plan prioritaire ;

- o Donner aux participants aux groupes de réflexion **une expérience de rencontre entre différents groupes, de l'écoute d'autrui, du débat, du dialogue inclusif, participatif, controversé et approfondi** encourageant une dynamique favorable aux activités de réconciliation et de cohésion sociale, comme prévu par le plan prioritaire.

Ce rapport se veut être qualitatif, entend utiliser les résultats des consultations comme un instrument de dialogue et de réflexion. Les idées présentées doivent être comprises comme émanant des groupes construits au nom de la diversité et de la représentativité. Il ne prétend pas être exhaustif ou présenter des solutions mais se veut être un aperçu des dynamiques majeures et une base susceptible d'ouvrir la voie à des initiatives sectorielles concrètes et durables qui permettront de contribuer activement aux efforts menés en termes de réconciliation et rétablissement du lien social dans la région.

- ***Localités cibles et durée***

Le présent rapport sur les dynamiques et capacités de gestion de conflit à l'ouest de la Côte d'Ivoire est le résultat d'une recherche participative conduite **d'août à décembre 2012**. Pour les sites de recherche, deux catégories de critères ont été suggérés par les Termes de Référence (TDR) de la recherche. La première catégorie de critères est d'ordre géographique et administratif. L'étude devait, selon ces critères, concerner trois grandes régions administratives couvrant toute la partie occidentale de la Côte d'Ivoire appelée. Ce sont les anciennes régions¹⁵ dites des Montagnes comprenant les départements de Man, Danané et Zouan Hounien, du Moyen Cavally (composé des départements de Duekoué, Guiglo, Bloléquin et Toulepleu) et du Haut Sassandra (Daloa, Vavoua, Issia). L'autre catégorie de critères évoquée dans les TDR pour la localisation de la recherche concernait plutôt la situation sociopolitique des localités à cibler : il devait s'agir (*i*) de zones de départ, d'accueil et de retour des populations déplacées; (*ii*) de zones où persistent des tensions intercommunautaires et autres points chauds; (*iii*) des zones d'action de divers intervenants en matière de cohésion sociale et de réconciliation.

Le nombre de sites visités au cours de l'étude a été limité dans le but de pouvoir y engager les communautés de manière plus assidue et efficace, l'expérience d'Interpeace révélant que la confiance est au cœur de la consolidation de la paix et que cette dernière prend du temps à être restaurée lorsqu'elle a été entamée. L'équipe de recherche a donc effectué un **arbitrage stratégique sur base de ces différents critères motivé par différents éléments**. Ainsi, plutôt que d'assurer la couverture géographique la plus large possible en touchant un nombre importants de localités ventilées sur l'ensemble des trois régions administratives ciblées , l'équipe a **privilégié les localités les plus pertinentes et représentatives** par rapport à la problématique des conflits et de la violence dans l'ouest.

En effet, une large couverture géographique demandait un contact plus rapide avec le terrain, ce qui,

¹⁵ Le nouveau découpage administratif en vigueur depuis le dernier trimestre de l'an 2011 fait désormais intervenir un district des Montagnes composé de trois régions (Tonkpi comprenant les départements de Man), le Guémon et le Cavally.

au regard de la méthodologie d'Interpeace ne permet aux conditions d'un dialogue constructif d'être réunis et donc aux dynamiques profondes de la violence de ressortir. Par conséquent, au regard des contraintes logistiques¹⁶ et sécuritaires¹⁷, la décision stratégique a été prise de cibler les localités les plus représentatives et permettant, conformément à la méthodologie d'Interpeace, de créer les conditions d'un dialogue constructif, dans cet environnement fortement configérén, nécessaire à la mise en œuvre d'un recherche participative. Après réflexion et considérant la méfiance qui demeure à échanger ouvertement des défis auxquels la population à l'ouest du pays est confrontée au quotidien et conscient des limites de temps pour la conduite de la recherche, l'équipe de recherche a fait le choix de limiter le nombre de sites visités au cours de l'étude dans le but de pouvoir y engager les communautés de manière plus assidue et efficace. En effet, l'expérience d'Interpeace révèle que la confiance est au cœur de la consolidation de la paix et que cette dernière prend du temps à être restaurée lorsqu'elle a été entamée. Par conséquent, afin de comprendre en profondeur les dynamiques en jeu et recueillir les témoignages honnêtes de la population, le choix a été fait de cibler trois départements, indépendamment des régions auxquels ils sont rattachés sur le plan administratif, les plus représentatifs de la diversité des contextes locaux. Il s'agit de :

- o **Duékoué** (chef-lieu de la nouvelle région du Guémon dans le district des Montagnes), une localité cristallisant les formes les plus endémiques et criminelles de la violence dans l'ouest ivoirien ;
- o **Bloléquin** (département de la région du Cavally dans le district des Montagnes) qui de par sa situation à la frontière libérienne semble introduire dans la violence locale une dimension transfrontalière et la question du maintien psychologique de la violence dans un contexte de migration agricole fort; et
- o **Guiglo**, (chef-lieu de la région du Cavally, dans le district des Montagnes) une localité choisie parce qu'elle semble à première vue se poser comme une zone à violence moins endémique malgré la présence de tous les facteurs configérén.

- **Groupes cibles**

Dans chacune des localités retenues, des groupes de discussion et de réflexion ont été organisés aussi bien en ville que dans des villages (*voir détails en annexe*). Ces groupes impliquaient tous les acteurs affectés par la violence dans l'ouest, de même que ceux jouant un rôle dans l'émergence et l'alimentation de la violence. Pour chacun des groupes constitués, l'équipe a veillé à y retrouver **l'hétérogénéité et la présence de toutes les composantes sociologiques des localités concernées**, à savoir des jeunes, des ainés sociaux, des femmes en même temps que des allochtones, des allochtones et des autochtones. Un **accent particulier a été mis sur la participation des jeunes et des femmes** à ces groupes de discussion. Dans un premier temps, les jeunes et les femmes ont été réunis séparément en

¹⁶ L'équipe de recherche a également eu l'intention de consulter des réfugiés ivoiriens actuellement au Libéria, plus précisément au camp de PTP dans la région du Grand Gedeh. Toutefois, malgré l'octroi des autorisations et justificatifs nécessaires au passage de la frontière libérienne et l'entrée dans le camp de réfugiés, le voyage a été avorté à 5km de la frontière par un camion embourré bloquant la voie qui a forcé l'équipe à rebrousser chemin.

¹⁷ Bloléquin a par exemple été préféré à la zone de Toulepleu du fait d'incidents dans cette dernière.

fonction de leur implication dans la vie sociale de leur localité. Ils ont ainsi été regroupés selon qu'ils étaient des leaders de groupements politiques ou d'association soit comme acteurs économiques (groupe de réflexion regroupant des commerçantes ou des ménagères) ou leaders d'opinion (femmes leaders). Un effort a été fait pour atteindre une représentativité statistique significative de ces différentes catégories d'acteurs, en dépit du climat de méfiance qui inhibaient chez la majorité des populations vivant dans les localités concernées par l'étude une participation active à des assises sur la violence. A ces groupes de discussion ont été associés des représentants de **média locaux** et des correspondants de média nationaux comme Fraternité Matin. La restitution qui s'est tenue à Duékoué a même été organisés dans les locaux de la Voix du Guémon, le média de proximité le plus en vue dans la localité. Une série d'autres acteurs ont été impliqués dans le processus en fonction de leur statut. Il s'agit des autorités et interlocuteurs habituels que sont les chefs traditionnels, les présidents des groupes de jeunes et de femmes, les responsables d'ONG, les fonctionnaires, les élites locales, les Imams, les pasteurs, les prêtres, les opérateurs économiques, les gens ordinaires, les jeunes à risque ou membres de groupes d'auto-défense, les Dozos, etc.

- ***Une approche méthodologique séquentielle***

Cette recherche participative a été organisée en **trois phases séquentielles et distinctes nécessaires pour créer un climat de dialogue non seulement apaisé, sécurisé mais aussi neutre et ouvert pour permettre aux participants de se sentir en confiance, prêt à s'asseoir pour dialoguer de manière constructive.**

Dans la phase initiale de la recherche, **vingt-cinq groupes de réflexion¹⁸ ont été organisés** (voir annexe 1) en présence en moyenne de *douze à quinze personnes* par consultation, pour un total de **plus de 300 participants**. Afin d'assurer la participation du plus grand nombre possible de personnes clés, des entretiens individuels seront organisés avec ceux qui ne sont pas disponibles pour participer aux groupes de réflexion ou refusant le cadre collectif de l'échange, mais dont l'absence dans le processus pourrait biaiser les résultats. Sachant que le phénomène de violence n'implique pas seulement les personnes résidents à l'ouest, mais aussi les cadres installés à Abidjan, un groupe de réflexion a aussi été conduit avec des cadres et élus locaux des trois localités à Abidjan. Les questions posées dans les focus groupes et entretiens étaient très large de manière à identifier les obstacles à la paix durable, et à éviter de suggérer une réponse attendue afin de susciter la spontanéité et une large participation sur tous les aspects potentiellement conflictuels (de nature communautaire ou autre). Cette approche a permis également de mieux évaluer l'importance portée à certains problèmes, les participants étant libre de guider la discussion autour des problématiques qui les préoccupent particulièrement.

Les données empiriques recueillies auprès de la population ont ensuite été complétées et enrichies, d'une part, par les chercheurs disposant d'une expertise reconnue dans les différentes thématiques abordées, et d'autre part, par une **recherche théorique et documentaire** susceptibles d'apporter un éclairage supplémentaire et d'enrichir la compréhension de ces enjeux¹⁹.

¹⁸ 24 groupes de réflexion ont été organisés à l'ouest et 1 à Abidjan en présence des cadres de l'ouest.

¹⁹ Des efforts ont été menés pour obtenir les rapports de recherches parallèles conduites ou en cours mais au moment de la rédaction de ce rapport, l'équipe a pu avoir accès à un nombre limité de documents.

Dans la seconde phase de la recherche, lorsque l'équipe de recherche a achevé le traitement des informations issues des différents groupes de réflexion et rédigé une première ébauche du rapport de recherche, une série de **séances de restitutions** a été organisée (*voir annexe 2*). Tout d'abord, une restitution a été organisée en présence d'une **trentaine de représentants de toutes les parties prenantes dans chacun des trois chefs-lieux de départements** concernés par l'étude. Ces séances de restitution ont visé à offrir un espace de dialogue à des personnes qui, lors des consultations antérieures n'avaient pas forcément eu l'occasion de se rencontrer ou de se parler. Il s'agissait de vérifier que les données recueillies et analysées reflètent bien les discussions et permettre aux participants de discuter des résultats de la recherche, de recueillir des éléments nouveaux de diagnostic qui ne seraient pas apparus lors des consultations initiales et d'approfondir et enrichir l'analyse participative des défis, des pistes de réflexion et des recommandations.

En vue d'**une validation finale de ces résultats par toutes les parties prenantes**, et conformément à l'approche Interpeace, un **Groupe de Dialogue Régional** (GDR) a été organisé à Bingerville²⁰ en présence d'une cinquantaine de participants desdites localités ainsi que des élus et cadres de la région résidants à Abidjan. Ce Groupe de Dialogue Régional visait à offrir un cadre de dialogue aux participants n'ayant pas encore eu l'occasion de se rencontrer, séparés du fait de leur appartenance politique, ethnique, ou encore du fait de leur âge, genre, origine sociale, etc. En outre, cet atelier constituait, au regard des personnes consultées lors de la phase préliminaire, une occasion unique et nécessaire pour les populations à l'ouest du pays de se rencontrer entre elles d'une part et d'échanger avec leurs cadres et élites à Abidjan qui ont répondu présents en nombre.

Ces **séances répétées ont permis de débuter un dialogue franc qui a eu comme résultat l'émergence de nouveaux liens de confiance entre les participants et de contribuer à la cohésion et conscience sociales**. Elles ont aussi permis aux parties en présence de non seulement valider et d'approfondir le diagnostic de la violence cyclique posé mais aussi de procéder à une évaluation collective des degrés de priorité et ainsi d'identifier le défi principal qui, de leurs points de vue, devrait être abordé en priorité pour espérer briser la spirale de violence endeuillant l'ouest de la Côte d'Ivoire. L'étude a été appuyée par le Comité Technique du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix et ses résultats et recommandations présentées pour validation à son Comité de Pilotage co-présidé par le Ministre d'Etat, du Plan et du Développement et le Coordinateur Résident du Système des Nations Unies²¹.

C) Contexte historique de la recherche

Deux années après avoir acquis par voie référendaire le statut de république autonome, la Côte d'Ivoire obtient son indépendance le 7 août 1960. A partir de cette date, qui marque la fin officielle de près de sept décennies de colonisation française, une partie du destin de ce pays ouest africain va se confondre

²⁰ Les 12 et 13 décembre 2012.

²¹ Etude présentée et validée par le Comité de Pilotage lors de la visite de terrain du comité de pilotage du plan prioritaire, Guiglo, 30 janvier – 1 février 2013.

avec le style de leadership et la personnalité de Félix Houphouët-Boigny, son premier Président. En effet, jusqu'au décès de ce dernier - dans l'exercice de ses fonctions de chef d'Etat - en 1993, la Côte d'Ivoire s'est construite, du moins dans le discours officiel, une réputation de pays politiquement stable, jouissant d'un environnement social relativement pacifié et d'une économie forte. Portée par un régime de parti unique, le PDCI RDA²², et une bonne tenue des cours des principaux produits d'exportation (café et cacao) du pays, l'ingénierie politique de celui que ses hagiographes appelaient 'le père de la nation ivoirienne' parvint en effet à jeter les bases d'un pays à l'économie relativement prospère attirant aussi bien des investisseurs étrangers que des migrants issus de pays de l'hinterland sahélien et même au-delà. Cette ingénierie politique était fondée sur une espèce de ' compromis'²³ politique construit sur trois piliers au moins.

Le premier pilier est l'option d'une politique volontariste et centralisée d'ouverture sur l'extérieur²⁴, notamment à travers le maintien de liens politiques, économiques et militaires forts avec l'ancienne puissance coloniale, la France. Cette dernière fournissait l'assistance technique et les capitaux nécessaires pour faire tourner l'économie nationale et se proposait dans le cadre d'accords de défense bilatéraux de garantir la sécurité du pays en cas d'agression venant de l'étranger à travers le pré-positionnement d'une base militaire à Abidjan. Toujours dans la droite ligne de la politique d'extraversion 'houphouétiste', les pouvoirs publics ivoiriens mirent un accent particulier sur la promotion d'une politique d'accueil de la force de travail étrangère, surtout burkinabè et malienne. Aussi bien qualifiée que peu ou pas qualifiée du tout, cette main d'œuvre étrangère a été encouragée à investir le milieu rural comme les villes du sud forestier. Généralement, elle y prenait en charge certaines activités manuelles peu gratifiantes ou, pour certains, étaient promus à d'importantes fonctions dans l'administration publique.

Le second pilier, et la particularité de l'ingénierie politique d'Houphouët Boigny, fut de promouvoir une bourgeoisie politico-économique nationale. Cette promotion passait par le patronage politique de certaines élites locales émergeantes et leur installation à la tête d'entreprises publiques ou parapubliques nationales. Dans ce cadre, cette 'société politique' ainsi constituée était autorisée à avoir la haute main sur des ressources financières 'publiques' pour se construire une clientèle politique dans leur région d'origine. Au sommet de l'Etat, cet enrichissement illicite était su mais toléré, parfois même encouragé pour mieux 'domestiquer' cette élite politique²⁵.

Le troisième pilier de la gouvernance 'houphouétiste' est sa gestion paternaliste de la diversité sociale. Cette gestion paternaliste consistait, dans un sens, en la construction d'un discours politique officiel autour du fait ethnique. Ce discours portait sur l'insidieuse diffusion d'une idéologie ethnocentrique de l'Etat à travers l'affirmation de la supériorité aristocratique de l'ethnie akan²⁶ dont étaient issus Houphouët Boigny et son dauphin constitutionnel, Konan Bédié, alors Président de l'Assemblée

²² Akindès, F. (2004). Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. Dakar, Codesria.

²⁴ Idem Akindès, 2004

²⁵ Fauré, Y.-A. (1982). Le complexe politico-économique. Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire. Y.-A. Fauré and J. F. Médard. Paris, Karthala: 21-60, Fauré, Y.-A. and J.-P. Médard, Eds. (1982). Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire. Paris, Karthala, Miras, C. d. (1982). L'entrepreneur ivoirien ou une bourgeoisie privée de son état. Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire. Y.-A. Fauré and J. F. Médard. Paris, Karthala: 181-229, Vidal, C. (2003). "La brutalisation du champ politique ivoirien 1990 2003 ». 7,2, pp. 00 - 00." Revue Africaine de Sociologie 7(2): 169-181.

²⁶ Mémel Foté, H. (1999). Un mythe politique des Akan en Côte d'Ivoire: le sens de l'Etat. Mondes akans. Identités et pouvoir en Afrique occidentale. P. Valsecchi and F.Viti. Paris, L'Harmattan: 21-42.

Nationale. Dans l'autre sens, les pouvoirs publics ivoiriens travaillèrent à une instrumentalisation de la présence étrangère. Les étrangers massivement acceptés sur la terre ivoirienne étaient utiles au moment des élections, leur vote étant autorisé. Dans le même temps, leur présence permettait aux pouvoirs publics de relativiser le sentiment d'appauvrissement des autochtones qui comprenaient que leur sort restait bien meilleur et enviable à celui des étrangers²⁷. Cet aspect des choses est important pour comprendre certains ressentiments qui se développeront plus tard contre les 'étrangers' et qui sont repris dans le chapitre 1 de ce rapport.

Ainsi, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, cette stratégie politique réussit à maintenir un semblant de cohésion et paix dans le pays, toute forme de contestation ou de crise violente susceptible de remettre en cause l'image du havre de paix étant « *contenue par la force, par l'argent [du cacao et du café], par l'habileté politique d'Houphouët-Boigny* »²⁸. Seulement, l'effet conjugué de la sécheresse et de la chute des cours du café et du cacao vers la fin de la décennie quatre-vingt mirent à mal les fondements d'une économie nationale essentiellement agricole. Le Président Houphouët-Boigny lui-même rongé par maladie et le poids de l'âge, n'avait plus une présence continue sur le territoire national. La perspective du décès de ce dernier aiguise dans son parti des appétits politiques et les luttes pour les positionnements commencèrent à se faire jour. Dans le même temps, les restrictions imposées par les institutions de Bretton Woods dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, perçues par les populations comme une pilule amère, ouvrirent la voie à toutes les formes de contestations sociopolitiques, dans un environnement de chômage grandissant et de paupérisation d'une frange importante de la population aussi bien rurale qu'urbaine. Comme le dit Vidal, le mythe de la Côte d'Ivoire pays à la longue 'tradition de paix' commença dès cet instant à s'effriter²⁹.

C'est dans ce contexte que sous la pression de la rue, les autorités politiques furent dès lors contraintes de réintroduire le multipartisme dans le champ politique national en avril 1990. Bien que prévue dans la première Constitution ivoirienne, cette libéralisation du champ politique intervint sous la forme de « *la rupture d'un barrage aux eaux tumultueuses longtemps mal contenues. Brusquement libérées, comme de véritables tsunamis, elles entraînent tout sur leur passage. Les effets sont dramatiques : destruction de vies humaines, dislocation de la cohésion nationale* »³⁰, etc. » De fait, ce bouleversement majeur dans le paysage politique national n'a pas seulement fait sauter les verrous de la limitation du nombre de partis politiques devant animer la vie politique nationale. Il a aussi ouvert le champ des possibles dans la lutte pour le pouvoir d'Etat à divers entrepreneurs politiques et justifié le retour du recours aux pratiques de répression politique. La Côte d'Ivoire s'ouvrit alors à une ère de crises sociopolitiques et militaires successives aussi violentes que brutales. Tout se passait comme si la violence se posait désormais comme la seule « *grammaire de l'interaction sociale* »³¹. Les manifestations violentes de rue suivies de casses et de chasses à l'homme succédaient à la répression policière.

²⁷ Akindès, 2004.

²⁸ Vidal, 2003.

²⁹ Vidal, 2002.

³⁰ Lou, 2010.

³¹ Ouattara, 2011.

Fortement présente dans le champ politique, la violence se déporta sur le terrain des rapports interindividuels et communautaires. En effet, la lutte pour le pouvoir opposait trois figures majeures de la scène politique locale que sont Messieurs Bédié, Ouattara et Gbagbo, respectivement chef de fil du PDCI, du RDR et du FPI. Pour nombre de leurs supporters, la 'bataille' entre ces trois hommes politiques devint presque une affaire personnelle, ces sympathisants s'identifiant dans leur majorité à leur leader en fonction de la proximité ethnique qu'ils entretenaient avec ces derniers. Ainsi, certaines populations du nord voyaient en Alassane Ouattara leur champion, quand celles de l'ouest ou de certaines régions du sud s'identifiaient en Laurent Gbagbo et celles du centre et de l'est en Henri Bédié. Dans ces conditions, la lutte politique devint une affaire ethnique puis, sur fond de compétition autour du foncier, elle se déplaça sur le terrain des clivages entre autochtones d'un côté et allochtones baoulés ou allogènes issus de pays de l'hinterland sahélien de l'autre³². De façon spécifique, c'est dans l'ouest et le sud-ouest du pays que ces tensions intercommunautaires connurent le plus de retentissement.

L'ouest ivoirien dans la spirale de la violence

Consignée dans la mémoire collective comme l'un des premiers épisodes de la transposition à l'échelle des communautés de la 'brutalisation' des rapports sociaux en Côte d'Ivoire, les événements dits 'de la ville de Tabou' survenus en novembre 1999 dans le sud-ouest du pays ont, aux yeux des représentants de l'ouest consultés, inauguré un cycle de violences à caractère ethnique et communautaire. Ces violences ont le plus souvent comme toile de fond des litiges, parfois fonciers, ou de simples rixes entre individus de communautés différentes. A Tabou, la confrontation violente des communautés a été suivie par le bannissement des communautés burkinabè de la région. Quelques années plus tôt, en 1995, des épisodes similaires de violences intercommunautaires avaient été enregistrés à Fengolo, dans le département de Duékoué, à l'ouest puis dans le centre ouest à Lakota et à Gagnoa, pour de nouveau se nicher dans la partie occidentale du pays. De fait, beaucoup plus fortement que partout ailleurs dans le pays, l'ouest de la Côte d'Ivoire est en proie, depuis le début des années quatre-vingt-dix, à une violence quasi endémique. Il s'agit le plus souvent de:

- o Violences criminelles portées de façon indiscriminée sur les populations quelle que soit leur origine. Ce type de violence a cours le plus souvent sur les grands axes routiers ou les pistes villageoises. Il est le fait de bandits de grand chemin, armés de fusils de chasse ou de guerre dont le but est de dépouiller les populations en faisant usage de violence. Cette violence criminelle fait régner un sentiment d'insécurité fort important dans la région.
- o Violences à caractère sexuel exercées sur les femmes, le plus souvent pendant et/ou en dehors des périodes de conflits. Ce type de violence créé des traumatismes particuliers chez les cibles potentielles que sont les femmes. A Duékoué, comme dans l'ensemble de l'ouest de la Côte d'Ivoire, plusieurs cas de viols et de violences diverses faites aux femmes ont été dénombrés et seraient le fait de combattants armés³³.

³² Vidal 2002; Dacher 2003.

³³ Ces faits ont été rappelés par des participantes à la restitution des travaux de recherche à Duékoué en novembre 2012 et sont attestés par de nombreux rapports d'organisations de défense des droits de l'homme comme Human Right Watch (2007) et certaines ONG comme International Rescue Committee dans IRC, Je ne veux pas mourir avant mon heure. La violence domestique en Afrique de l'ouest, 2012, New York.

- o Confrontations communautaires violentes. Elles naissent le plus souvent de différends entre des individus membres de l'une et l'autre communauté qui dégénèrent en règlements de compte et violences ethniquement orientés, d'ampleur plus ou moins grande. Parfois, un banal accident qui relèverait du fait divers, pour le seul fait de mettre aux prises des individus d'origines différentes, dégénère en confrontations violentes entre communautés. Ce type de violence a pour conséquence de donner lieu dans la plupart des cas à des déplacements de populations et instaure entre les communautés un climat de méfiance. Les conséquences de ce type de violence sont importantes en termes de fragilisation des conditions et moyens d'existence des populations. Dans la région, ces violences intercommunautaires ont depuis une dizaine d'années un caractère cyclique.

De ces crises à répétition, les explications généralement admises ont presque toujours mis la question foncière au cœur de la violence. Aussi, diverses structures se sont-elles employées à mettre en œuvre dans la zone des projets visant à sécuriser les droits fonciers des populations ou, plus largement, à promouvoir la cohésion sociale par le biais d'opérations de réhabilitation communautaire et de promotion des droits humains. Seulement, malgré cette implication massive de structures du système des Nations Unies ou d'ONGs internationales ou nationales/locales dans le rapprochement des communautés, il reste établi que l'ouest demeure fortement sujette à la violence ; l'épisode récent de l'attaque du camp de déplacés de Nahibly dans la ville de Duékoué en juillet 2012 l'atteste bien. Il apparaît donc que la question foncière seule ne suffit pas à épuiser l'intelligibilité de ce cycle presque ininterrompu de violence affectant l'ouest de la Côte d'Ivoire.

Des consultations menées au cours de cette recherche participative quatre thèmes majeurs identifiés par les participants comme étant les principaux vecteurs de la violence sont ressortis : **le foncier, l'ethnie et son instrumentalisation politique, le déclenchement de la rébellion armée en 2002, la faiblesse de l'Etat et la crise postélectorale de 2011.** De chacun de ces thèmes, plusieurs points qui nécessiteraient une attention particulière en vue de développer des approches pour aborder les questions soulevées ont été identifiés. Aussi, il apparaît que la question foncière, souvent mentionnée en tant que cause principale pour la violence à l'ouest du pays, ne constitue pas aux yeux des participants l'unique source de violence, mais plutôt la pointe visible et facilement identifiable de l'iceberg. Ce dernier consiste en un enchevêtrement complexe de ressentiments socio-économiques, de pratiques et valeurs culturelles, de faits historiques intercommunautaires, mais aussi intergénérationnels et de manipulation socio-politique.

Ce rapport est structuré autour des grandes problématiques ressorties du processus de dialogue participatif et inclusif engagé avec les acteurs clés de l'ouest de la Côte d'Ivoire, et présentées selon la priorisation faite par les représentants de la région regroupés lors du Groupe de Dialogue Régional. Les défis et pistes de réflexion à la fin de chaque chapitre constituent les premières indications de la direction que des initiatives futures pourraient prendre. Les pistes de réflexion ont quant à elles été organisées selon l'ordre de priorité voté par les participants de manière consensuelle et constituent des questions susceptibles de faire objet d'un vaste débat au niveau régional et national pour identifier les solutions possibles à une paix durable. Ils ne sont intentionnellement pas formulés en tant que recommandation, car la recherche et la méthodologie adoptée stipule que pour arriver à formuler des

solutions effectives un travail approfondi est nécessaire dans lequel les parties prenantes contribuent et guident l'approche à adopter, de sa phase initiale à sa mise en œuvre. Enfin, le cinquième chapitre met en lumière un élément sous-jacent qui se trouve au cœur du défi de la résolution des conflits à l'ouest du pays, à savoir la présence d'une rhétorique victimaire fortement ancrée dans le discours de toutes les communautés en présence. En conclusion, une **matrice** récapitulant les facteurs et manifestations clés des dynamiques de violence et les pistes à considérer et approfondir pour les dépasser est présentée.

CHAPITRE 1 :

LE FONCIER, L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT ?

Les consultations menées auprès des populations dans les villes de Duékoué, Guiglo, Bloléquin et leurs environs au cours de cette recherche participative révèlent que l'importance de la question foncière dans l'exacerbation de la violence est diversement appréciée. De façon générale, les différentes composantes de la population consultée s'accordent sur le fait que dans la région, des problèmes existent dans la sécurisation des droits acquis par les populations étrangères (allogènes et allochtones) sur les terres qu'elles exploitent pour certaines depuis plusieurs décennies.

1.1. Les contestations de vente de terre : un fait avéré impliquant la responsabilité de tous

Les contestations de vente entre acquéreurs et ayant-droits ou vrais propriétaires supposés de terres « *Beaucoup d'étrangers ont reçu de la terre de leur tuteur pour cultiver et nourrir leur famille quand ils ont contracté mariage avec les parents de ce dernier ou juste contre une bouteille d'alcool.* »

Groupe de Réflexion avec les chefs coutumiers, Duékoué, 16/09/2012.

vendues sont monnaie courante et ne relèvent, selon un nombre significatif de participants, le plus souvent que de la « *mauvaise foi* » ou de « *malversations* » de la part de jeunes autochtones³⁴. Pour un jeune leader de parti politique intervenant dans le groupe de réflexion dédié aux acteurs politiques locaux de la ville de Duékoué, « *cette question de ventes de terres par les jeunes autochtones est réelle. Il s'agit le plus souvent de jeunes en rupture de scolarité qui, sans attendre le consentement des autres membres de leur famille* »

vendent des pans entiers du domaine foncier familial, le plus souvent à vil prix, à des étrangers pour régler un problème ponctuel de subsistance. Quand les autres membres de la famille s'en rendent compte, il est souvent tard, les plantes cultivées par l'acquéreur ont commencé à pousser. La contestation de transaction est alors conduite par les autres membres de la famille qui se sentent lésés parce qu'ils n'ont rien reçu de la vente et que leur patrimoine familial se trouve fortement réduit. »³⁵

³⁴ Groupes de réflexion avec les jeunes civils de Duékoué - 15/09/2012, leaders politiques de Duékoué - 17/09/2012 et séances de restitution à Duékoué et Bloléquin - 23 et 26/11/2012.

³⁵ Propos d'un leader de la jeunesse d'un parti politique groupe de réflexion avec des leaders de mouvements de jeunesse de partis politiques, Duékoué, 17/09/2012..

Il s'agit donc pour de nombreux participants de « ventes illégales » réalisées par des jeunes en parfaite connaissance du caractère potentiellement conflictif de l'acte qu'ils posent. En effet, le vendeur est conscient que la terre vendue ne lui appartient pas en propre ou relève d'une propriété collective familiale. Toutefois, pour ces vendeurs de forêt, la cession contre de l'argent ne pose pas de problème parce que « beaucoup vendent en se disant que la terre ne bougera pas et que le temps viendra où par la force, ils pourront la récupérer. »³⁶

A l'inverse, certains participants aux panels, le plus souvent autochtones, mettent en avant la responsabilité de l'acquéreur qui « s'adresse à un jeune de dix-huit ans ou de quinze ans rencontré au hasard dans le village et qui dit avoir de la terre à vendre. L'acquéreur ne prend aucune disposition pour rencontrer ses parents ou un responsable de la communauté étrangère dont lui-même est issu. Il préfère traiter directement avec un 'gamin'. »³⁷ La responsabilité de toutes les parties dans ces ventes illégales et les contestations qui s'en suivent sont donc partagées selon de nombreux panelistes.

Pour de nombreux autochtones, les terres n'ont jamais été vendues aux « étrangers » mais mises à leur disposition, le plus souvent sans aucune contrepartie financière ; selon eux, on ne peut donc dans ces cas parler de vente de terre. Le problème lié à la vente est un phénomène récent apparu lorsque certains migrants, notamment baoulés, qui considéraient s'être octroyés légalement ces terres « ont commencé à vendre les terres à leurs parents qui arrivaient, arguant que les parcelles qui leurs ont été cédées leur ont été vendues. »³⁸ Par conséquent, voyant donc que les allochtones et certains allogènes se constituaient de l'argent avec les terres qu'ils leur avaient cédées, les autochtones se sont mis à vendre eux aussi la terre. En clair, pour certains autochtones, ce sont les « étrangers » qui les premiers se sont mis à vendre les terres à leurs « compatriotes ». Les autochtones n'ont commencé cette pratique que bien après, pour aussi tirer partie de la manne que représentait finalement « la vente des terres ».

De plus, ce phénomène est d'ampleur inégale selon les départements. A la différence de Duékoué, ces contestations seraient apparues plus récemment à Bloléquin, ce département ayant été jusqu'à récemment moins porté sur la 'vente de terre'. Seulement, dans toutes ces localités et selon un avis partagé par les différentes communautés et catégories de populations, les uns sont devenus violents envers les autres lorsque, dans le discours politique, l'idée selon laquelle « si Laurent Gbagbo remportait une élection présidentielle en Côte d'Ivoire, les 'autochtones' guérés chasseraient définitivement de leurs plantations les Baoulés, Sénoufo, Burkinabè et tous ceux que l'on regroupe sous le vocable 'allogènes' ou 'étrangers'. A contrario, les Guérés de leur côté pensaient que si Bédié ou Ouattara l'emportait, ils perdraient leurs terres. »³⁹

Ce discours attribué aux cadres et à l'élite politique locale a convaincu de nombreux participants que c'est « finalement la politique qui les a divisés »⁴⁰ après qu'ils aient vécu pendant de longues années dans une relative harmonie, allogènes et allochtones aux côtés de leurs tuteurs autochtones guérés. L'élection de Laurent Gbagbo en 2000 après le rejet des candidatures de Ouattara et de Bédié⁴¹, puis le

³⁶ Groupe de réflexion hétérogène avec les chefs coutumiers, religieux, communautaires et des jeunes, Guiglo, 06/10/2012.

³⁷ Propos du chef de village de Glopoudy, Séance de restitution, Guiglo, 25/11/2012.

³⁸ Groupe de réflexion avec les chefs coutumiers, Duékoué, 16/09/2012.

³⁹ Groupe de réflexion avec les cadres et élus locaux à Abidjan, 29/09/12.

⁴⁰ Groupe de réflexion avec les femmes leaders à Duékoué, 19/09/2012.

⁴¹ Le premier pour nationalité douteuse et le second pour avoir versé à son dossier de candidature un examen médical réalisé en dehors de la Côte d'Ivoire.

déclenchement de la rébellion en 2002 semblent avoir offert l'opportunité aux uns et aux autres de vérifier la justesse de leur suspicion à l'égard de l'autre. Pour certains participants à nos séances de réflexion, la cause profonde de la violence dans l'ouest si elle doit être liée à la terre doit plutôt être abordée comme relevant de difficultés intrinsèques de cohabitation entre un nouveau type de migrants qui ne partagent pas les mêmes valeurs que les anciens arrivés dans la zone.⁴² Pour d'autres encore, la violence serait portée par le sentiment fortement ancré chez les jeunes autochtones qu'ils vivent une injustice sur leurs propres terres. Vivant dans la misère, ils ne jouissent pas de la richesse de leur terroir et 'les étrangers' qui l'exploitent - surtout les jeunes, - ne se sentent plus obliger de les assister comme leurs parents l'ont fait. De façon globale, il n'y a plus de réciprocité entre les communautés et pour beaucoup, l'opportunité de la crise est intervenue pour que les uns chassent les autres ou que les uns aient le sentiment que l'on veut les exterminer ou les exproprier définitivement.

La compréhension de ces lectures différencierées de l'importance de la terre dans le déclenchement des violences à répétition dans l'ouest sera donc analysée à travers ces différents points évoqués lors des consultations. Mais auparavant, on mettra en lumière l'importance de la réserve forestière de l'ouest ivoirien pour l'économie de plantation ivoirienne et l'attrait qu'elle exerce en termes de migration dans la région. Pour de nombreux participants, les problèmes à l'ouest viennent du fait qu'il reste à leurs yeux la dernière zone riche du pays en terres utilisables pour la culture du cacao. Partout ailleurs en Côte d'Ivoire, que ce soit au sud, au sud-ouest, au centre-ouest ou à l'est, les terres sont saturées ou ont perdu leurs richesses pour la culture du cacao. Les seules réserves foncières encore disponibles se trouvent dans l'ouest. Cette disponibilité foncière exerce un attrait fort sur de nombreux migrants nationaux (les Baoulés originaires du centre ou les sénoufo du nord) et les Sahéliens qui arrivent en nombre pour acquérir des terres dans le but de pratiquer de la cacao-culture.

1.2. Usages divergents de la terre par les communautés

L'arrivée massive de migrants dans la région, en même temps qu'elle est portée par la relative disponibilité foncière, est construite sur l'idée populaire selon laquelle les populations autochtones sont 'trop paresseuses pour travailler la terre' et donc contre espèces sonnantes et trébuchantes sont prêtes à vendre les terres à qui veut en acheter.

1.2.1. Perceptions et valeurs attribuées à l'économie de plantation villageoise

Qu'ils soient autochtones ou allophones/allocophones, les différents participants ont mis en avant le faible intérêt des populations autochtones pour l'agriculture de plantation. Pour les 'étrangers' c'est par

⁴² Du point de vue de nombreux participants en effet, les premiers migrants installés sur leurs terres « avaient le respect du tuteur ». Lors de leur installation, les migrants de la première heure prenaient attaché avec le responsable de la communauté dont ils sont issus dans le village où ils désirent obtenir une parcelle à travailler. Ce chef de communauté les mettait en rapport avec un tuteur autochtone qui se chargeait, à son tour, de leur trouver au sein de sa communauté un employeur ou une terre à cultiver. À travers ce système dit du « tutorat », les migrants et leurs hôtes se trouvaient dans une relation d'assistance mutuelle. Le tuteur était l'« avocat » du migrant auprès de sa communauté en cas de litige et le migrant assistait financièrement ou matériellement ce dernier lorsqu'il se trouvait dans le besoin (scolarisation d'un enfant, soin de santé d'un parent, deuil, etc.). Pour de nombreux participants, les nouveaux migrants qui s'installent ne passent plus désormais par ce système qui permettait à la communauté hôte d'assurer un contrôle minimum sur leurs 'étrangers'. L'on reproche à ces migrants de se rendre directement dans les communautés pour y acquérir de la terre le plus souvent avec des personnes jeunes, sans en référer aux aînés sociaux. De plus, ces migrants ne se sentent plus aucune obligation d'assistance à la personne qui leur a vendu la terre, la somme versée pour l'acquisition de terres étant de leur point de vue suffisante.

'paresse', refus du travail de la terre au profit d'un emploi salarié dans l'administration, par manque de vue prospective pour l'avenir que les autochtones vendent la terre. Les autochtones seraient enfermés dans un souci de l'instant présent qui fait qu'ils ne songent pas au lendemain mais à la satisfaction de leurs besoins du moment. Privilégiant la scolarisation, les autochtones semblent ne pas avoir donné la priorité aux grandes plantations. Pour les autochtones, les raisons avancées sont avant tout socioculturelles. En effet, l'idée était jadis répandue que 'celui qui cultive du cacao meurt tôt'. Il s'agit également d'un mode de vie qui privilégie des champs de petites superficies pour subvenir aux besoins quotidiens de la famille, l'accumulation de richesse n'étant pas une priorité. Les autochtones perçoivent 'les étrangers' comme des commerçants qui cherchent l'argent, alors qu'eux (les autochtones) se satisfont de juste ce qu'il faut pour leur subsistance.

Finalement, les participants ont mis en évidence que ce sont deux modes de vies différents qui coexistent. L'un est tourné vers l'agriculture de subsistance et la promotion par la scolarisation pour l'accès à un emploi salarié ou la migration dans un pays européen. L'autre est celui des migrants, des 'aventuriers venus faire fortune' sur la terre des Guérés par la pratique de l'agriculture. Pour les Guérés, la quête de développement de leur village les a conduit à céder massivement et 'gracieusement' des portions de terres aux étrangers pour les sédentariser: « *on priait pour avoir des dioulas, des commerçants dans les villages* » car ils favorisaient l'extension du village avec l'implantation des marchés. A Duékoué par exemple, l'un des chefs coutumiers consulté a même évoqué le cas de l'une des premières familles allogènes à s'être installée de cette façon dans ce qui deviendra l'actuelle ville de Duékoué. Pour avoir servi « *de la poudre de tabac à chiquer à la femme de l'un des chefs influents de la localité, ce dernier céda d'immenses portions de terres à cet allogène d'origine guinéenne dont les descendants ont pu par ce moyen se constituer un immense domaine foncier dont ils interdisent l'accès ou l'installation à proximité aux autochtones.* »⁴³ Ils sont donc nombreux ces 'étrangers' qui, selon les autochtones, ont, par ce jeu d'assistance aux tuteurs, pu se constituer de grands vergers ou dans certains cas, profitant de l'absence du tuteur sur les lieux, empiéter sur les terrains et se constituer de grandes réserves.

1.2.2. La problématique des forêts classées

La question des réserves et forêts classées constituées par l'Etat est un problème vivement débattu au sein des communautés en présence à l'ouest. En effet, pendant les années 60, les pouvoirs publics ivoiriens se sont rendu compte que la course à la forêt pour la création de nouvelles plantations de café ou de cacao constituait une menace pour le couvert végétal et l'écosystème du pays. Ainsi à différents endroits du pays, des forêts encore vierges de toute intrusion humaine ont été classées et protégées sous la forme de parcs ou de réserves nationaux à des fins de protection de la biodiversité, de valorisation touristique ou scientifique. Cependant, les populations autochtones dont une partie du terroir a été 'classé', après avoir de leur point de vue accepté de céder leurs terres à l'Etat, déplorent aujourd'hui que l'administration, notamment la SODEFOR⁴⁴, ait commencé à favoriser l'installation de migrants. En fait, les flux migratoires peu maîtrisés et particulièrement accentués depuis la fin de la crise dite

⁴³ Groupe de réflexion avec les chefs coutumiers, Duékoué, 16/09/2012.

⁴⁴ Société de Développement des Forêts.

postélectorale augmentent la pression sur la terre et constituent, comme l'on souligné les participants du Groupe de Dialogue Régional, un facteur de risque pour la stabilité de la région. Les participants autochtones par ailleurs insistent sur la complicité de l'Etat, à travers certains agents de la SODEFOR et de certaines autorités administratives et politiques dans l'installation anarchique et clandestine d'allogènes Burkinabé dans les forêts classées.⁴⁵

« Le plus gros problème [...] c'est que le peuple de l'ouest vivait dans son terroir ; il cultivait juste une partie de son immense patrimoine foncier pour se nourrir. L'Etat de Côte d'Ivoire a décidé de classer une bonne partie de cette grande forêt inexploitée. L'homme de l'ouest s'est donc accommodé de cela, avec toutes les interdictions d'y pénétrer qui lui étaient faites. Il vivait donc à côté de cette forêt classée et s'il y rentrait c'était juste pour faire de la cueillette, ramasser les escargots et les fruits d'arbres sauvages ; mais un jour à sa grande surprise quelqu'un est venu d'ailleurs, il est rentré dedans, il a créé des plantations sans même informer ceux même qui étaient à côté. »

Groupe de réflexion hétérogène,
Guiglo, 04/10/2012

'étrangers au terroir' pour leur compte, contre de l'argent en échange d'un soutien politique.

Au vu de tout ceci, une profonde irritation semble avoir pris corps au sein des communautés autochtones riveraines de ces forêts classées. Ce mécontentement est porté par le fait qu'en même temps qu'elles ont l'impression d'avoir été 'dépossédées' de leurs terres par l'Etat, l'on 'autorise' d'autres communautés 'étrangères' à les exploiter. Pour ces populations autochtones, la complicité de l'Etat est réelle dans cette situation dans la mesure où « *dans ces forêts classées illégalement occupées par les*

A ce niveau, il convient de préciser deux choses. D'une part, la création d'une forêt classée relève d'un acte hautement souverain de l'Etat à qui, en principe, appartiennent toutes les terres du domaine foncier sur lesquelles aucune communauté villageoise n'exerce de droit de propriété coutumière⁴⁶. D'autre part, du point de vue d'agents des Services des Eaux et Forêts rencontrés, la pénétration dans les aires protégées ne s'inscrit pas dans une politique délibérée de l'Etat. C'est justement parce que les agents de l'Etat chargés de la surveillance de ces aires n'ont pas toujours les moyens d'assurer leur mission que les intrusions sont constatées. Il est possible que des agents aient été coupables ou complices d'installation de migrants dans certaines aires protégées, certains étant même soupçonnés d'y avoir eux-mêmes créé des plantations. Mais tout cela relève de la faiblesse de l'Etat et de son incapacité à maintenir son autorité et sa surveillance sur ces forêts. Il en est de même pour certaines élites locales qui, comme certains participants, jouant sur cette faiblesse de l'Etat et de son incapacité à contrôler toute l'étendue du périmètre classé, installent des planteurs

⁴⁵ Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12/13 décembre 2012.

⁴⁶ Selon les dispositions de l'article 6 de la loi N° 98-750 du 23 Décembre 1998 relative au domaine foncier rural, les terres qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat. Et, selon l'article 4 de cette même loi, la propriété d'une terre du Domaine Foncier Rural est établie à partir de l'immatriculation de cette terre au Registre Foncier ouvert à cet effet par l'Administration et en ce qui concerne les terres du domaine coutumier par le Certificat Foncier. De plus, seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires.

migrants, l'Etat de Côte d'Ivoire affecte des instituteurs pour tenir des classes dans les écoles qui y sont créées. »⁴⁷ Pendant ce temps, eux (les autochtones) n'ont pas la possibilité d'accéder à ces forêts pour les exploiter comme les autres. De plus, aucune forme de compensation ne leur est offerte pour dédommager l'usage de ces forêts situées sur leur terroir.

Ainsi, lorsque la crise de 2002 est intervenue, le déplacement de ces migrants du fait de l'arrivée des groupes d'insurgés dans la localité a offert l'opportunité aux autochtones d'occuper ces plantations abandonnées par leurs propriétaires dès qu'il a été possible aux groupes d'autodéfense autochtones⁴⁸ de reprendre le contrôle de la localité. Pour les 'étrangers', l'occupation de ces plantations qu'ils ont créé dans les forêts classées et qu'ils ont dû abandonner lors du déclenchement de la rébellion en 2002⁴⁹ n'était ni plus ni moins que de l'expropriation ; chose qu'ils ne pouvaient tolérer.

Mais, à défaut d'une réinstallation par la force, ces populations se sont engagées dans la voie de négociations avec les autochtones dans le cadre de rencontres parrainées par l'Etat et diverses structures humanitaires débouchant en 2008 sur l'Accord dit de Bloléquin⁵⁰. Selon ledit accord, le retour de ces migrants dans leurs plantations, dans la zone de Bloléquin où le phénomène d'occupation de plantations d'allochtones et d'allochtones a été le plus massif, devait se faire sous certaines conditions. D'abord, le retour des populations déplacées a été accepté à la condition pour les allochtones et allochtones, d'habiter au village avec leurs tuteurs et non plus dans des campements en brousse. Ensuite, toutes les communautés devaient s'engager dans un processus de renégociation des contrats de location sur les parcelles de forêts villageoises quels que soient les accords d'occupation du terrain antérieurs à la crise.

« Duékoué n'est à personne en particulier mais à tout le monde. »

Groupe de réflexion avec les chefs coutumiers,
Duékoué, 16/09/2012

« Nulle part, il n'existe de terre vacante et sans maître. Sur tout terroir, il y a des propriétaires des lieux que sont les autochtones, et des étrangers. Il faut accepter cela. »

Groupe de réflexion avec les cadres et élites politiques,
Abidjan, 29/10/2012

Enfin, sur la base d'une proposition du gouvernement, un partage des plantations créées dans les forêts classées devaient se faire, les 2/3 de ces plantations revenant aux exploitants allochtones et allochtones et le tiers restant aux jeunes autochtones. Ces derniers devaient donc s'organiser en groupe de travail pour l'exploitation des plantations qui leur ont été concédées. De plus, les occupants illégaux des forêts classées devaient payer la somme de 12 500 FCFA par

⁴⁷ Séance de restitution, Bloléquin, 26/12/2012.

⁴⁸ Qu'appuyaient des supplétifs libériens.

⁴⁹ Pour se refugier pour certains dans un Centre d'Accueil et de Transit basé à Guiglo et pour d'autres dans leur pays ou région d'origine en Côte d'Ivoire.

⁵⁰ A la faveur de la crise en 2002, les plantations de cacao créées dans la zone de Bloléquin et de Guiglo dans les forêts classées de Scio et de Goin Débé ont été abandonnées par leurs « propriétaires », généralement des allochtones ou des allochtones. Très vite, ces plantations abandonnées ont été occupées par d'autres déplacés, généralement des jeunes autochtones. Lorsque les propriétaires déplacés ont commencé à revenir, les jeunes occupant leurs plantations ont refusé de les leur restituer. De nombreuses négociations menées par les autorités locales et les acteurs humanitaires n'ont pu permettre à ces derniers de réintégrer leurs plantations. En février 2008, les autorités ivoiriennes et la communauté internationale ont alors décidé d'élargir le cadre des discussions et ont, dans cette optique, organisé un atelier sur le sujet qui a permis d'arriver à un accord de principe qui a été appelé accord de Bloléquin.

hectare à la SODEFOR pour la réhabilitation progressive des forêts, le temps que le délai de 10 ans qui leur avait été concédé pour jouir du fruit de leur labeur soit atteint et que tous évacuent les forêts⁵¹.

1.3. *La problématique du rapport au « terroir » et son contrôle : base de 'velléités ethniques' ?*

L'arrivée massive de migrants dans la région a fait naître progressivement chez les autochtones un sentiment d'envahissement. De fait, en plus des migrants que leurs parents avaient acceptés et installés par le passé et en dépit de l'Accord de Bloléquin, ils perçoivent que de nouveaux arrivants continuent de s'investir massivement dans la valorisation de larges pans du domaine forestier considéré comme 'classe' avec la complicité de l'administration. Dans ces conditions, la compréhension que les communautés avaient de la loi foncière qui ne semblait faire la part belle qu'aux seuls Ivoiriens⁵² a fait naître un sentiment d'injustice chez les allogènes dans le fait d'être traité d'étranger. Ainsi beaucoup d'allogènes pensaient qu'ils courraient le risque d'être expropriés dans le cas où la loi de 1989 était appliquée dans la mesure où « *on pouvait traiter d'étranger quelqu'un qui est né dans le terroir, dont les parents se sont installés depuis plusieurs décennies.* »⁵³ Ainsi, beaucoup d'allogènes ont tenté de revendiquer leur statut de fils ou fille du terroir. A Duékoué, dans de nombreux panels, les allogènes ne manquaient pas de dire que « *Duékoué n'est à personne en particulier mais à tout le monde.* »⁵⁴ Certains vont même jusqu'à dire que cette localité n'a été créée que par des exploitants forestiers; les premiers occupants du site sont donc des allogènes.

Dans ces conditions, de leur point de vue les allogènes doivent avoir à Duékoué les mêmes droits que les autochtones guérés. Ces droits concerneraient aussi bien la propriété foncière que la participation à la vie politique de la région. Tout comme les Guérés, les Malinkés exigent également le droit de participer à la vie politique de cette cité. Aussi, c'est le sentiment que Guérés et allogènes ne peuvent prétendre aux mêmes droits sur les terres de Duékoué et sur la représentation politique qui seraient à la base des conflits récurrents entre les deux communautés⁵⁵. Ces affrontements récurrents cacheraient en fait des revendications antagonistes de lien avec le terroir et de volonté de le contrôler. Ainsi, à l'expression selon laquelle « *Duékoué appartient à tout le monde* »⁵⁶ proférée par les allogènes, les autochtones répondent que « *aucune partie, il n'existe de terre vacante et sans maître. Sur tout terroir, il y a des propriétaires des lieux que sont les autochtones, et des étrangers. Il faut accepter cela* »⁵⁷.

Les violences intercommunautaires émaillant les rapports sociaux dans le département de Duékoué en particulier obéiraient donc à des logiques 'd'extermination' pour le contrôle de ce terroir

⁵¹ IDMC/NRC (2009), « A qui appartiennent ces terres. Conflits fonciers et déplacements des populations dans l'ouest forestier de la Côte d'Ivoire », IDMC/NRC, Abidjan.

⁵² Seuls les Ivoiriens pouvaient être propriétaires des terres et donc pouvaient les transmettre à leurs descendants.

⁵³ Groupe de réflexion avec de jeunes civiles, Bloléquin, 01/10/2012.

⁵⁴ Groupe de réflexion avec les chefs coutumiers, Duékoué, 16/09/2012.

⁵⁵ En principe, tout national ivoirien a le droit de participer à la vie sociopolitique de la localité où il vit qu'il en soit originaire ou pas.

⁵⁶ Propos tenus par une activiste d'origine malinké bien connue dans le département de Duékoué. Groupe de réflexion avec des femmes commerçantes, Duékoué, 16/09/2012.

⁵⁷ Groupe de réflexion avec les cadres et élites politiques à Abidjan, 29/10/2012.

particulièrement riche. Pour chacune des communautés, le caractère ethniquement orienté de la violence dans l'ouest relève d'une volonté clairement affichée et assumée 'd'épuration ethnique' par la partie adverse. Du point de vue allogène et souvent allochtone, sous le prétexte de leur collusion supposée avec les 'assaillants' au début de la rébellion armée en 2002, la 'chasse ouverte aux étrangers' dans la région participaient d'une volonté des autochtones 'd'exterminer' ces derniers pour se réapproprier leurs plantations. Pour les communautés autochtones, cette vision des choses est fausse et ceux sont au contraire eux les victimes. Les « tueries massives » de Guérés au cours de la crise depuis les événements de Petit Duékoué et de Guitrozon à ceux de la crise postélectorale relèvent, du point de vue des autochtones, de la volonté des « étrangers » de les agresser.

De fait, pour les autochtones, la collusion des allogènes avec la rébellion est un fait incontestable. Beaucoup d'autochtones soutiennent en effet que la rébellion a été faite pour les allogènes, et dans une certaine mesure pour les allochtones. Il suffit, selon ces derniers, pour s'en convaincre « *de voir la configuration des différents mouvements rebelles qui ont attaqué la localité. C'étaient, pour le MPCI, des nordistes qu'appuyaient des mercenaires burkinabè, guinéens et libériens de l'ethnie Gio. [...] Le MPIGO qui a ouvert le front de Toulepleu pour descendre vers Bloléquin était dirigé par un Baoulé qui a voulu masquer son identité en prenant un nom Yacouba. Il s'était appuyé sur des combattants libériens de l'ethnie Gio.* »⁵⁸ L'action militaire de ces groupes rebelles, comme le soutiennent certains cadres et élus de la région, ne relève « *ni plus ni moins d'un génocide programmé visant à exterminer les Wè*⁵⁹ *et créer une république CEDEAO dans l'ouest.* »⁶⁰ Dit plus prosaïquement par l'un des participants autochtones à un groupe de réflexion, les autochtones ont le sentiment que « *les étrangers veulent leur damer le pion et prendre le dessus sur leurs propres terres.* »⁶¹ En clair, le constat reste de toute évidence que les antagonismes sont construits sur la base de sentiments divers.

1.4. Les raisins de la colère : pauvreté et sentiments d'inégalités liés à la richesse générée par la terre

Dans la perception des communautés autochtones, la défiance envers les 'étrangers' présents sur leur territoir est liée au fait que ces derniers devenus riches grâce au travail de la terre mise à leur disposition manquent de reconnaissance et deviennent arrogants envers leurs tuteurs. Comme l'a exprimé un participant: « *Ils ne partagent plus rien avec leurs tuteurs.* »⁶² Cette arrogance et ce manque de partage qui créait le lien entre les communautés sont, du point de vue de nombreux autochtones, beaucoup plus le fait des jeunes ou des néo-migrants. Corroborent cela, les jeunes allochtones, en particulier baoulés, ne se sentent nullement redevables de quoi que ce soit envers des enfants de tuteurs à qui « *leurs parents ont parfois déjà suffisamment donné* »⁶³. Pour les jeunes autochtones, l'acquisition des terres auprès de leurs parents n'ayant pas porté sur des sommes conséquentes, ils considèrent que les allochtones et allogènes leur doivent encore assistance en cas de besoin. Un descendant de propriétaire

⁵⁸ Groupe de réflexion avec les jeunes civils, Bloléquin, 01/10/2012.

⁵⁹ Les Guérés constituent un sous-groupe des Wè.

⁶⁰ Groupe de réflexion avec les cadres et élus locaux à Abidjan, 29/10/2012. La référence faite ici à l'Etat CEDEAO revoie à un espace dont tous les ressortissants de l'Afrique de l'ouest seraient 'citoyen', plus personne n'y étant considéré comme 'étranger'.

⁶¹ Groupe de réflexion avec les jeunes civiles, Duékoué, 15/09/2012.

⁶² Groupe de réflexion Jeunes civil, Duékoué 515/09/2012.

⁶³ Propos tenus par un jeune responsable de communauté baoulé lors du groupe de réflexion consacré aux chefs de communautés à Duékoué, 16/09/2012.

de forêt autochtone, a rapporté lors d'un groupe de discussion avec les jeunes civils à Duékoué que « depuis le décès de [leur] père, la personne à qui ce dernier avait donné la terre pour travailler ne veut plus les sentir. Il leur interdit l'accès à sa plantation et plus globalement à la forêt dont il s'est rendu maître. Toute les médiations conduites auprès de ce dernier ont échoué parce qu'il estime ne plus avoir de compte à rendre aux enfants de son tuteur ».⁶⁴

Plutôt que la terre et les modalités imparfaites de leurs cessions, le vrai problème qui génère l'animosité et l'envie d'en découdre brutalement entre les communautés est porté par divers sentiments : sentiment du déni de liens avec le terroir et de méconnaissance des droits rattachés à ces liens, sentiments d'injustice ou d'inégalité forte liés à la jouissance de la richesse générée par la terre chez les différentes communautés. En conséquence, l'auto-victimisation des différentes parties prenantes est un facteur sous-jacent qui alimente la méfiance et la suspicion.

« leurs mossis » vivent dans un meilleur confort, propriétaires terriens se déplacent à pied. Ils sont donc frustrés et jaloux, toute occasion « étant bonne alors pour en découdre ou exproprier l'étranger »⁶⁶.

La pauvreté relative de ces jeunes autochtones et les sentiments d'inégalité qu'elle induit en termes de jouissance des bénéfices liés au potentiel agro-économique de la zone est très prégnant. Traduite par les élites locales en revendication politique, ce sentiment tend à présenter les jeunes autochtones dans une position économiquement défavorable vis-à-vis des immigrants auxquels leurs parents ont donné du terrain à cultiver. Ce renversement de position de pouvoir mène à des jalousies et des perceptions d'ingratitude de la part des immigrants. Pour les communautés étrangères, plutôt qu'une question de maintien du lien par l'assistance au tuteur, la question qui se pose est plutôt celle « d'autochtones n'assumant pas le mieux être de leurs anciens protégés »⁶⁵. Les Guérés n'acceptent pas que

⁶⁴ Groupe de réflexion avec des jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012.

⁶⁵ Le propriétaire de terre supposée être riche de son patrimoine se trouve en situation d'infériorité vis-à-vis du migrant que par le passé l'on présentait comme moins avantage (voir l'introduction du rapport).

⁶⁶ Groupe de réflexion avec les chefs coutumiers, Duékoué, 16/09/2012.

⁶⁷ Groupe de réflexion avec les jeunes civiles, Duékoué, 15/09/2012.

Pistes de réflexion liées à la Question Foncière

De ces réflexions sur la question foncière, les représentants de l'ouest consultés ont fait ressortir au cours de cette recherche plusieurs points sur lesquels les avis divergent et qui nécessiteraient une attention particulière en vue de résoudre durablement cette question foncière.

Ces pistes de réflexion ont été validées et priorisées comme suit par le Groupe de Dialogue Régional (*Bingerville, décembre 2012*):

1. Sécurisation des droits de propriété

D'importantes divergences de compréhension autour non seulement de la vente de terres entre différentes communautés, mais aussi entre générations d'une même communauté demeurent. Le flou créé par l'application défective de la loi de 1998 et les différences de valeurs culturelles que les communautés attribuent à l'agriculture sont autant de sujets à discorde. Il en résulte des propos cohérents mais contradictoires justifiant la position de chacun et une mise en question permanente des droits de propriété entre les différentes communautés. Lié à cela est une construction de lien exclusif au terroir qu'ils habitent.

Comment concevoir des stratégies appropriées associant l'ensemble des parties prenantes, de l'élite politique à la population à la base, de toutes origines/ ethnies, dans l'élaboration et l'appropriation de gestion financière équitable et juste ? Etant donné le fait que le terroir est habité par différentes communautés, comment développer une conception collective du terroir qui 'valide' cette diversité ?

2. L'atténuation du sentiment d'inégalité et d'injustice au sein des différents groupes

Il ressort des groupes de réflexion que la question des titres de propriété est aussi lié au sentiment d'inégalité économique émanant de la richesse inégale que les uns et les autres tirent du terroir, ce qui est dans une certaine mesure aussi le résultat des valeurs culturelles différentes que les uns et les autres attribuent à l'agriculture. L'auto-victimisation fortement répandue des deux côtés laisse apparaître ces faits comme une volonté d'agression ethnique de la part de l'autre.

Comment engager la population dans un processus collectif pour dépasser la victimisation latente et les réflexes identitaires et par conséquent prévenir ces accès de violence qui entame le tissu social ? Quels peuvent alors être les moyens de rétablir la confiance entre les communautés dans la perspective de changer certains comportements et mentalités susceptibles de constituer une menace à la paix ? Quels mécanismes permettraient de promouvoir les valeurs sociales communes ? Comment trouver des modalités de cohabitation qui garantissent le 'droit d'exister' et l'acceptation des valeurs communes ? Comment créer une meilleure compréhension

réciproque des valeurs entre les différentes communautés et les générations ?

3. Crédit d'alternatives économiques

L'importance portée à l'agriculture dans l'ouest du pays augmente l'enjeu foncier et les dynamiques conflictuelles. Les sentiments d'inégalité sont particulièrement forts au sein des jeunes autochtones qui se sentent exclus du bénéfice des terres cédées par leurs parents. En parallèle, les forêts à l'origine classées sont exploitées, un signe que la terre fertile à l'ouest est limitée, ce qui est susceptible d'aggraver les conflits à moyen et long terme. Trouver des alternatives économiques viables devient donc central à la réduction de la violence dans cette région du pays.

Comment aborder de manière plus créative et novatrice cette problématique économique ? Comment promouvoir des alternatives économiques viables pour les jeunes laissés pour compte et ainsi réduire les sentiments d'injustice liés à la précarité ? Quelles peuvent être les stratégies de mise en œuvre d'un plan de développement régional garantissant aux couches de la population les plus défavorisées et les moins à même de s'impliquer dans l'économie de plantation villageoise une alternative en termes d'employabilité ? Comment assurer une plus grande implication des collectivités, notamment les conseils régionaux ?

Comment redonner vie aux projets d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) conduites par les ONGs internationales et locales en prenant le soin de travailler à leur meilleure pérennisation et réappropriation par les communautés ?

La violence dans l'ouest : l'exception de Guiglo et la question de l'efficacité des comités de paix ?

L'exception de Guiglo

En même temps que l'on parle de la violence endémique dans l'ouest, beaucoup d'observateurs s'accordent à dire que la ville de Guiglo reste relativement paisible par rapport à ses voisins de Duékoué et de Bloléquin. Fort de ce constat, l'équipe de recherche a donc fait le choix, justifié dans le point consacré à la méthodologie, de regarder de près de ce qui fait l'exception de Guiglo. En effet, s'il est de notoriété que les clivages ethnico politiques entre populations autochtones d'un côté et allochtones et allogènes de l'autre sont fort prononcés dans l'ouest du pays, il semble toutefois prendre une autre inflexion à Guiglo. Alors que dans la ville de Duékoué, ce clivage ethnico politique est très fort et participe à l'instauration d'un climat de terreur sur la région, à Guiglo par contre, du moins dans la ville, la situation semble bien différente. Trois facteurs semblent participer à cela : des raisons mystiques liées à des pratiques anciennes de pacification de la vie sociale de la ville ; un semblant de consensus trouvé pour pacifier le jeu politique local basé sur le soin laissé aux seuls autochtones de se concurrencer entre eux pour les postes électifs de la ville ; et, fait plus important, l'efficacité d'un mécanisme local de prévention et de résolution des conflits dénommé Comité de crise.

a) L'incidence pacificatrice du nom de la ville : la dimension mystique

Pour beaucoup de participants aux groupes de réflexion à Guiglo, les « ancêtres fondateurs de la ville ont fait un travail mystique de fond au moment d'installer la ville ». Déjà, dans le choix du nom de la ville, ils ont mis l'accent sur sa vocation de cité paisible. Guiglo signifierait la ville de la paix, de l'entente cordiale. L'autre chose, c'est que des sacrifices propitiatoires auraient été réalisés par les fondateurs de ce qui est aujourd'hui la ville de Guiglo pour qu'aucune violence n'y prospère et que tous les différends s'y règlent dans le dialogue et la recherche du compromis. Ainsi, dans une région de l'ouest dévastée par la profanation des lieux sacrés et une faible pénétration de religions révélées comme le christianisme, ce travail d'apaisement réalisé par les ancêtres, semble du point de vue de personnes croyant fortement en cela avoir porté des fruits et fait de Guiglo un havre de paix relative dans un désert de violence, et ce en dépit de la présence de milices dans la ville.

b) La délégation des premiers rôles politiques aux autochtones : consensus politique ou effacement ethnique ?

Comme le souligne certains participants à Bloléquin la « *politique se fait entre Guéré* » ce qui évite que l'ethnie soit convoquée plus que de raison dans le jeu politique. Cela est l'un des facteurs qui a permis que la ville de Guiglo soit épargnée en matière d'exacerbation de la violence lors des joutes politiques ou pendant la crise. Comme l'ont expliqués des habitants de Guiglo consultés à Guiglo, « *chacun connaît sa place* », les 'étrangers' ne se mêlent pas de la politique locale. Ils participent au débat sur la vie de la commune et tiennent les rênes de l'économie locale mais les élites issus de leurs rangs restent loin de la course à des postes électifs dans la ville.

L'exemple le plus cité est l'actuel Ministre de la Construction, Malinké de Guiglo qui reste loin des joutes électorales locales et par conséquent se garde d'entraîner ses parents dans une confrontation politique, et sûrement ethnique, avec les Guérés. Fort de cela, les milices présentes dans la ville ont travaillé à ne pas mettre en avant la question des étrangers comme cible de leur action. Les chefs de milices locales ont mis plutôt en avant leur présence comme un verrou pour faire barrage à l'avancée des rebelles dans la zone, leurs cibles n'étaient donc pas les allochtones ou les allochtones.

Dans les différents quartiers, des groupes d'autodéfense ont été déployés pour sécuriser les biens et les personnes, même dans les quartiers majoritairement habités par les populations d'origine malinké. En clair, cela est possible tant que l'allochtonie ou l'allochtonie n'est pas vu comme un concurrent dans la représentation politique des populations de la ville. Ainsi, à ce jour, tous les élus de Guiglo sont des Guérés et ce malgré le changement de donne politique. A contrario, à Duékoué par exemple, les participants ont mis l'accent sur le fait que les députés issus de la dernière élection législative sont Malinké, Baoulé et Guéré. Il y avait donc selon certains participants aux consultations une question de participation politique des allochtones et des allochtones qui ne pouvaient se régler à Duékoué que par la violence. Il en est de même pour Bloléquin où même si les nouveaux élus sont tous Guérés, les dissensions portant sur la représentativité des populations se jouaient plutôt au niveau des cantons autochtones. Chacune de ces entités avait des cadres dont le positionnement politique dans l'ancien parti au pouvoir ou dans son opposition divisait la communauté.

c) Le Comité de Crise comme moyen de prévention des conflits

Bien que les deux premiers éléments présentés comme facteurs de cohésion et de pacification de la vie sociale à Guiglo aient leur poids, il reste acquis que Guiglo doit sa relative stabilité en grande partie à l'efficacité d'un mécanisme de dialogue et de prévention des conflits dénommé Comité de Crise. C'est un comité qui ressemble à tous les autres comités de paix mis en place dans la région pour prévenir et régler les conflits dans la région. Mais, à la différence des autres comités mis en place, ce comité de crise fait l'objet d'une plus grande appropriation de la part des acteurs qui le composent. Ce sont les membres du comité qui financent d'eux-mêmes leurs déplacements dans le cadre de leurs missions sur le terrain. De plus, ce comité bénéficie du leadership fort et incontesté de l'un de ses membres, le chef Ky, Naba (chef) de la communauté burkinabè. Ce dernier jouit d'une crédibilité et d'une respectabilité qu'aucune communauté ne lui conteste. Il est peu ou pas du tout impliqué dans les « *petites combines locales* ». Comme le dit à son sujet l'un des chefs de village guéré « *alors qu'il avait tous les moyens pour entrer comme beaucoup dans la course à la forêt ici, le chef Ky a fait le choix de ne pas se compromettre dans les questions d'achat de forêt. Il est resté dans sa fonction d'enseignant. Cela lui vaut le respect de tous* » (Séance de restitution à Guiglo le 25/11/2012). En clair, cette personnalité forte s'est construit une stature d'homme intègre en se gardant de devenir un rentier de la forêt. Il est donc suffisamment neutre et non impliqué pour adresser des questions liées au foncier, n'étant pas perçu par les protagonistes comme partie prenante.

Evaluation des Comités de Paix et le rôle possible du dialogue inclusif

De fait, l'appréciation par les participants des comités similaires dans d'autres localités était mixte. Pendant que certains trouvaient que les comités pouvaient porter des solutions à des conflits d'autres mettaient en exergue l'utilité limitée de ces mécanismes. Dans l'analyse de ces derniers, l'accent a été mis sur des points qui en font la différence avec ce qui existe à Guiglo. D'abord, il y a la question de la pertinence des comités mis en place. Pour beaucoup, ces comités ne sont que des clubs d'amis mis en place de façon opportuniste pour capter la rente liée à l'action des ONGs en leur faveur. « *Les comités de paix ne fonctionnent pas à Duékoué parce que le plus souvent ce sont des amis qui se retrouvent et forment des clubs d'amis et font croire que c'est des comités de paix* » (Séance de restitution à Duékoué, le 23/11/2012). Malgré le respect des questions de représentativités ethniques, ces comités souffrent donc d'une question d'image. A Guiglo, cette question d'image est réglée avec la personnalité de la personne qui porte l'initiative. L'autre chose c'est la question de la légitimité des personnes qui composent ces comités de paix. « *Les chefs de communautés, notamment autochtones qui composent ces comités ne sont pas légitimes. On leur conteste déjà leur légitimité au sein de leurs communautés. Comment peuvent-ils trancher une affaire ou faire de la médiation et espérer être écouté. De plus, ce sont des gens qui sont politiquement marqués et dont le discours n'est pas forcément fédérateur. Dans leurs rapports aux autres, ils s'oublient souvent et tiennent des propos frustrants du genre : Gbagbo que vous attendez là, il ne reviendra plus. Comment cela peut-il amener la cohésion ?* » (Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012). En fait, la question de la légitimité des chefs coutumiers est un problème majeur aujourd'hui dans la région. Certains participants ont même mis en évidence que cette question pourrait être à la base de problème dans un futur proche. Comme mis en avant dans le point sur le rôle des ainés sociaux, l'immixtion du politique dans la désignation des chefs coutumiers entache fortement leur crédibilité et les empêche d'être des promoteurs de paix dans leur communauté, vu qu'ils sont eux-mêmes source de division. En clair, ces mécanismes ont de la peine à fonctionner faute de crédibilité, de légitimité et du fait d'un manque de réappropriation de la part des acteurs eux-mêmes. En effet, dès que le soutien des ONGs porteuses de l'initiative a été réduit, peu de comités ont pu fonctionner. Toutes sont demandeuses de per-diems pour s'engager dans la pacification des rapports entre les communautés. A Guiglo, ce sont les membres du comité de crise eux-mêmes qui prennent en charge leur fonctionnement. De plus, ils n'attendent pas que les conflits éclatent pour en régler les effets. Ce comité de crise a une capacité d'anticipation que les autres n'ont pas. Dès que des rumeurs se répandent sur la ville par exemple, les membres du comité de crise s'autosaisissent pour rencontrer les communautés pour rétablir la vérité ou rassurer les uns et les autres sur l'inexactitude de ce qui circule comme information. Il y a donc un travail de veille permanent que les autres comités peinent à faire et que le comité de crise réalise au point de tuer à la racine tout risque d'implosion sociale. Cette expertise, ils ont voulu l'exporter. Ils l'ont proposé à Duékoué mais sans succès. A « *Duékoué en fait, les positions sont déjà tranchées, personne n'est prêt à l'acceptation de l'autre. Tout le monde estime y avoir raison ou être victime. Personne ne veut se soumettre* » (Entretien individuel avec le chef Ky, Naba de la communauté Burkinabè à Guiglo, 02/10/2012).

Une étude récente conduite par le CERAP, en collaboration avec Search for Common Ground et le PNUD, sur les différents comités et autres mécanismes de gestion de conflits arrive à des conclusions similaires : « *Par ailleurs, le contexte sociopolitique de l'Ouest est tel que sans l'implication de l'Etat dans la résolution des problèmes de fond (dont le foncier n'est que la face visible) risquent d'anéantir tous les efforts multi-acteurs en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Les derniers développements de l'actualité à l'Ouest et au Sud-ouest et la multiplication des incidents dans cette partie du pays montrent que le problème foncier qui est présenté comme le défi majeur de la paix et de la cohésion intercommunautaire ne peut être appréhendé comme tel s'il ne se greffe aux autres problèmes de fonds.... La complexité de la conflictualité intercommunautaire à l'Ouest et au Sud-ouest rend donc inefficace les différents mécanismes et comités de paix et il s'avère que l'Etat et les bailleurs de fonds y engagent des moyens qui ne produisent pas de résultats concrets jusqu'aujourd'hui.* » ('Evaluation des mécanismes et comités de paix dans les zones de l'ouest et du sud-ouest de la Côte d'Ivoire', CERAP/ Search for Common Ground, Sept.2012, p.69-70). Il en suit que les comités de paix ne manquent pas seulement souvent de légitimité au sein des communautés qu'ils sont censé servir, mais aussi que ces mécanismes qui sont intrinsèquement des mécanismes locaux ne sont pas à même d'aborder des défis qui dépassent le cadre local et ne peuvent être traités au niveau régional ou national, tel que la législation sur l'immigration, le jeu politique ou le renforcement des forces de sécurité.

La question alors posé a été de savoir quel type de mécanisme devrait être mis en place pour pouvoir surmonter les défis multiples et complexes qui se présentent. A ce sujet, les groupes de réflexion, ont émis le souhait de voir l'approche du dialogue inclusif de manière systématisée. Selon de nombreux participants, « *Interpeace a une démarche différente de tout ce que nous avons connu jusqu'alors en terme de rapprochement des communautés. Le fait d'offrir aux communautés un cadre de dialogue où elles peuvent se dire les vérités et proposer elles-mêmes des pistes pour sortir du cycle de la violence est le bienvenu* » (Restitution Duékoué, 23/11/2012). Pour d'autres participants comme l'un des élus d'une des localités où la recherche a été réalisée « *en ne venant pas avec des certitudes, comme les autres, avec des solutions toutes prêtes, avec les bras chargés de kits alimentaires à distribuer à quelques personnes sans que cela ne change rien de concret à leur situation, Interpeace développe une approche qui en soi est originale et a du sens dans le contexte de la violence dans la région* » (Echange avec T. F, élu, Duékoué, 27/11/2012).

Selon certains observateurs locaux, l'humanitaire a perverti les comportements dans la région. Le discours misérabiliste s'est répandu au point où peu de communautés prennent le temps de valoriser leur propre potentiel pour essayer de s'en sortir. En conséquence, les participants soulignent que les populations s'installent dans une relation de dépendance vis à vis des ONGs. Et du point de vue de certaines populations elles-mêmes, cela a besoin d'être brisé pour aller vers une plus grande responsabilisation des communautés. Aussi, une approche dans laquelle ce sont les parties prenantes elles-mêmes qui restent les artisans de leur propre devenir est largement acceptée.

CHAPITRE 2 :

L'ETHNIE ET SON INSTRUMENTALISATION POLITIQUE

L'ethnie et sa manipulation dans le cadre de la lutte pour le pouvoir politique est l'un des thèmes majeurs ressorti lors des discussions à l'ouest. Pour une grande majorité des participants aux différents groupes de réflexion, entretiens individuels et séances de restitution, le problème dans l'ouest est porté par la politique. Comme l'a souligné l'une des autorités administratives de la ville de Duékoué, « *c'est la politique qui est à la base de tous les problèmes dans l'ouest* ».

2.1 *La structure biaisée de l'arène politique*

2.1.1. La mauvaise compréhension de la démocratie et le jeu politique

Pour les communautés consultées, le jeu démocratique est localement biaisé, les entrepreneurs politiques locaux n'ayant « *pas compris ce qu'est la démocratie* »⁶⁸; et faisant « *mal la politique* »⁶⁹. Comme l'expliquent certains participants, plutôt que de proposer des projets de société cohérents et des programmes de gouvernement, on « *oppose les ethnies* », on « *divide les communautés* »⁷⁰. L'idée de cette mauvaise compréhension du jeu démocratique par ses animateurs locaux comme ferment de la violence est largement partagée aussi bien au sein des communautés autochtones qu'allogènes et allochtones. Qu'il s'agisse de jeunes, de femmes ou d'ainés sociaux, tous s'accordent sur le fait que le jeu démocratique est mal engagé dans l'ouest. Tous voient dans « *la plaie de l'ouest, (...) la mauvaise manière que les cadres ont à y faire la politique* »⁷¹. Du point de vue des communautés, une « *nouvelle classe d'hommes politiques* »⁷² a fait son intrusion dans le champ politique local avec l'apparition du multipartisme et n'a d'autre stratégie que de s'appuyer sur les ethnies pour se construire. Comme il l'a été souligné au cours du Groupe de Dialogue Régional, ce sont les cadres qui entretiennent la division pour parvenir à leurs ambitions ou desseins personnels. A cet effet, ces élites locales sont dénoncées comme profitant de la « *naïveté* » politique, du sous-emploi et de la précarité des conditions de vie et d'existence de la jeunesse, accentuant ainsi les clivages ethniques et devenant entrepreneurs de violence. De fait, ces acteurs politiques profitent du sentiment d'appartenance ethnique fortement

⁶⁸ Groupe de réflexion avec les leaders politiques, Duékoué, 17/09/2012 et Groupe de réflexion avec des jeunes de Bloléquin, 01/10/2012.

⁶⁹ Groupe de réflexion avec de jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012 et Groupe de réflexion avec des femmes leaders, Duékoué, 19/09/2012.

⁷⁰ Groupe de réflexion avec des jeunes filles en mariage mixte, Duékoué, 18/09/2012.

⁷¹ Groupes de réflexion avec de jeunes leaders de mouvements politiques, Guiglo, 02/10/2012 et Groupe de réflexion avec les cadres et élites, Abidjan, 29/10/2012.

⁷² Groupe de réflexion avec des femmes commerçantes, Duékoué, 16/09/2012.

présent au sein des populations qui reconnaissent avoir du mal à accepter la diversité ethnique et politique de la zone, pour cultiver et développer les stéréotypes, la méfiance et la peur des communautés les unes contre les autres.⁷³ C'est sur la base de cette réalité qu'un nombre important de participants s'appuie pour indiquer que ce sont les usages politiques des élites de l'imperfection du marché foncier et des sentiments d'inégalités et d'injustice qui en découlent ainsi que des difficultés de réguler le vivre ensemble (haine tribale, délitement de la confiance, stigmatisation d'un groupe, repli identitaire) qui sont le 'vrai moteur de la violence' locale. Dans ce même registre, la violence locale est perçue par certains comme relevant du refus de l'alternance politique née des dernières échéances électorales qui ont conduit à la crise dite postélectorale chez les entrepreneurs politiques autochtones. Un membre du personnel des Nations Unies rencontré lors d'échanges informels a résumé sa perception du caractère endémique de la violence dans l'ouest par le fait que les élites autochtones de Duékoué et de l'ensemble de la région proche de l'ancien Président n'ont pas digéré la chute de leur mentor. Ce refus de l'alternance et la volonté de ne pas céder pacifiquement ce bastion LMP à l'ex-opposition est selon cette personne la cause de la violence dans la zone.

2.1.2 L'appartenance ethnique comme facteur de mobilisation/ralliement

Dans l'ouest, du point de vue de nombreux participants aux groupes de réflexion, l'adhésion à un groupement politique n'est pas libre dans la mesure où chacun ne peut pas, selon sa conviction et ce qu'il croit, être de son intérêt de se rapprocher de la chapelle politique qui est porteuse d'un programme susceptible de répondre à ses aspirations. L'appartenance politique est « conditionnée » ; elle est portée par l'origine ethnique comme le rappelle un participant : « *Quand tu es Dioula, tu es RDR*⁷⁴ ; *Baoulé, tu es PDCI*⁷⁵, *Guéré tu es LMP*⁷⁶, c'est comme ça »⁷⁷. Déroger à cette structure de l'arène politique locale, c'est courir le risque d'être considéré comme « *traître à sa communauté d'origine*⁷⁸ » et le bannissement n'est pas loin. Quand une personne ne s'inscrit pas dans ce schéma, elle peut être exclue par sa communauté ou, dans le meilleur des cas, perçue « *comme une taupe qui vient prendre des informations sur ou contre sa communauté pour les porter aux autres* »⁷⁹. Les rapports à l'autre communauté sont construits sur cette adversité politique. Ainsi, les personnes consultées s'accordent à penser que, jouant sur des lignes de fracture politique que les communautés ne semblent pas prêtes à franchir dans la mesure où elles assument finalement le fait de ne plus rien avoir en partage, les politiques travaillent à maintenir captives les communautés dans les liens de leur peur de l'autre. Le rapprochement intracommunautaire est construit sur cette méfiance. En effet, au regard de certains participant, les politiques semblent jouer leur propre survie, leur clientèle politique se construisant sur la peur de l'autre. Comme le dit un jeune cadre de l'administration municipale de Bloléquin, « *le*

⁷³ Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12/13 décembre 2012.

⁷⁴ Rassemblement Des Républicains.

⁷⁵ Parti Démocratique de Côte d'Ivoire.

⁷⁶ La Majorité Présidentielle, groupe de partis et de mouvements de soutien proches de l'ex-chef de l'Etat, M. Laurent Gbagbo constitué pour accompagner la candidature de ce dernier au moment des élections présidentielles de 2010.

⁷⁷ Groupes de réflexion avec les leaders politiques, Duékoué, 17/09/2012 et avec les jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012. Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012.

⁷⁸ Groupe de réflexion avec les femmes commerçantes, Duékoué, 16/09/2012.

⁷⁹ Groupes de réflexion avec des jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012, avec de jeunes filles en mariage mixtes, Duékoué, 18/09/2012. Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012.

politique n'existe qu'en divisant, en opposant les uns aux autres. C'est normal qu'il en soit ainsi, le politique doit diviser pour régner⁸⁰. » Pour certaines de ces élites politiques, c'est trop dire que les cadres jouent sur l'opposition des communautés. Bien au contraire, elles se considèrent elles-mêmes en tant qu'élite le jouet « *d'acteurs à la base comme le chefs de communautés qui travaillent, pour leur propres légitimités, à opposer les cadres*⁸¹ ».

Les participants n'ont pas manqué de mettre en avant le fait que le discours politique local est construit sur la peur de l'autre et le risque pour chacune des communautés en présence de « *disparaître* » si l'adversaire réussit à avoir le dessus politiquement. La population autochtone de l'ouest de la Côte d'Ivoire est souvent perçue comme étant le bastion de la LMP (La Majorité Présidentielle), un attachement politique qui trouve ses racines dans la proximité ethnoculturelle des partisans et sympathisants avec le leader de ce mouvement politique Laurent Gbagbo. Pour les populations proches de la LMP, en effet, c'est « *la parole donnée* » à Gbagbo qui sert de ciment à leur 'indéfectible' fidélité à sa personne et à son combat.⁸² Pour leurs opposants, au contraire, ce bord politique a plutôt construit son règne sans partage⁸³ sur « *l'annonce faite aux communautés locales que le passage du RDR, principale formation politique à laquelle serait rattachée les populations du nord et celle de l'hinterland, signifie une disparition des populations guéré, l'instauration d'une colonisation massive de leurs terres, et leur extermination sociale sinon physique*⁸⁴ ». Ce discours, n'est pas forcément différent de celui construit pour rallier les autres communautés à la cause des partis auxquels l'imaginaire local les rattache. Pour les communautés akan ou malinké et leurs homologues 'étrangers' originaires d'Afrique de l'ouest, seul un passage du RDR ou du PDCI peut les sauver de « *l'extermination* »⁸⁵, du diktat des Guérés et de la propension de ces derniers à vouloir les exproprier du fruit de leur labeur.

2.2. *L'instrumentalisation des identités et l'effritement du lien social*

Selon les communautés, il règne dans l'ouest de la Côte d'Ivoire un fort climat de délitement du lien social qui sert de terreau à la violence, les communautés en présence étant fortement clivées et ne partageant presque rien ensemble. Comme l'ont expliqué certains participants, les Malinkés et les autochtones vivent chacun de leur côté. Les formes de travail collaboratif impliquant les différentes communautés sont rares. Elles vivent donc sur le même terroir en « *s'ignorant* » presque, développant les uns à l'égard des autres de forts stéréotypes et de la suspicion mutuelle. Il a ainsi été constaté par les participants que toute rumeur attribuant un cas d'agression d'un membre d'une communauté à l'autre est susceptible de déclencher des représailles. Comme mentionné par un jeune lors d'un panel à Bloléquin : « *on fait des efforts pour ne pas se marcher dessus, je vous le dis, il vient de le dire tout à l'heure bien que nous soyons du même village, on vit par groupe, c'est-à-dire les grands frères du RHDP qui marchent ensemble ce sont eux qui marchent ensemble qui se parlent ensemble. Quand tu vois les gens*

⁸⁰ Séance de restitution, Bloléquin, 26/11/2012.

⁸¹ Entretien individuel avec le Maire de Duekoué, 02/11/2012.

⁸² Groupe de réflexion avec les cadres et élites politiques à Abidjan, 29/10/2012.

⁸³ Le candidat de la LMP, M. Laurent Gbagbo, a obtenu aux élections présidentielles de 2010 des scores avoisinant près de 80% dans certaines localités de cette partie du pays.

⁸⁴ Groupe de réflexion avec les cadres et élites politiques à Abidjan, 29/10/2012.

⁸⁵ Groupe de réflexion avec les cadres et élites politiques à Abidjan, 29/10/2012.

*du LMP ce sont eux qui marchent ensemble qui se parlent ensemble. Le manque de confiance en son frère qui est en face voilà les vrais problèmes de Bloléquin et tant que ça va exister on va toujours reculer pendant que nos amis avancent! »*⁸⁶

Cette méfiance s'est par ailleurs manifestée à plusieurs reprises lors de la recherche de terrain, certaines personnes refusant de participer aux groupes de discussion et d'autres préférant ne pas s'exprimer sur certains sujets de peur des représailles. Pour certains participants en effet, alors que les groupes de réflexion constituent une unique occasion de dire et se dire les vérités, « *celui qui dit la vérité ici à Duékoué est livré à la mort. Moi, j'ai peur, très peur d'ailleurs, (...) J'ai beaucoup de choses à dire mais je ne peux pas.* »⁸⁷ A Bloléquin, le même sentiment de méfiance et la peur diffuse est présente au sein des communautés. En effet, la réaction du participant de Duékoué n'était pas isolée, mais partagée par d'autres participants, y compris un chef de communauté consulté lors d'un groupe de réflexion à Doké. Certains participants ont été jusqu'à décliner l'invitation de dialoguer avec ces compatriotes, arguant que « *sa sécurité n'était pas garantie* ». Par conséquent, le manque de communication entre les différents groupes en présence contribue au renforcement de la rumeur qui, de ce fait, alimente la violence.

2.2.1. Les femmes, parties prenantes à l'effritement social ?

Le climat de fort clivage politique mentionné supra inhibe toute possibilité de coopération ou d'échange entre les communautés et créé un climat propice à la rumeur. Régulièrement en effet, il est fait état « *d'imminence d'une attaque des Malinkés contre les Wè et vice versa. Duékoué vit au quotidien sur la base de ces rumeurs distillées par on ne sait qui et qui ne manque pas de braquer les communautés les unes contre les autres, personne ne prenant le soin de vérifier ce type d'information. Chacun s'apprête dans son coin pour attendre.* »⁸⁸

La ventilation de la rumeur est considérée par beaucoup de participants comme le fait des personnes vivant en union libre ou mariées avec des membres de la communauté opposée, surtout les jeunes femmes. Dans la mesure où ce sont « *elles qui passent d'une communauté à l'autre pour répandre les rumeurs d'attaque et qui le plus souvent déclenchent les hostilités entre communautés* »⁷⁹. Un phénomène qui, lorsqu'abordé par les participants aux groupes de réflexion était généralement admis et très peu contesté. Cependant, pour certaines femmes, plutôt que de constituer un agent propagateur de « rumeur », la femme paie pour sa faiblesse.. « *Les femmes sont faibles ici. Elles n'ont d'autres recours que de s'accrocher à leurs hommes. Elles ne sont pas formées à la politique. Elles n'ont pas de moyens financiers. Elles ne peuvent que suivre leurs maris et les supporter dans ce qu'ils font, même quand elles savent que c'est mauvais. Seulement, ce sont toujours elles les victimes en fin de compte. C'est ce qui se passe avec la violence ici.* »⁹⁰

Les mariages intercommunautaires ne se contractent généralement que dans un sens. Il est possible à

⁸⁶ Groupe de réflexion avec des jeunes des partis politiques, Bloléquin, 02/10/2012.

⁸⁷ Groupe de réflexion avec les leaders de mouvements de jeunesse des partis et groupements politiques, Duékoué, 17/09/2012.

⁸⁸ Groupe de réflexion avec les femmes commerçantes, Duékoué, 16/09/2012.

⁸⁹ Groupe de réflexion avec les jeunes civiles, Duékoué, 15/09/2012.

⁹⁰ Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012.

des jeunes allogènes d'épouser des femmes autochtones mais l'inverse reste peu pratiqué. Dans cette ambiance de clivage ethnico politique, les personnes vivant dans des couples mixtes sont mal vues. Comme le mentionne l'un des jeunes participants au panel avec les jeunes civils à partir de son expérience personnelle, « *quand tu es marié à un membre de l'autre communauté, tu as des problèmes car on dit de toi que tu es un traître, que c'est toi qui prend les secrets de ta communauté pour les communiquer à la partie adverse.* »⁹¹ Ces propos ont été fortement corroborés lors du panel avec les jeunes filles en union mixtes. Pour ces dernières en effet, elles sont rejetées par les deux communautés. Leurs parents n'acceptent pas qu'elles se rapprochent de l'autre communauté, tout comme les parents de leurs époux ne leur font pas confiance non plus. En somme, la mixité sociale n'est plus considérée

une richesse localement, elle est mal acceptée et contribue aux tensions sur le champ politique.

« *Sur les marchés, on fait déjà notre réconciliation à notre manière entre femmes. Quand j'ai besoin de condiments pour ma sauce, je suis obligé de partir vers celle qui en vend et qui n'est pas forcément de mon groupe ethnique pour en acheter. Celle qui vend ne peut pas seulement vendre aux membres de sa seule communauté. Sur les marchés, on est donc obligé de se frotter les unes aux autres, de se parler, d'échanger.* »

Groupes de réflexion avec les Femmes commerçantes,
Duékoué, 16/09/2012

soient des agents de réconciliation même si, pour les besoins de la survie au quotidien de leur ménages, elles se trouvent dans l'obligation, sur les marchés de braver les antagonismes pour échanger avec les femmes des autres communautés. Pour cela, elles n'ont pas besoin ou ne peuvent attendre une hypothétique réconciliation qui tarde à venir. « *Sur les marchés, on fait déjà notre réconciliation à notre manière entre femmes. Quai j'ai besoin de condiments pour ma sauce, je suis obligé de partir vers celle qui en vend et qui n'est pas forcément de mon groupe ethnique pour en acheter. Celle qui vend ne peut pas seulement vendre aux membres de sa seule communauté. Sur les marchés, on est donc obligé de se frotter les unes aux autres, de se parler, d'échanger.* »⁹³ Seulement, cette cohabitation 'obligée' ne survit pas toujours aux violences cycliques qui embrasent la région. « *Les femmes se parlent sur les marchés, mais chaque fois qu'il y a une poussée de tension, on revient à la case de départ, en attendant que ça se calme pour se rencontrer à nouveau sur les marchés.* »⁹⁴

Dans ce sens, il ressort des consultations que l'apaisement des tensions entre communautés du fait des

⁹¹ Groupe de réflexion avec les jeunes civils de Duékoué, 15/09/2012.

⁹² Groupe de réflexion avec les jeunes filles en union mixte, Duékoué, 18/09/2012.

⁹³ Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012.

⁹⁴ Groupe de réflexion avec les Femmes commerçantes, Duékoué, 16/09/2012.

⁹⁵ D.M. responsable d'organisation de femme, propos tenus en marge de la rencontre avec les femmes leader le 19/09/2012, Duékoué.

mariages mixtes et du rôle des femmes en particulier demeure très limité. Au contraire, en marge du groupe de réflexion organisé avec les femmes leaders de Duékoué, l'une d'elle rapportait que « *chaque fois que les violences éclatent et que les Guérés sont malmenés par les allogènes, les femmes guérés retrouvent les biens avec les femmes de ces derniers sur les marchés. J'en ai vu qui portaient mes pagnes et habits. Lorsque nous étions réfugiés à la mission catholique, les femmes malinkés passaient devant pour nous narguer. Lorsque des cadavres de Guérés jonchaient les rues, elles ne se gênaient pas de les profaner, les tapant avec le pied et proférant des paroles moqueuses à l'endroit du peuple guéré.* » Du côté des femmes malinkés, la même conviction reste établie que leurs alter ego Guéré sont dans une logique de défiance à leur endroit. « *Toutes les occasions sont bonnes pour les femmes guérés de nous insulter, de nous agresser malgré le bien que nous leur faisons. Elles se mettent parfois en groupes pour attaquer les filles malinkés. L'une de mes filles a fait les frais de la furia d'un groupe de jeunes filles guéré dont j'ai aidé à protéger la vie et les biens dans mon quartier. Elles sont ingrates* ».⁹⁶ En somme, malgré les dénégations et les professions de foi sur l'entente cordiale entre femmes, une animosité certaine demeure.

2.3. *Les élus et cadres locaux, ferment de la division*

2.3.1. L'influence controversée des élus locaux

Principaux animateurs du champ politique local, les cadres et les élus locaux sont des acteurs incontournables dans la vie des communautés. Dans ces régions, comme partout ailleurs en Côte d'Ivoire, 'on se reconnaît dans son cadre', dans ses élites. Ce sont des personnes qui, le plus souvent, après une scolarité initiale au village ou dans la communauté, ont poursuivi des études secondaires ou supérieures dans la capitale ou à l'étranger. De retour au pays, ils occupent dans la société ivoirienne des positions privilégiées. Pour les communautés, ce sont 'leurs yeux, leurs oreilles et leur bouche' car ce sont leurs fils 'qui voient clair'. En d'autres termes, ce sont ces élites qui savent ce qui est 'bon ou mauvais pour la communauté'. « *On ne jure que par ces derniers, on les informe de tout ce qui concerne la vie de la communauté* »⁹⁷, leur parole compte donc énormément ; le plus souvent aucune décision ne peut être prise au village ou pour la communauté sans leur avis. Ils sont la lumière des communautés. Au cours de la séance de restitution à Guiglo, l'un des participants, chef de village, a même affirmé que chaque fois qu'une décision doit se prendre au village, il faut aviser les cadres. Au sortir de toute réunion, quelle qu'en soit la nature, il faut informer les cadres des décisions prises. En fait, les chefs ou autorités coutumières selon lui n'ont rien et dépendent de la 'générosité' de leurs fils cadres. Quand ces chefs prennent une décision qui ne va pas dans le sens de l'intérêt de leurs cadres, ces derniers les récusent. Le chef est donc obligé de revenir sur sa décision.

En revanche, pour se maintenir dans les lieux de pouvoir, les cadres ont également besoin de leur communauté qui leur assure une assise politique. En retour, les cadres assurent une redistribution

⁹⁶ Propos d'une activiste malinké lors du groupe de réflexion avec les femmes commerçantes de Duékoué, 16/09/2012.

⁹⁷ Propos tenus lors du groupe de réflexion avec les chefs coutumiers à Duékoué (16/09/2012) et confirmés avec des mots presque similaires lors de la séance de restitution à Guiglo, (5/11/2012).

minimum de leur revenu acquis grâce à leur travail ou leur présence dans l'arène politique. Selon les participants, à travers des visites régulières à la communauté, les cadres et les élus locaux redistribuent argent et vivres aux parents, n'oubliant pas aussi de laisser « *des mots d'ordre* »⁹⁸ dont les jeunes doivent assurer le respect scrupuleux et qui peuvent porter sur le boycott actif des activités d'un opposant, le refus d'une décision de l'administration⁹⁹, etc.

Pour la grande majorité de la population consultée, la structuration des rapports entre les communautés et leurs cadres ou élites politiques, se fait du haut vers le bas. Les élites décident ou donnent ce qu'elles veulent ou peuvent aux populations. A contrario, les participants déplorent le fait qu'il n'est pas toujours possible aux populations à la base de porter certaines préoccupations aux élites, de « les voir » au sens où elles pourraient les utiliser comme canal pour transmettre à l'Etat leurs préoccupations quotidiennes malgré certaines réunions publiques organisées. L'exemple a ainsi été donné par les participants de visites des cadres dans les villages où les populations sont parfois regroupées dans le cadre de séances publiques mais qui ne permettent pas toujours aux populations d'exprimer leurs préoccupations réelles. En effet, revendiquant leur appartenance à ce peuple, certaines élites mettent en avant le fait qu'elles connaissent déjà ce que vivent leurs parents et donc ce qui est bon pour eux. Toutefois, comme mis en évidence par un des participants, « *les séances de dialogues directes avec les cadres n'existent pas*¹⁰⁰ ». Pour certains, les cadres parlent en « *leur propre nom, en s'appuyant sur ce que la population est supposée vivre. Ils veulent être au pouvoir ou s'y maintenir; c'est de bonne guerre. Tous les moyens sont donc bons pour cela*¹⁰¹ ».

Pour maintenir le contact avec leurs communautés, la « redistribution de richesse » faite par les cadres est souvent perçue comme un moyen de donner aux communautés le sentiment de jouir elles aussi des retombées du pouvoir que leur confère leur position. Par ce biais, les parents comprennent « *qu'ils ont intérêt à les y maintenir en leur garantissant leur soutien* ».

Cependant, il découle de cette redistribution de richesses un retranchement sur des valeurs ethniques qui ne manquent pas de raviver les tensions entre communautés. En effet, le fait de construire la stratégie politique sur un groupe ethnique renforce le sentiment chez les autres que les cadres et élus en question ne travaillent que pour un camp, et accroît davantage les lignes de fracture de sorte que les communautés restent convaincues que c'est en élisant un membre de sa communauté qu'elles pourront profiter des retombées.

2.3.2 L'influence des élites sur les jeunes

Dans le jeu du démarchage des communautés par la peur et la méfiance réciproque, les cadres et élus locaux sont constamment pointés du doigt comme étant les artisans de la violence ; le discours étant

⁹⁸ Des exemples de ces mots d'ordre ont largement été évoqués lors des groupes de réflexion avec les jeunesse de partis politiques de Bloléquin où il a été fait état du fait que sous le règne du régime LMP déchu, des jeunes sur la base d'instructions reçues de leurs cadres ne se gênaient pas à venir perturber les réunions politiques d'opposition. Certains ont ainsi été interdits d'activité politique dans le département, de contester publiquement certaines décisions de l'administration, comme celle de la rétrocession de plantations d'étrangers occupées par les jeunes entre 2008 et 2009 dans le cadre de l'accord dit de Bloléquin (voir chapitre 1 sur la question foncière).

⁹⁹ Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012.

¹⁰⁰ Groupe de réflexion avec les jeunes civils de Duékoué, 15/09/2012.

¹⁰¹ Groupe de réflexion avec les jeunes filles en union mixte, Duékoué, 18/09/2012.

accompagné par la mobilisation et l'instrumentalisation d'une jeunesse oisive, prête à en découdre pour peu qu'elle reçoive une rétribution minimale dans sa participation violente au maintien du climat de terreur dans la région. Pour beaucoup de personnes consultées, la jeunesse locale autochtone étant pauvre ou se complaisant dans la position d'assisté, se tourne souvent dans les bras aux élites. « *Pour un billet de 1000 Francs CFA ou de 5000 Francs CFA¹⁰², les jeunes sont prêts à casser, à suivre aveuglément leurs cadres* ».

Ces cadres sont bien conscients de la situation et travaillent à maintenir les jeunes dans cette dépendance. « *Pour une personne ne pense à mobiliser des ressources pour faire travailler les jeunes ici. On peut créer des usines, lutter pour obtenir une infime taxe sur tout le cacao qui sort de la région pour créer des unités de production pouvant occuper cette jeunesse. Mais, ce n'est pas dans l'intérêt des cadres de le faire. Ils préfèrent avoir affaire à une jeunesse oisive et dépendante prête à aller au charbon pour eux. Tous les cadres sont dans cette logique, indifféremment de leur bord. Ils ont des possibilités mais ils ne veulent pas de l'émancipation des jeunes* »

Entretien individuel avec C. A. opérateur économique et membre de la société civile,

Bloléquin, 04/10/2012

ne veulent pas de l'émancipation des jeunes.»¹⁰³

Un sentiment qui est défendu par certains cadres qui disent ne pas avoir les moyens qu'on leur prête. Pour ces cadres et élites, c'est au contraire l'Etat qui a échoué à occuper la jeunesse de l'ouest depuis les indépendances. Ce n'est donc pas un problème récent. De plus, selon une élite locale consultée proche de l'ancien régime, leur leader n'a pas été autorisé à corriger cette injustice faite à la jeunesse de l'ouest et, de façon plus générale, à la jeunesse ivoirienne. Il rejoint donc certaines analyses indiquant que faute de réponse cohérente aux attentes de cette jeunesse, elle n'a d'autre voie que de recourir la violence. Ainsi, ce ne seraient pas les cadres qui auraient fait inciter les jeunes à s'enrôler dans les groupes d'autodéfense mais plutôt ces jeunes eux-mêmes qui auraient fait le choix de « se sacrifier » pour leur région et qui auraient demandé aux cadres de rencontrer les autorités compétentes pour leur donner les moyens de la « résistance ». Pour ces jeunes, la violence était devenue le moyen de défense du terroir et de l'ethnie mais aussi, après la lutte, l'espérance d'une récompense sous la forme d'une intégration dans l'armée ou un accès aux ressources locales comme des plantations clé en main, c'est -à-dire déjà sur pied¹⁰⁴.

¹⁰² Francs de la Communauté financière Africaine, monnaie locale. 1000 FCFA = 1,52€

¹⁰³ Echanges avec C. A. opérateur économique et membre de la société civile très influent dans la ville de Bloléquin en marge de la rencontre avec les responsables de parties politiques et acteurs de la société civile, Bloléquin, 04/10/2012.

2.3.3 Le rôle de certains ainés sociaux

Dans la logique de la relativisation de l'influence trop importante prêtée aux cadres et élites locales sur les communautés dans l'alimentation de la violence dans l'ouest, certains des cadres avancent que les élites sont le jouet de lutte de positionnement de certains ainés sociaux présents au sein des communautés. En fait, pour ces derniers, dans la société krou à laquelle appartiennent les Guérés, la désignation des chefs coutumiers ne se fait pas par la voie de l'hérédité comme dans les sociétés akan du centre de la Côte d'Ivoire. Pour prétendre à être chef coutumier, les prétendants doivent prouver d'une grande capacité de mobilisation autour de leur personne. Mais, pour cela, certains ont besoin de s'appuyer sur des cadres. De fait, comme rappelé un représentant de l'élite locale, pour être chef coutumier les candidats doivent se construire une légitimité sociale dans leur communauté.

Cette légitimité est d'autant plus grande que ce dernier peut se targuer d'avoir un soutien politique. Ainsi, il n'est pas rare que des ainés sociaux pris dans leur désir d'être chef montent des cadres les uns contre les autres espérant qu'en favorisant l'élection d'un cadre en particulier, ils puissent s'assurer en retour une assise politique et financière nécessaire pour « s'imposer comme chef coutumier naturel » auprès des communautés. Dans ce jeu, ces ainés sociaux ne manquent pas de mobiliser leurs parents pour porter un cadre à un poste électif, quitte à renvoyer l'ascenseur à travers son soutien politique. Ainsi, pour l'un des participants, ce n'est que dans ce jeu politique que sont les cadres : « *ils ne manipulent pas forcément mais sont pris dans l'étau de la lutte pour le pouvoir qui se joue tant à l'échelle communautaire que locale pour la désignation des chefs coutumiers et l'élection des députés ou maires*¹⁰⁵ ». Ce n'est donc que le jeu de la politique et, toujours selon la même personne interviewée, il date du temps du monopartisme où l'on parlait de démocratie interne au PDCIRDA.

¹⁰⁴ Echanges avec un ancien responsable de groupe d'autodéfense à Duékoué, 16/09/2012.

¹⁰⁵ Entretien avec le maire de Duékoué, Duékoué, 23/11/12.

Pistes de réflexion liées à l'instrumentalisation politique des divisions ethniques

De ces réflexions sur la question de l'ethnie et de l'instrumentalisation politique, les représentants de l'ouest consultés ont fait ressortir au cours de cette recherche plusieurs points sur lesquels les avis divergent et qui nécessiteraient une attention particulière en vue de résoudre durablement cette question.

Ces pistes de réflexion ont été validées et priorisées comme suit par le Groupe de Dialogue Régional (*Bingerville, décembre 2012*):

1. Responsabilisation des cadres et élus locaux

La justification du pouvoir des cadres et élus locaux est dans la perception des participants basée sur des promesses que font ces derniers à leurs communautés en terme de garantie de droits fonciers, de retombés matérielles ou de refus de l'alternance politique. Cette logique ethnocentrique est exacerbée par un discours encourageant la crainte de l'autre. Ces discours excluent ainsi la collaboration et contribuent encore davantage à l'effritement du lien social.

Quels sont les moyens d'atténuer les clivages politiques et d'enraciner la bonne gouvernance locale dans la culture, les mœurs et les pratiques des élites politiques plus particulièrement ? Comment rendre les communautés plus résilientes à la mobilisation ethno-politique ? Comment inciter les cadres à baser leur mobilisation politique sur de réels programmes de société plutôt que l'ethnie ?

2. Dépassement des clivages ethniques et sociaux

Etant donné le fort climat de méfiance entre communautés, il y a une perception collective que les communautés ne partagent plus rien, et vivent en isolement sur le même terroir. La méconnaissance de l'autre qui résulte de ce clivage contribue aux stéréotypes et fait de la rumeur un des seuls mécanismes d'échange entre les uns et les autres, contribuant souvent à des incidents violents basés sur des faits erronés ou des interprétations hâtives.

Comment rassembler les acteurs clés de la région dans le dessein de dépasser la mise en avant des réflexes identitaires ethniques ? Comment engager la population dans une rééducation collective afin de réduire les stéréotypes prévalant et atténuer la peur et la méfiance qui prédominent entre les communautés ? Comment instituer une culture de dialogue structuré et constructif entre les communautés de l'ouest comme moyen de résolutions de conflit et de rétablissement de cohésion sociale ? Comment arriver à apprécier la diversité culturelle comme élément enrichissant plutôt que compétitive et mutuellement exclusive ?

3. Pacification du jeu politique

Il apparaît que la compétition politique se fait sur la base de ralliements ethniques plutôt que sur une base de projets politiques cohérents s'adressant à la population dans son ensemble, ce qui amène à une instrumentalisation politique des communautés les unes envers les autres, qui contribuent à son tour à l'usage de la violence. La forte association entre l'appartenance politique et ethnique trouve des manifestations extrêmes dans la peur d'extermination en cas où l'autre parti –associé avec l'autre communauté- obtient le pouvoir politique. A Guiglo, la mise à l'écart d'une partie de la population du champ de la politique semble réduire la violence politique.

Comment assurer une juste et commune compréhension du jeu politique et dépasser le ralliement ethnique aux partis politiques ? Comment faire évoluer les attitudes et engager les différentes communautés dans la gouvernance locale de manière constructive ? Comment établir des plate-formes politiques non-ethniques basées sur les besoins de la population de l'ouest, et non pas sur des besoins spécifiques ethniques ? Comment rassurer les communautés dans le sentiment d'avoir leur place et une existence physique/économique garantie indépendamment des dynamiques politiques ?

4. Renforcement des capacités de gestion de conflit

Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, et ce depuis le déclenchement de la crise de septembre 2002, une multitude d'initiatives ont vu le jour pour renforcer les capacités des communautés à prévenir et gérer les conflits. Un des instruments promus par ces initiatives a été la mise sur pied des comités de paix. Mais, une fois l'appui des bailleurs de fonds et le soutien des ONGs estompés ces comités ont très vite montré leurs limites.

Comment redynamiser et assurer la durabilité des mécanismes locaux de gestion des conflits ? Comment travailler à re-légitimer les différentes composantes de ces mécanismes ? Comment accompagner les communautés pour une meilleure appropriation de ces outils de gestion et de prévention des conflits ?

CHAPITRE 3 :

LA FAIBLESSE DE L'ETAT

Les consultations avec les populations de l'ouest autour du diagnostic de la violence dans la région a mis en avant la faiblesse de l'Etat comme moteur de la violence. Pour les participants allophones, allochtones comme autochtones, l'Etat est faible depuis de nombreuses années, la crise militaro-politique ayant renforcé cet état de fait. Certains acteurs ou groupes d'acteurs se sont donc réappropriés des pans entiers de l'autorité devant revenir à l'Etat notamment au niveau de l'exclusivité de l'exercice de la violence légitime. Face à cette situation, et en fonction du contexte local, certaines populations ont perdues toute confiance en l'Etat ou en ses représentants pour assurer leur sécurité ou dire le droit et doutent aujourd'hui de la volonté de l'Etat à résoudre définitivement la problématique du phénomène Dozo.

3.1 Faiblesse de l'Etat et apparition de nouveaux lieux de pouvoir

Depuis plus d'une décennie, les populations dans l'ouest se sont convaincues de la faiblesse de l'Etat. Depuis le déclenchement de la crise en septembre 2002 en effet, les faits et situations vécues par les populations les ont persuadées que l'Etat n'a plus de réel poids dans leur région.

3.1.1 Perceptions de l'Etat et signes de sa faiblesse

Deux secteurs clé de la vie des populations sont souvent évoqués pour traduire leur sentiment de faiblesse de l'Etat ou de sa partialité : il s'agit de celui de la sécurisation des biens et des personnes d'un

côté et celui de l'occupation du patrimoine forestier de la région de l'autre.

« Les FRCI et leurs supplétifs Dozos jouissent de la même impunité que les milices d'hier.»

Groupe de réflexion avec les leaders de mouvements de jeunesse des partis politiques, Duékoué, 17/09/2012

Dès 2002, la région a été aux prises de la présence massive de miliciens avec à leur tête des chefs issus ou non de la communauté guéré qui ne manquaient¹⁰⁶ aucune occasion pour rabaisser les autorités officielles (préfet, sous-préfet, commandant de brigade) sûrs de bénéficier d'une

¹⁰⁶ Ces milices dites pro-Gbagbo ayant quitté la région pendant la crise postélectorale, cette situation n'a plus court. Mais l'impunité semble du point des populations avoir changé de camps. Les milices pro-Gbagbo ont été remplacées par les Dozos supplétifs des FRCI. Certaines personnes se réclamant des FRCI se rendent elles aussi coupables d'exactions, sans que du point de vue des populations autochtones, cela ne soit punies. Beaucoup disent aujourd'hui que tout comme du temps de l'ex-régime, les autorités administratives actuelles n'ont aucun pouvoir sur les FRCI ou les Dozos.

certaine 'immunité'. L'un des participants aux panels, un jeune homme d'origine malinké rapporte les incidents qui suivent pour illustrer cette impunité ambiante du temps de l'ancien régime et la défiance à l'égard des autorités de la part de ces jeunes membres de groupes d'autodéfense basé dans la ville de Duékoué : « *Quand je parle du problème des autorités qui n'ont pas de pouvoir ici à Duékoué, c'est parce qu'au temps où Gbagbo était au pouvoir, on a vu des choses qui se passaient ici. C'était inconcevable. Pendant cette période, j'étais gérant du maquis¹⁰⁷ le [...] sur la rue plus animée de la ville. Il y avait un monsieur, il est là actuellement, dont le surnom était "M....". Je sais que tout le monde ici le connaît. Mais il y a des choses qu'il faisait à Duékoué qu'on ne pouvait imaginer ! Quand on a ouvert notre maquis, il est venu deux mois après pour se plaindre qu'il n'ait pas été informé de l'ouverture du maquis. Selon lui, nous devions fermer séance tenante. Il est donc rentré dans ma cabine, il a ouvert le réfrigérateur. Il était avec ses petits, ses hommes de main. Il a commencé à boire l'alcool. Il y a l'un de mes patrons qui est allé à la gendarmerie. Les gendarmes lui ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire parce qu'ils connaissent ce monsieur-là. "M...." a eu à déféquer sur le bureau du Commandant de Brigade de la gendarmerie de la ville sans qu'il ne soit inquiété ! Un autre jour, en ma présence, un jeune de l'ethnie guéré du quartier Carrefour qui avait fait un accident avait vu sa moto confisquée par la Gendarmerie. Il a fait appel à "M....". Ce dernier est venu ; il est rentré dans la cour de la brigade de gendarmerie pour saisir les cols du Commandant de Brigade, devant ses éléments !* »¹⁰⁸

En plus de ces cas de défiance et de rabaissement de l'autorité des représentants de l'Etat, de nombreux cas d'exactions sur les populations étrangères allant jusqu'au meurtre ne pouvaient être sanctionnées dans la région, même si les coupables étaient connus. Le prétexte de la lutte contre l'avancée des rebelles servait de couverture à toutes les formes de travers et excès de la part desdites milices. Tirant leur légitimité du soutien et de la protection de certains cadres au cœur du régime FPI, de nombreux jeunes se sont rendus coupables de violence sur d'autres populations. Le renversement de la situation après la crise postélectorale a conduit à la désertion de la ville par ces derniers par peur de représailles. Une partie de ces jeunes a rejoint les camps de déplacés au Libéria ou au Ghana. Un de leurs chefs aujourd'hui reconvertis dans l'action sociale dans la ville de Duékoué laisse même entendre que certains seraient encore dans les brousses de la région. Ce sont donc leurs parents qui en ont payé le prix, leur silence sur les exactions anciennes étant considéré comme un assentiment ou de la complicité. Comme l'a soutenu un participant, « *la crise postélectorale a été une aubaine pour les Dioula. Profitant du passage des FRCI dans la ville au moment de leur descente vers Abidjan, certains ont rallié le mouvement pour régler leurs comptes aux Guérés. [...] L'occasion était trop belle pour se venger [...]* »¹⁰⁹

Pour certains, la crise postélectorale est donc intervenue comme une opportunité pour un renversement de situation. Les anciens tortionnaires ont été remplacés par d'autres, « *ceux qui étaient brimés hier sont devenus ceux qui briment aujourd'hui* »¹¹⁰. Comme l'ont précisé certains participants, malgré le changement de régime, aujourd'hui le Préfet de région n'a toujours aucune légitimité ni pouvoir. « *Les*

¹⁰⁷ Dans le contexte ivoirien, le maquis représente un espace gastronomiques où les populations peuvent venir se restaurer, consommer de l'alcool au son de la musique locale ou internationale.

¹⁰⁸ Propos de D.C., secrétaire de la section locale d'un parti proche de la coalition RHDP, Groupe de réflexion avec les leaders politiques, Duékoué, 17/09/2012.

¹⁰⁹ Groupe de réflexion avec les jeunes civiles, Duékoué, 15/09/2012.

¹¹⁰ Groupe de réflexion avec les jeunes civiles, Duékoué, 15/09/2012.

FRCI et leurs supplétifs Dozos jouissent de la même impunité que les milices d'hier », leur légitimité leur venant du fait qu' « *ils auraient libéré la ville du joug de la LMP et de ses milices* »¹¹¹. Ce seraient des chefs de guerre reversés dans l'armée au moment de la création des FRCI qui font la loi dans les villes de l'ouest. Sur cette question, remise au goût du jour par la nomination récente de Préfets militaires dans la région, les avis sont partagés. Pour les uns, « *ce n'est pas une expérience nouvelle. Même du temps de l'ancien régime LMP, cela a été tenté avec plus ou moins de succès à cause du défi sécuritaire dans la région. Mais ces fonctionnaires se sont très vite laissés prendre au jeu de l'enrichissement, s'impliquant dans les trafics en tout genre.* »¹¹² Du point de vue de nombreux autochtones, la présence de ces ex-rebelles dans l'administration civile et militaire de la région est mal vue. A Bloléquin, cette présence est vécue par certains participants « *comme donnant l'impression que la guerre n'était pas encore fini et que l'on avait encore à en découdre avec les partisans de l'ancien régime* ». ¹¹³ Dans ce même ordre d'idée, les éléments des FRCI, l'armée nationale actuelle, sont perçus comme une armée ethnique à la solde du nouveau pouvoir à charge de contrôler toute velléité contestataire autochtone et favoriser l'implantation durable des étrangers dans la zone. Cela, notamment à travers une « *colonisation des quelques espaces non encore utilisés pour la culture du cacao que sont les zones protégées et l'occupation des plantations d'autochtones en fuite* ». L'exemple d'un ressortissant burkinabè arborant souvent des tenues militaires avec les insignes des FRCI « *jouissant de protection en hauts lieux et sûr de ces accointances revendiquées avec le régime actuel* »¹¹⁴ est presque toujours évoqué dans la région. Il serait soupçonné d'organiser l'arrivée massive de migrants et leur installation dans la forêt dite du Mont Péko. Il se rendrait même coupable d'expropriation et de meurtres sur les autochtones et même sur certains allogènes sans que cela ne fasse l'objet de poursuites à son encontre. Ses hommes et lui percevraient des taxes sur la cession et l'exploitation de la ressource foncière locale sans que l'Etat ne fasse rien pour les empêcher. De plus, dans l'ensemble, les participants sont quasi-unanimes sur la « contribution » de l'Etat dans la déstabilisation des structures traditionnelles de gestion du foncier rural et le recours à des lois et à des instances étatiques inadéquates pour le règlement de la question. Il en est de même pour la circulation des armes dans la zone, point sur lequel beaucoup reste à faire selon les participants.

3.1.2 L'impunité et le traitement de la violence faite aux femmes

De façon générale, l'affaiblissement de l'Etat et de son autorité est perceptible, du point de vue des communautés, dans les difficultés à appliquer les lois et à contrer l'apparition de nouveaux pôles d'autorité (nouveaux acteurs, nouveaux lieux de pouvoir) et de zones de non droit. L'incapacité de l'Etat à trancher en cas de conflit foncier est souvent citée en exemple. En général, un fort sentiment de continuité de l'impunité et de la corruption de l'Etat est partagé par les membres des différentes communautés comme l'illustre cet habitant de Duékoué : « *L'impunité est très forte ici, cela s'est passé hier avec l'ancien régime et cela continue aujourd'hui avec le nouveau régime. Ils se disent que c'est*

¹¹¹ Groupe de réflexion avec les leaders de mouvements de jeunesse des partis politiques, Duékoué, 17/09/2012.

¹¹² Séance de restitution, Guiglo, 25/11/2012.

¹¹³ Groupe de réflexion avec les leaders de partis politiques et acteurs de la société civile, Bloléquin, 04/10/2012.

¹¹⁴ Entretien individuel avec le correspondant d'un organe de presse qui a beaucoup investiguer sur la question. Des supports vidéo et des photos de ces investigations ont été visionnés par l'équipe de recherche.

européens qui sont au pouvoir donc ils font ce qu'ils veulent. Pour régler le problème de Duékoué, il faut mettre les malfaiteurs là où il faut.»¹¹⁵ Pourtant, l'Etat est souvent perçu, surtout de la part des autochtones, comme étant partie prenante du côté des immigrants. Ainsi, l'exemple souvent cité est que l'installation des immigrants dans les forêts classées, perçue comme tolérée ou même protégée par les autorités.¹¹⁶ Le pouvoir économique des immigrants aurait acheté cette tolérance : « nos autorités sont devenues aujourd'hui vendeurs de forêt.»¹¹⁷

En plus de la gestion de la question foncière, l'autre aspect qui, du point de vue des communautés, rend bien compte de la faiblesse de l'Etat est sa capacité limitée à gérer les violences faites aux femmes. De fait, depuis le déclenchement de la crise en 2002, l'ouest de la Côte d'Ivoire connaît une exacerbation de ce type de violences. Selon un rapport de Human Rights Watch en date de 2007, des supplétifs libériens, sierra léonais ou ivoiriens participant aux combats aux côtés des forces gouvernementales ou des forces rebelles ont perpétré des violences sexuelles « *particulièrement flagrantes et largement répandues* ».¹¹⁸ Ces violences restent tout de même fortement sous-dокументées. Mais, au plus fort de la confrontation militaire entre forces pro-gouvernementales d'alors et forces rebelles, le viol et les agressions à caractère sexuelles orientées vers les femmes semblent avoir été utilisées comme arme de guerre. « *De nombreuses filles et femmes ont été enlevées et soumises à l'esclavage sexuel dans des camps rebelles, où elles ont subi des viols successifs pendant de longues périodes. Celles qui résistaient étaient souvent punies de façon atroce, voire même tuées.* »¹¹⁹ Même plus tard, dans la période d'accalmie relative qui a suivi l'arrêt des hostilités, entre 2004 et 2010, ce type de violences n'a pas cessé. Ces violences sexuelles se sont rajoutées aux violences domestiques nombreuses faites aux femmes dans la région. Selon IRC, « *une étude [...] menée en Côte d'Ivoire en 2008; en pleine crise, avec la présence des forces rebelles, des barrages de contrôle et un pays très divisé [...] a montré qu'une femme sur quatre avait été battue ou violentée par son conjoint rien tout juste en 2008. 47% des femmes ont déclaré avoir été victimes de violence de la part de leur conjoint au cours de leur vie. En 2011, pendant la vague de violence postélectorale, les prestataires de services appuyés par l'IRC ont aussi noté une hausse des cas de violence domestique [dans l'ouest]* ».¹²⁰

Au-delà de l'ampleur de ce phénomène dans l'ouest, les participantes à nos panels qui ont insisté sur la question mettent plutôt en avant l'incapacité de l'Etat à sévir. Pour ces femmes, aucune action n'a été entreprise par les pouvoirs publics pour enrayer le phénomène. Elles estiment même que dans la législation ivoirienne peu de cas est fait de ce type de violences. « *Les violences sexuelles faites aux femmes ne sont traités que de simples attentats à la pudeur* » de sorte que « *il est courant qu'une femme qui se fait violer à Duékoué, comme c'est très souvent le cas, se retrouve quelques semaines après nez-à-nez avec son agresseur parce que ce dernier aura été libéré juste après seulement quelques jours passées à la prison de Daloa* »¹²¹ ». Ainsi, du point de vue des femmes responsables de structures locales

¹¹⁵ Groupe de réflexion avec les jeunes civiles, Duékoué, 15/09/2012.

¹¹⁶ Groupe de réflexion avec différentes composantes de la société, Bloléquin, 06/10/2012.

¹¹⁷ Groupe de réflexion avec différentes composantes de la société, Bloléquin, 06/10/2012.

¹¹⁸ Human Rights Watch, « Mon cœur est coupé », Violences sexuelles commises par les forces rebelles et progouvernementales en Côte d'Ivoire, Rapport, 2007, Volume 19, No. 11 (a), New York.

¹¹⁹ HRW, Idem.

¹²⁰ International Rescue Committee, Je ne veux pas mourir avant mon heure. La violence domestique en Afrique de l'ouest, 2012, New York.

¹²¹ Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012.

de prise en charge de victimes présentes aux groupes de réflexion, c'est une preuve « *que l'Etat est faible quand il ne peut légiférer sur ce type de violence et punir correctement ceux qui s'en rendent coupables car à l'ouest, en même partout en Côte d'Ivoire, l'Etat n'apporte aucune assistante aux victimes et, qui plus est, ne fait rien pour sanctionner de façon exemplaire les coupables de ce type d'acte. L'exemple le plus flagrant est le cas d'une petite fille d'à peine cinq ans qu'i a été abusée sexuellement par un adulte de plus de quarante ans. Cette fillette a sa vie qui est gâchée. Mais le violeur est aujourd'hui en liberté dans la ville. Imaginez le traumatisme de cet enfant.* »¹²²

3.2 Maintien de paix et action humanitaire : Offre « durabilisée » de service ?

La crise militaro-politique a affecté de façon significative la capacité de l'Etat à prendre en charge les besoins primaires des populations dans bien des parties du pays. Dans l'ouest, le caractère endémique de la violence et ses incidences sur les conditions de vie des populations ont conduit de nombreuses ONGs à s'investir dans l'assistance humanitaire.

Cette aide a servi à couvrir les besoins en matière de santé, de nourriture, d'abris, de protection, d'eau et d'assainissement durant les périodes d'urgence et de violence. Avec l'évolution de la situation, l'aide

Les projets ne « sont pas exécutés correctement dans le but de maintenir les populations dans un cycle de précarité dont les effets en termes de violence sont sus».

Groupe de réflexion hétérogène,
Doké, Bloléquin, 07/10/2012

humanitaire a été investie également sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé de base et la promotion de la cohésion sociale afin de donner suffisamment de temps au gouvernement et aux donateurs d'aide au développement pour rétablir les structures de l'État et redémarrer les services publics.

Seulement, pour certaines populations, et même au sein du monde des humanitaires, l'idée que les humanitaires, surtout ceux opérant dans les organisations internationales, soient parties prenantes à la spirale de violence ne manque pas d'être évoquée. Par passivité ou même sous la forme d'action en sous-main, certains de ces acteurs sont vus comme étant des parties prenantes à la violence.

A titre d'exemple, au cours d'un échange individuel avec l'un des participants, la criminalité aux alentours du camp de réfugiés de Nahibly à Duékoué et la violence qui a précédé sa destruction en juillet 2012 relèvent de la perception de l'implication de ces acteurs dans la violence. Pour ce jeune homme, et sur la base de preuves qu'il dit détenir, « *certaines agents de la mission de paix de l'ONUCI échangeaient de la drogue contre des munitions qu'ils donnaient à des jeunes déplacés résidents dans le camp. Ces derniers, ainsi équipés, s'adonnaient à des braquages dans la région pour survivre. En faisant cela, ces soldats de la mission de paix originaires le plus souvent de pays aussi pauvres que la Côte d'Ivoire contribuaient à entretenir un climat de violence justifiant leur maintien dans la région.* »¹²³

¹²² Séance de restitution, Duékoué, 23/11/2012.

¹²³ Echanges avec un ancien responsable de groupes d'autodéfense, Duékoué, 16/09/2012.

Pour d'autres participants, la question même de la pérennité des actions initiées dans le cadre de l'assistance post-conflit participe à l'alimentation de la spirale de la violence. Pour les tenants de ce point de vue, les humanitaires « *agissent comme s'ils ne voulaient pas de la fin de la guerre* »¹²⁴. Les projets ne « *sont pas exécutés correctement mais dans le but de maintenir les populations dans un cycle de précarité dont les effets en termes de violence sont sues.* »¹²⁵ Ce point de vue est partagé au-delà de l'origine des participants qui se sont prononcés sur la question. Selon un élu local de Duékoué rencontré lors de la séance de restitution, il y a une industrie de la misère qu'entretiennent localement les ONGs internationales. Ainsi, le maintien des camps de déplacés internes étaient perçus par certains comme une opportunité pour ces ONGs de justifier leur présence. Et, auprès des communautés autochtones, un discours convenu sur leur misère était suscité par des ONGs pour alimenter les demandes de fonds pour la mise en œuvre de projets. Sur cette question, selon cet élu et d'autres participants, toute une ingénierie est développée pour justifier la continuation de l'action humanitaire dans la zone par l'amplification excessive ou une lecture insuffisante de la situation sur le terrain.

D'autres acteurs sont aussi identifiés par les communautés comme contribuant activement ou passivement à la violence de par leurs intérêts économiques. Cette catégorie d'acteurs inclut les transporteurs, acheteurs de produits, autorités administratives, politiques et militaires ou encore les ainés sociaux. Du point de vue de nombreux participants en effet, la volatilité de la situation dans l'ouest et le cycle de violence qui y court sont entretenus par ces acteurs qui en tirent des gains économiques importants. Les uns arguent que dès que ce type de crise survient, les coûts du transport sont démultipliés, l'achat des produits agricoles se fait au rabais, etc.

¹²⁴ Groupe de réflexion avec les jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012.

¹²⁵ Groupe de réflexion hétérogène, Doké, Bloléquin, 07/10/2012.

Pistes de réflexion liées à la faiblesse de l'Etat

De ces réflexions sur la question de la faiblesse de l'Etat, les représentants de l'ouest consultés ont fait ressortir au cours de cette recherche plusieurs points sur lesquels les avis divergent et qui nécessiteraient une attention particulière en vue de résoudre durablement cette question. Ces pistes de réflexion ont été validées et priorisées comme suit par le Groupe de Dialogue Régional (*Bingerville, décembre 2012*):

1. La problématique des Dozos

Bien que sollicités de façon unanime par toutes les communautés il y a quelques années pour appuyer les forces de défense et de sécurité dans leur lutte contre le grand banditisme qui sévissait dans la région, les Dozos sont devenus aujourd'hui une entité controversée. Pour les autochtones, les Dozos sont sources d'insécurité. A contrario, au sein des communautés allophones et allochtones, la présence des Dozos a quelque chose de rassurant. Dans tous les cas, le rôle joué par ces chasseurs traditionnels devenus unité de sécurisation des biens et des personnes semble être proche de celui attribué avant la crise postélectorale aux miliciens présents dans la région.

Comment renforcer la capacité de l'Etat à rassurer toutes les communautés sans exclusion, pour que le sentiment d'un Etat tolérant des forces paramilitaires commettant des exactions sur une partie de la population du fait de son origine ne puisse plus avoir court ? Dans quelle mesure une discussion franche autour du rôle des Dozos peut-elle être engagée ?

2. L'impunité et la perception de l'Etat comme partie prenante

Suite aux nombreuses exactions commises pendant la période de non-droit (2002-2011), l'absence de mesures de poursuite en justice est indéniable et laisse la population avec une mémoire collective troublé. En plus, la population s'accorde sur le fait que l'impunité continue sous l'ordre actuel. La population étant divisée entre les camps du président actuel et précédent, les institutions étatiques sont perçues comme prenant partie contre une frange de la population. Ce sentiment est plus accentué en ce qui concerne les forces de sécurité qui interviennent de manière partielle.

Comment rétablir l'autorité du pouvoir civil (préfecture, etc.) sur le pouvoir militaire (FRCI) et créer un environnement administration-sécuritaire neutre et acceptable pour tout le monde ? Comment améliorer l'appareil judiciaire et pénitentiaire afin de réduire l'impunité rampante ?

Comment 'guérir' la population de la mémoire collective violente du passé ?

3. La dépendance excessive de la population au système humanitaire suite à l'absence des services étatiques de base

Suite à l'absence de nombreux services de base normalement fournis par l'Etat et des destructions massives et répétées, une activité intense des organisations humanitaires nationales et internationales s'est mise en place à travers les années. Cet engagement de la part des acteurs humanitaires est parfois vu comme motivé par des intérêts détournés d'éterniser leur présence ou comme inefficace.

Comment aborder un dialogue avec l'Etat et les organisations humanitaires afin que les services de base puissent être repris à terme par l'Etat ? Comment développer une approche participative dans le développement de programmes humanitaires afin d'augmenter leur impact auprès de la population ?

4. Défiance à l'égard des institutions et le besoin de renforcement de la légitimité de l'Etat

Les représentants de toutes communautés confondues sont d'accord que, étant donné la longue phase de rébellion et de présence de milices supplétives du régime de l'ancien Président, les institutions de l'Etat ont été gravement affaiblies, et ne remplissent aujourd'hui plus leurs fonctions. Cette insuffisance étatique est particulièrement ressentie au niveau de la gestion des conflits fonciers et de la sécurité. En conséquence, l'Etat a perdu toute légitimité devant les habitants de l'ouest et des lieux de pouvoir parallèle se sont constitués.

Quels sont les risques de cette dé-légitimation de l'autorité étatique et coutumière sur la gestion des conflits ? Comment faire évoluer les attitudes, réconcilier les populations de l'ouest avec les institutions dirigeantes ? Comment renforcer les instruments de l'Etat pouvant sécuriser les populations et garantir la libre expression de leurs inquiétudes et points de désaccord mais aussi de leurs besoins et priorités ? Comment créer un cadre législatif et réglementaire permettant de clarifier le statut des communautés en lien avec le foncier ? Comment réduire l'esprit cyclique de vengeance et de représailles de la part des communautés et des entrepreneurs de la violence ? Comment renforcer les capacités des populations à adopter un comportement citoyen vis-à-vis de leurs autorités ?

5. Faiblesse de l'autorité coutumière

Les participants sont unanimes sur le fait que la faiblesse de l'Etat s'observe à une échelle réduite, au niveau des auxiliaires de l'Etat. En effet, suite aux déplacements massifs du fait de

la crise, certaines personnes ont profité de l'absence du chef légitime pour s'ériger et s'établir comme le nouveau chef. Ces pratiques contribuent à entacher l'image de l'autorité coutumière ainsi que sa perception. Par ailleurs, de l'avis des participants, on note une certaine complicité et une partialité de ces autorités dans le règlement de litige malgré le fait qu'elles constituent le premier recours des populations pour le règlement des différends (*selon le rapport d'une étude sur l'accès à la justice des populations des zones de Toulepleu, Taï-Zagné et Tabou, LIDHO en partenariat avec DRC, Septembre 2012*). Les populations ne font plus confiance à leurs chefs coutumiers ; leur autorité est donc bafouée bon gré mal gré.

Comment restaurer la confiance entre les autorités coutumières et les populations dans un tel contexte ? Comment renforcer les capacités des autorités coutumières en ce qui concerne leur rôle d'auxiliaire de l'Etat et le sens des responsabilités vis-à-vis des populations ? Comment aider ces autorités dans la gestion efficace et impartiale des différends ?

CHAPITRE 4 :

LE DÉCLENCHEMENT DE LA CRISE DE 2002 ET LA CRISE POSTÉLECTORALE DE 2011

Episode particulière dans l'exacerbation de la violence à l'échelle de la Côte d'Ivoire, et plus spécifiquement dans l'ouest où ses effets en termes d'exacerbation de la violence dans les rapports sociaux de cohabitation communautaires sont les plus importants, la crise militaro-politique déclenchée en septembre 2002 est du point de vue des participants aux groupes de réflexion une étape particulière dans le délitement du lien social dans l'ouest. L'incidence de cette crise nationale sur la qualité des rapports entre communautés à l'échelle locale est portée par les perceptions rattachées à cette crise militaro-politique, ses liens avec le conflit libérien et son impact sur l'essor de la criminalité.

4.1 Les perceptions locales du déclenchement de la rébellion armée de septembre 2002

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, de nombreux points militaires stratégiques de la capitale économique ivoirienne ont fait l'objet d'attaque par des commandos armés qui se sont trouvés être des militaires ivoiriens en rupture de ban appuyés par de nombreux supplétifs originaires de la sous-région. Il s'est avéré que leurs actions visaient le renversement du régime en place, coupable à leurs yeux d'une mauvaise gestion de la question de l'identité des populations du nord. Ayant échoué à prendre le contrôle de la ville d'Abidjan, siège des institutions, ces « assaillants » se sont repliés dans la partie septentrionale du pays, avec pour base la ville de Bouaké dans le centre du pays. Les localités situées plus au nord sont passées sous leur contrôle presque sans coup férir après que les garnisons de gendarmerie et de police aient été investies, leurs locataires exécutées ou mis en fuite. Plus tard, un front s'est ouvert dans l'ouest qui permettra aux insurgés de prendre le contrôle de la ville de Man. Quelques semaines après, les fronts militaires vont se stabiliser, le pays divisé entre une zone sous contrôle gouvernemental et une autre, dite CNO¹²⁶ sous contrôle de la rébellion. Une ligne de non franchissement placée sous le contrôle de la force française Licorne et l'opération des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire étant instaurée sous la dénomination de 'zone de confiance'.

Pendant que cette nouvelle crise ivoirienne¹²⁷ se jouait sur le terrain militaire, au sein des populations, avec le temps, des perceptions différenciées de la confrontation se sont développées. Elles n'ont pas alors manqué d'alimenter la violence dans l'ouest jusqu'à ce jour selon les participants aux groupes de

¹²⁶ Centre Nord Ouest.

¹²⁷ Dans la longue succession d'événements violents à caractère politico-militaire, le déclenchement de la rébellion intervient après le coup d'état militaire de 1999 et une suite aux événements plus ou moins violents qui ont contribué à crisper les liens au sein du corps social et politique national.

réflexion. De fait, s'il se trouve que les populations ont « *toutes quitté leur lieu de résidence en ville ou au village pour se réfugier en brousse dès que les premiers coups de fusils ont tonné* », il s'est trouvé que par la suite, les uns et les autres ont commencé à avoir leur propre lecture du conflit.

4.1.1 Lectures autochtones de la crise

Pour une partie des populations guérés, la violence dans l'ouest n'est que la reproduction en Côte d'Ivoire des antagonismes violents entre Khran et Gios¹²⁸ du côté libérien. Yacouba et Guéré étant les pendants nationaux de ces deux grands groupes ethniques dont l'opposition a endeuillé le Libéria pendant de longues années. La crise de septembre 2002 a été l'occasion de réveiller de vieux contentieux opposant ces populations. Pour les populations guérés évoquant cet antagonisme comme moteur de la violence dans l'ouest, la question Yacouba versus Guéré est perceptible dans la crise ivoirienne à travers le fait que ce sont les Yacouba à titre principal qui ont attaqué les Guérés, aidés en cela par leurs frères Yacouba du Libéria et de quelques supplétifs malinké ou burkinabè. Le cycle de la violence est donc ininterrompu dans la mesure où l'un ou l'autre des groupes, selon les rapports de force, veut asseoir son hégémonie sur la région.

L'un des participants aux panels à Bloléquin a pris le soin de présenter cette 'lecture guéré' de la crise de 2002 dans les termes qui suivent : « *je vais vous donner une information, il y a eu un problème entre les Guérés et les Yacouba qui préexistait à l'arrivée des étrangers dans la zone. En effet, les Yacouba et les Guérés, depuis le 18^e siècle déjà étaient en guerre pour le contrôle du territoire et cette guerre s'est entraînée au Libéria pour ensuite revenir ici en Côte d'Ivoire. Et c'est ce qu'il nous a été donné de voir aujourd'hui avec la création du MPIGO, branche de la rébellion ivoirienne, dont tous les combattants étaient des Yacouba du Liberia. Même des Guérés du Libéria sont eux aussi venus intervenir dans cette crise, mais du côté de leurs frères de Côte d'Ivoire, soutiens de l'ancien régime. C'est donc bien la guerre entre ces deux groupes qui a quitté la Côte d'Ivoire à l'origine ici pour se transporter là-bas au Libéria pendant la crise qu'à connue ce pays et pendant laquelle les gens se sont bien entraînés ; ils étaient organisés en bandes armées causant là-bas beaucoup de dégâts. Aujourd'hui donc, il y a un problème réel entre Guéré et Yacouba que les gens doivent chercher à taire. Quand on dit il y a un truc, les Yacouba se joignent aux allogènes qui sont ici et puis ils commettent des atrocités. Mais ces allogènes ne savent au fond ce qui est la vraie motivation des Yacouba, ce qui est dans leur cœur. On le dit aujourd'hui pour que ceux qui viennent d'ailleurs le sachent : nos voisins et parents Yacouba ont avec nous un vieux contentieux et c'est pourquoi ils font semblant d'être du côté des allogènes pour régler leurs comptes.* »¹²⁹ Pour corroborer cela, certains participants ont mis en avant le rôle joué par le Général Gueu Michel (un Yacouba), commandant du théâtre des opérations des ex-Forces Nouvelles intégré aux FRCI lors des massacres de Duékoué pendant la crise postélectorale et la composition quasi monocolore Yacouba des FRCI stationnées en ce moment à Bloléquin.

Parfois, dépassant l'antagonisme traditionnel Guéré/Yacouba, la crise de 2002 est regardée par certains

¹²⁸ Pendant la crise au Libéria, l'un des protagonistes, Charles Taylor s'est appuyé sur des Gios recrutés dans le Nimba dans sa guerre contre Samuel Doe et les gens de son ethnie, les Krahn du Grand Dede. Les Gios parlent la même langue que les Yacouba de Côte d'Ivoire et les Krahn s'expriment dans le même dialecte que les Guéré ivoiriens.

¹²⁹ Groupe de réflexion avec les jeunes civils, 01/10/2012.

autochtones comme « *la guerre des étrangers contre les autochtones pour les exterminer et leurs prendre définitivement leurs terres* »¹³⁰. Selon cette vision des choses, l'idée d'une collusion entre

« C'est les dioula qui sont du nord qui ont attaqué la Côte d'Ivoire en 2002. Donc je suis milicien, je suis au quartier Carrefour et si je vois un Dioula, je vois en lui un parent de ceux-là qui ont envoyé la guerre. Celui-là, il faut le tuer. [...] Heureusement pour les Dioula, le président Ouattara a pris le pouvoir. Ils ont donc profité du passage des FRCI pour se mettre dans le lot pour régler leurs comptes. Même ceux qui sont dans les villages, dans la sous-préfecture de Bagoho sont venus à Duékoué. Ce sont des personnes qui sont venues tuer leur tuteur au quartier Carrefour parce qu'ils ont profité de l'occasion. Je vais, je profite je fais ça et puis il ne va plus mettre les pieds au village puisqu'il est mort. C'est vrai que le problème de la terre est là, mais ce problème-là [celui de la vendetta] a beaucoup joué.»

Groupe de réflexion avec les jeunes civiles,
Duékoué, 15/09/2012

4.1.2 Perceptions allogènes /allochtone de la crise : un prétexte à l'expropriation et à l'agression

Pour les allogènes à l'inverse, la constitution de milices ou groupes d'autodéfense guérés appuyés de supplétifs libériens visait, sous prétexte de la freinée de l'avancée rebelle dans la zone, à une militarisation de la région pour 'encadrer l'expropriation des étrangers', les exactions et autres violences sur ces derniers. Un participant autochtone décrit dans les termes qui suivent ce qui est supposé être la lecture que les allogènes ont eu de la crise de 2002 et de ce qui s'est passé plus récemment lors de la crise postélectorale : « *C'est les dioula qui sont du nord qui ont attaqué la Côte d'Ivoire en 2002. Donc je suis milicien, je suis au quartier Carrefour et si je vois un Dioula, je vois en lui un parent de ceux-là qui ont envoyé la guerre. Celui-là, il faut le tuer. Vous voyez ? C'est ce problème qui a longtemps prévalu à Duékoué et a conduit les gens à commettre des atrocités.*

¹³⁰ Groupe de réflexion avec les cadres et élites politiques, Abidjan, 20/10/2012.

Heureusement pour les Dioula, le président Ouattara a pris le pouvoir. Ils ont donc profité du passage des FRCI pour se mettre dans le lot pour régler leurs comptes. Même ceux qui sont dans les villages, dans la sous-préfecture de Bagoho sont venus à Duékoué. Ce sont des personnes qui sont venues tuer leur tuteur au quartier Carrefour parce qu'ils ont profité de l'occasion. Je vais, je profite je fais ça et puis il ne va plus mettre les pieds au village puisqu'il est mort. C'est vrai que le problème de la terre est là, mais ce problème-là [celui de la vendetta] a beaucoup joué.»¹³¹

4.1.3 L'emplacement stratégique de la zone et la circulation accrue d'armes

Comme mentionné plus haut, la crise de septembre 2002 a été mentionnée par de nombreux participants aux groupes de réflexion comme un tournant décisif dans l'exacerbation de la violence dans l'ouest ivoirien. Cet état de fait est selon de nombreux participants, de toutes les communautés mélangées, lié à la position stratégique de la ville de Duékoué dans la progression des forces assaillantes vers le sud. Duékoué est un verrou dans le dispositif militaire par lequel il est possible de rallier Abidjan par la ville de Daloa ou descendre sur le port de San Pedro par Issia. Ces deux localités sont stratégiques dans la mesure où la première est le siège des institutions de la République et, la seconde, le second port du pays. Ainsi, à défaut de la conquête d'Abidjan et de son port, la prise de San Pedro garantissait aux insurgés la possibilité d'avoir un accès maritime pour leur approvisionnement ou l'évacuation des produits exploités pour les Forces du nord et les pays de l'hinterland qui leur sont favorables. En lien avec cela, un dispositif militaire composé des forces de l'armée régulière, connu sous l'appellation de FDS¹³² (Forces de Défense et de Sécurité) fidèles à l'ancien chef de l'Etat et de supplétifs guérés et libériens y a été mis en place. Ce dispositif semble avoir fonctionné dans la mesure où il a permis de freiner la progression des mouvements rebelles venant du nord vers Abidjan.

Un autre point mis en avant par les participants comme moteur de la violence dans l'ouest est le fait qu'avec la forte 'miliciarisation' de la zone, les armes ont beaucoup circulé dans la région. Certaines élites locales ont été indexées comme ayant contribué à l'armement de ces jeunes supplétifs, sous le prétexte de défendre leur région. La présence massive de ces armes dans les mains de personnes qui n'ont d'autre alternative que de s'en servir pour se nourrir est à la base des agressions violentes multiples que l'on dénombre dans la zone. La violence endémique dans la zone, surtout à Duékoué, est donc selon les participants aux panels pour une partie liée à la volonté des rebelles d'en découdre avec ceux qui ont osé les 'affronter' dans leur descente vers Abidjan et pour une autre partie liée aux excès relatifs à la présence de groupes d'autodéfense autochtones dans la localité et ses environs. Entre 2002 et 2010, ces groupes d'autodéfense ou milices, sous le prétexte de la sécurisation de leur localité, se sont rendus « *coupables de nombreuses exactions et atrocités sur les populations étrangères résidant à Duékoué* »¹³³. De la sorte, lorsque les rapports de force se sont inversés suite à la dernière crise de 2011¹³⁴, ces supplétifs et les populations autochtones supposés les soutenir ont été susceptibles d'être agressés dans un effort de la part des FRCI de 'nettoyer' la zone de toute parcelle de résistance. Même les derniers événements du camp de Nahibly en juillet 2012 sont lus comme relevant de cette volonté

¹³¹ Groupe de réflexion avec les jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012.

¹³² Ce sigle a remplacé celui de FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire).

¹³³ Groupe de réflexion avec les jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012.

¹³⁴ Les Forces militaires fidèles à l'ancien chef de l'Etat, M. Laurent Gbagbo, ont abandonné avec leurs supplétifs les positions qu'elles tenaient à Duékoué pour se replier à Abidjan. La localité est donc rapidement passée sous le contrôle des FRCI et de leurs supplétifs dozos.

d'anéantissement de toute résistance autochtone. Le camp en question était soupçonné d'abriter des miliciens, relais dormant pouvant prendre part à une action militaire de déstabilisation menée pour le compte du régime déchu.

4.2 *La crise postélectorale : nouvel épisode dans le cycle de la violence*

Tout comme la crise de septembre 2002, la crise postélectorale de 2010-2011 est considérée comme un autre moment fort dans le cycle de la violence dans l'ouest. De fait, le contentieux électoral né de la revendication de la victoire par les deux candidats en lice pour le second tour des élections présidentielles, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, a ouvert la voie à un ré-embrasement du front militaire entre la fin mars et le début du mois d'avril 2011. Pour certains participants aux panels, cette intrusion du militaire dans le jeu politique, en même temps qu'il a reconfiguré les rapports de force

« Le Dozo appartient à quel ministère ? Avant, c'était des chasseurs d'animaux, aujourd'hui ce sont les hommes qu'ils tuent ».

G. S. R. Leader de mouvement de jeunesse, Duékoué, 17/09/2012.

dans la région, les forces pro-gouvernementales ayant été contraintes de redescendre vers Abidjan et les milices locales défaites ou dans la nature¹³⁵, a été perçue comme une opportunité pour les allochtones de quitter leur situation d'opprimés.

4.2.1 La dialectique bourreau/victime et la question des Dozos

Pour de nombreux participants à la réflexion, la crise postélectorale et la défaite militaire et politique de l'ex-régime aux affaires a permis aux populations non autochtones et celles autochtones non favorables à la LMP de se 'libérer du joug de l'ex-régime' et de ses bras armés locaux. Pour de nombreuses populations guérés non LMP et allochtones ou allochtones, « *la plaie de l'ouest, ce sont les militants de l'ex-LMP de la zone* »¹³⁶ ; ce sont ces derniers qui étaient porteurs de violence sur les communautés qui ne leur étaient pas favorables. Pour les personnes partageant cet avis, les plantations exploitées par les populations étrangères étaient investies de force par des jeunes et certains cadres sans contrepartie sous la dictée des cadres LMP. Cet état de chose était maintenu par la violence, la zone étant sous la coupe réglée de nombreuses milices et de ses chefs locaux écumant la zone. Aucun renversement de situation « *n'aurait été possible sans une victoire militaire sur ces groupes armés* »¹³⁷.

Dans ces conditions, l'arrivée des Dozos¹³⁸, déjà présents par le passé dans la région, a été perçue comme étant salutaire pour les populations étrangères à la région. Bien qu'étant à l'origine une confrérie de chasseurs traditionnels, ce groupe a permis de sécuriser les 'étrangers' et de leur assurer la

¹³⁵ Certains membres de milices se seraient réfugiés dans les brousses environnantes avant de se replier au Libéria ou au Ghana.

¹³⁶ Groupe de réflexion avec les leaders de mouvements politiques, Bloléquin, 02/10/2012.

¹³⁷ Groupe de réflexion avec les chefs coutumiers, Duékoué, 16/09/2012.

¹³⁸ Les Dozos forment une confrérie de chasseurs traditionnels issus du nord de la Côte d'Ivoire et présents dans certains pays sahéliens et même en Sierra Léone. Réputés pour les pouvoirs mystiques qu'ils sont supposés détenir, ces chasseurs traditionnels ont dans les années 90 été associés à la lutte contre la criminalité dans certaines grandes villes du pays. Plus tard, au moment du déclenchement de la rébellion armée, ils sont devenus des supplétifs des Forces Nouvelles combattants le pouvoir d'Abidjan. C'est donc naturellement qu'au moment de la création des FRCI par Alassane Ouattara pendant la crise postélectorale ils se sont joints aux forces combattantes pro-Ouattara pour attaquer les positions des forces fidèles à Laurent Gbagbo.

restitution des biens qu'ils considéraient comme étant les leurs. En effet, pendant le déroulement de la crise de septembre 2002, des jeunes autochtones avaient investi les plantations d'allogènes et d'allochtones en fuite mais la rétrocession de ces plantations, bien que négociée plus tard en 2008, n'est toujours pas effective. Aussi, contre les milices autochtones sécurisant ou participant elles-mêmes à l'exploitation de ces plantations « occupées », les Dozos se sont, avec la crise postélectorale, posés « en redresseur de tort ». De fait, nulle part dans la législation ivoirienne les Dozos ne sont reconnus comme une force de sécurisation. Comme le dit un paneliste « *le Dozo, appartient à quel ministère ? Avant, c'était des chasseurs d'animaux, aujourd'hui ce sont les hommes qu'ils tuent* ».¹³⁹

Les Dozos sont perçus comme s'étant constitués en force paramilitaire mobilisée pour participer à la guerre entre forces pro-Ouattara et pro-Gbagbo et qui, après la crise postélectorale se sont substitués aux gendarmes et aux policiers – désarmés – pour faire des contrôles routiers et prester comme milice privée chargée de sécuriser une partie de la population locale (les allogènes) contre une autre (les autochtones). De la sorte, aujourd'hui la présence ou l'appartenance à ce groupe est un sauf conduit pour les étrangers à la zone comme le confirme un représentant de la communauté allochtone consultée : « *jamais les Dozos ne quitteront la région, c'est l'armée de réserve des étrangers, tant qu'ils seront là les rapports de force sont établis en faveur des allogènes et allochtones.* »¹⁴⁰ Ils jouissent d'une aura auprès des 'étrangers' qui est telle que se faire initier pour un planteur équivaut à la possibilité de se sentir protégé, de passer les barrages de contrôle sans problème, de disposer d'une police parallèle pour sa sécurisation et, pour certains, de compter sur les protections 'mystiques' permettant d'affronter l'adversité d'où qu'elle vienne.¹⁴¹

Sur ce point, certains allogènes et allochtones ne sont pas d'accord et considèrent que ce sont les autochtones eux-mêmes qui à une certaine époque ont demandé aux Dozos de participer à la sécurisation des routes à cause des bandits de grand chemin qui y sévissaient. De ce fait, l'on considère qu'ils ont tort de dire que les Dozos sont venus pour tuer les autochtones.

Aujourd'hui, dans l'ouest, la question de la présence des Dozos est donc diversement appréciée. Pour les populations étrangères (allogènes et allochtones), il s'agit d'une force militaire dissuasive qui les sécurise, les velléités d'en découdre n'ayant pas quitté les autochtones. Pour les autochtones au contraire, les Dozos sont porteurs de violence orientée contre leur communauté.

4.2.2 L'« invasion » étrangère et l'accaparement des terres : l'ouest un Etat CEDEAO ?

Depuis la crise postélectorale, dans la perception d'une majorité d'autochtones, l'ouest est devenue une colonie de peuplement, le « *butin de guerre* » dévolu aux pays de l'hinterland, principalement au Burkina Faso pour son soutien aux tenants de l'actuel régime pendant ces années de lutte politique et militaire pour son accession au pouvoir. Comme le mentionne un participant : « *Peut-être que les étrangers attendaient cette crise [postélectorale] pour envahir Bloléquin. On ne sait pas, peut-être que ça été planifié ailleurs, on ne sait pas, mais quand il [le Burkina Bé] arrive là, il a déjà un tuteur qui est là et celui-là est connu ici ; il ne s'adresse pas au chef de village, il entre en brousse. Je vais à CIB il*

¹³⁹ G. S. R. Leader de mouvement de jeunesse proche d'un parti de la coalition RHDP, Duékoué 17/09/2012.

¹⁴⁰ Groupe de réflexion avec les jeunes civils, Duékoué, 15/09/2012.

¹⁴¹ Cette idée est empruntée à un jeune chef baoulé présent au groupe de réflexion consacré aux chefs coutumiers à Duékoué, 16/09/2012. Lui-même affirme s'être fait initié pour bénéficier de ces pouvoirs mystiques et de la faciliter de voyager sans subir de tracasserie que confère le statut de Dozos.

« *Nous [autorités coutumières burkinabé] n'avons aucune prise sur ces personnes [néo-immigrants]. Ces dernières ne reconnaissent même pas notre autorité. Elles ont de l'argent ou des armes et font ce qu'elles veulent dans la région.* »

Entretien avec le chef de la communauté burkinabè de Guiglo

y a une forêt là je rentre je la défriche. Mais les Guérés sont responsables parce qu'ils vendent la terre. »¹⁴² Cette invasion de leur région est de leur point de vue 'encadrée' par les étrangers et soutenue par la violence physique et la pression psychologique sur les autochtones. L'ouest serait devenu un 'Etat CEDEAO'. Pour certains allogènes, ce « *colonat n'est pas le fait des anciens migrants présents dans la zone* » mais plutôt le fait d'une nouvelle catégorie de migrants avec lesquels ils partagent certes la même nationalité mais pas les mêmes valeurs pour ce qui est de la cohabitation pacifique avec les autochtones. Ils ne se reconnaissent donc pas dans cette intrusion violente de ces derniers dans le milieu. Pour ces allogènes, même la violence cyclique constatée est le fait de ces néo migrants étrangers à la zone.

Comme le dit l'un des Naba de la communauté burkinabè rencontré à Guiglo (ces propos confirment ceux de celui de la communauté burkinabè de Duékoué), les autorités coutumières défendant les intérêts des Burkinabè dans la région « *nous n'avons aucune prise sur ces personnes. Ces dernières ne reconnaissent même pas notre autorité. Elles ont de l'argent ou des armes et font ce qu'elles veulent dans la région.* »¹⁴³ Même les autochtones distinguent bien ces néo-migrants de leurs voisins allogènes habituels. Comme le dit un jeune autochtone à Guiglo « *il y a eu une déportation après la crise. C'est les nouveaux allogènes-là qui créent ces problèmes aujourd'hui. Ce sont ces personnes qui se sont armés en brousse et qui commettent les gaffes ; ils empêchent même les autochtones d'accéder à leur forêt. Ce sont eux qui, dès qu'il y a une petite crise et que les Guéré font un faux pas, viennent commettre des massacres. Ce sont ces personnes qui ont occasionné des massacres à Duékoué, au quartier Carrefour, au camp de déplacés internes de Nahibly.* »¹⁴⁴

4.2.3 Déplacement de populations, recomposition politique et la problématique du retour des déplacés

En même temps qu'a cours l'arrivée massive¹⁴⁵ des migrants, la crise a jeté sur les routes de nombreuses populations autochtones. Vivant dans des camps à l'étranger (au Libéria) ou en Côte d'Ivoire, le déplacement de ces populations semble avoir reconfiguré les équilibres démographiques dans la région. Dans la zone de Bloléquin dont la proximité avec le Libéria a conduit de nombreuses populations à s'y réfugier, les cartes politiques ont été redistribuées dans la localité. Aux dernières

¹⁴² Groupe de réflexion hétérogène, Bloléquin, 06/10/2012.

¹⁴³ Entretien avec le chef de la communauté burkinabè de Guiglo.

¹⁴⁴ Groupe de réflexion hétérogène, Guiglo, 02/10/2012.

¹⁴⁵ Aucune donnée officielle n'existe pour quantifier ce phénomène. Mais du point de vue des populations locales, le constat est que cette arrivée massive est réelle. Certaines populations parlent même de convois entiers de bus de 70 places au moins qui toutes les semaines arrivent dans la région.

élections locales (législatives du 11 décembre 2011), profitant de cette absence massive des autochtones, cet ex-bastion de la LMP (qui y a réalisé lors du second tour des présidentielles un score de l'ordre de 80 à 90%), le PDCI a réussi à positionner deux élus.¹⁴⁶ Dans ces conditions, du point de vue de certaines populations autochtones et allophones, certaines élites politiques désormais aux affaires ne semblent pas pressées de voir leurs parents revenir, d'autres échéances électorales (municipales et régionales) étant prévues fin 2012. Avec des taux de participation faibles¹⁴⁷, ces nouveaux élus ont réussi à obtenir des postes électifs du seul fait « de l'absence de leurs frères autochtones du territoire »¹⁴⁸. Il y a donc au niveau de ces élus une duplicité dans le retour de ces déplacés. « *Dans le discours, ils parlent de retour de ces déplacés* » mais dans la pratique, « *ils ne font rien dans ce sens* » bien au contraire, ils « *boycottent* » toute action visant au retour des déplacés.¹⁴⁹

De ce point de vue, l'impact majeur de cette recomposition politique reste la question de l'acceptation du pluralisme politique et l'expression plurielle des sensibilités. En effet, comme mentionné par certains participants proches de l'actuel régime au pouvoir et anciennement dans l'opposition du temps de la gouvernance LMP, la violence dans l'ouest et surtout dans une localité comme Bloléquin tire l'une de ces sources du refus de la contradiction politique. Pendant dix ans, les populations proches du PDCI ou du RDR, alors dans l'opposition, ont eu le sentiment de n'avoir pas voix au chapitre dans la discussion des enjeux politiques et sociaux de leur localité. Des jeunes étaient mobilisés par l'ex-parti au pouvoir pour perturber les meetings de l'opposition et, comme mentionné plus haut, certains leaders de cette opposition étaient même interdits d'activité politique dans leur région. Le bastion de la LMP devait le rester. Avec la recomposition politique à l'œuvre, la question de l'inversion de la tendance se pose. Le musellement de l'opposition jadis dénoncé semble refaire surface. Beaucoup de leaders proches de l'ancien régime disent ne plus avoir, à leur tour, voix au chapitre. Comme l'a mentionné un leader de la jeunesse LMP lors du groupe de réflexion avec les partis politiques à Bloléquin, « *les partisans du régime actuel semblent reconduire les autres qu'ils dénonçaient jadis aux tenants du régime FPI de leur région : refus de la contradiction, intimidations diverses pour conserver le bastion.* »¹⁵⁰ S'il est vrai, comme l'ont reconnus certains participants mêmes proches de l'opposition actuelle, que depuis peu, la présence des ex-LMP est tolérée, la situation n'a pas toujours été l'acceptation de l'autre. Soit les sympathisants de l'opposition étaient dénoncés aux FRCI quand ils réapparaissaient dans la ville, soit ils étaient obligés par de l'intimidation psychologique de demeurer dans les camps de déplacés au Libéria.

Sur cette question particulière du maintien des déplacés dans les camps au Libéria, beaucoup de réfugiés et rapatriés rencontrés évoquent les menaces qui planent sur les réfugiés désireux de rentrer en Côte d'Ivoire. Plusieurs cas de figures sont présentés. Des pratiques à grande échelle de vente illicite de terre par un réseau d'individus alimentent des rumeurs relatives à l'insécurité, dans l'objectif de

¹⁴⁶ Selon les données officielles de la CEI, la circonscription électorale de Bloléquin compte 18511 électeurs (CEI, 2011. élection des députés à l'Assemblée Nationale - scrutin du 11 décembre 2011 | statistiques par circonscription électorale page 7/33), seuls 6455 électeurs ont voté, la liste élue ayant obtenu 4361 pour un taux de participation de 34%.

¹⁴⁷ Apnée plus de 30% de participation, (Source CEI)

¹⁴⁸ Groupe de réflexion avec les mouvements de jeunesse de groupements politiques, Bloléquin, 02/10/2012.

¹⁴⁹ Groupe de réflexion avec les responsables de groupements politiques et membres de la société civile, Bloléquin, 04/10/2012.

¹⁵⁰ Propos d'un représentant de la jeunesse LMP lors du groupe de réflexion avec les responsables de mouvements politiques et membres de la société civile, Bloléquin, 04/10/2012.

découager toute tentative de retour des propriétaires terriens réfugiés au Libéria ou ailleurs. Ainsi, certaines personnes ont noté qu'il arrive que certains réfugiés retournent dans la région pour vendre des portions de forêts de leurs parents déplacés et retournent dans les camps dirent à ces derniers que leur nom figure sur des listes et qu'ils ne doivent pas envisager de retour en Côte d'Ivoire avant longtemps. Soit, les humanitaires libériens et parfois même certaines communautés villageoises riveraines des camps sont accusés de leur mettre la pression pour qu'ils n'envisagent pas leur retour. Pour ces humanitaires et communautés villageoises, la présence des camps au Libéria serait une opportunité économique. Aussi, le retour de ces réfugiés dans leur pays d'origine leur ferait perdre des opportunités d'emploi pour les uns ou d'assistance humanitaire pour les autres. Ainsi, à grand renfort de menace à peine voilée ou rumeurs distillées¹⁵¹ au sein des camps, certains réfugiés disent être dissuadés de quitter les camps, certains rapatriés consultés expliquant d'ailleurs que ceux qui s'entêtent à vouloir revenir peuvent être dépossédés de leur carte de réfugié qui leur donnait droit à l'assistance. Certains témoignages attestent aussi du fait que certaines personnes seraient rattrapées pour être violement ramenées au camp. Comme l'ont mentionnés certains rapatriés¹⁵², les plus décidés à rentrer doivent le faire de nuit à l'insu de tous.

¹⁵¹ On ferait croire aux déplacés que des attaques vraies ou fausses seraient en préparation à partir du Libéria pour déstabiliser le régime en place et le contraindre à céder la place à l'ex-LMP.

¹⁵² Groupe de réflexion avec des déplacés retournés, Bloléquin, 26/11/2012.

Pistes de réflexion liées aux crises cycliques

De ces réflexions sur les crises cycliques, les représentants de l'ouest consultés ont fait ressortir au cours de cette recherche plusieurs points sur lesquels les avis divergent et qui nécessiteraient une attention particulière en vue de prévenir un nouveau cycle de violence.

Ces pistes de réflexion ont été validées et priorisées comme suit par le Groupe de Dialogue Régional (*Bingerville, décembre 2012*):

1. Dynamiques transfrontalières et régionales

Les dynamiques transfrontalières avec le Libéria se situent à deux niveaux. D'une part sécuritaire, elle est liée à la possibilité que des groupes armés proches de l'un ou l'autre groupe ethnique (Khran/Guéré et Gio/Yacouba) soient mobilisés à un moment ou à un autre pour déstabiliser la région. Pour l'heure, du côté libérien, ce sont plutôt des groupes de jeunes proches de l'ancien régime ivoirien et présentés comme étant des Khrans et des Guérés que les autorités d'Abidjan soupçonnent d'être à la base d'attaques contre les positions de l'armée ivoirienne. D'autre part, la dynamique transfrontalière est portée par les mouvements de réfugiés dans les deux sens. Ce mouvement entamé avec la crise libérienne s'est développé depuis lors. Aux réfugiés libériens affluent dans l'ouest de la Côte d'Ivoire ont succédé des réfugiés originaires de la Côte d'Ivoire cherchant refuge dans l'est du Libéria. Une grande partie de la population autochtone qui a fui la Côte d'Ivoire pendant la dernière crise reste encore aujourd'hui hésitante à revenir pour des raisons variées, y compris des intimidations. Cette 'absence' d'une partie de la population risque de créer des nouveaux germes de violence et empêche les communautés de rétablir les conditions d'un vivre ensemble fait de paix. L'autre dynamique régionale soulevée lors de séances de réflexion est l'immigration 'encadrée' d'une nouvelle génération d'arrivées de la région CEDEAO. Non seulement, cette nouvelle vague d'immigration est difficile à gérer pour la population accueillante, mais elle présente aussi de nouveaux défis intercommunautaires, et même intra-communautaires avec les immigrants de vagues antérieures.

Quels mécanismes peuvent être mis en place pour prévenir la récurrence de violence aux frontières et rendre la situation ivoirienne plus résiliente aux instabilités au Libéria?

Comment engager un dialogue structuré autour de la question du retour des réfugiés/ déplacés internes, leur réintégration dans la société et la rétrocession des biens ? Comment restaurer la confiance entre les communautés et établir les conditions du vivre ensemble ? Comment établir un dialogue avec les 'néo-immigrants' afin de les intégrer de manière plus efficace dans la société de l'ouest ? Comment contrôler l'afflux massif d'immigrants dans une région où les conflits sont déjà bien installés et les capacités de les gérer sont limitées ?

2. Gestion de la victoire et de la défaite

Un des thèmes saillants de ce chapitre est la vengeance et la volonté d'épuration de l'autre

pendant cette décennie de crises avec la difficulté pour les communautés d'accepter le retour à la politique suite aux élections. Le changement de pouvoir au niveau central – ou son éventualité – est en tant que tel une raison pour la constitution de milices à l'ouest. Ce phénomène semble être basé sur la peur d'être tué par l'autre, mais aussi sur la volonté de se venger lorsque l'opportunité se présentera.

Comment assurer à la population entière la voix au chapitre dans la discussion des enjeux politiques et sociaux de leur localité indépendamment de la situation politique nationale ? Comment éviter les effets pervers liés aux changements politiques et de rapports de forces et ainsi créer les conditions d'un apaisement du sentiment de 'vengeance' latent et d'une alternance politique pacifique ?

3. La question des forces de sécurité et du monopole de la violence

Une des conséquences majeures d'une décennie de crises et de violence armée est la circulation non-contrôlée d'armes dans les mains de la population civile et des anciens supplétifs et rebelles, qui a amené à une criminalité accrue à l'ouest. Liée à cette réalité est la perte de fait par l'Etat du monopole de la violence légitime, ce qui rend les forces de sécurité inefficaces. Ce phénomène est particulièrement mis en exergue par l'apparition des *Dozos* comme 'force de sécurité' non-étatique qui coexistent en parallèle avec les FRCI et la police et qui sont perçus comme protégeant les communautés non-autochtones contre les autochtones.

Quelles sont les stratégies à mettre en œuvre pour amener l'ensemble des communautés derrière l'action de désarmement des populations armées ? Quels sont les besoins et les priorités que les potentiels partenaires au désarmement devraient intégrer dans leurs programmes pour rassurer et répondre aux attentes des populations en termes de sécurité et développement ? Comment créer des opportunités économiques aux jeunes détenteurs d'armes ?

Comment rétablir le monopole de la violence étatique légitime et faire en sorte que les forces de sécurité agissent de manière neutre et indépendamment de l'appartenance ethnique des habitants ? Comment rétablir une situation sécuritaire égalitaire pour tous les habitants de l'ouest ?

4. Lectures différencierées des crises et travail de mémoire

En lien avec la victimisation très forte dans les différentes communautés en présence, chaque entité a sa propre lecture de l'histoire récente de la région et de la crise qu'elle a vécue. Les faits et événements qui ont émaillé les crises ne font pas l'objet d'une même interprétation par les acteurs, et ce en fonction de leur origine. Qu'il s'agisse des autochtones ou des allochtones ou même des allochtones, les crises sont diversement interprétées. Chaque camp semble avoir une mémoire sélective des événements, chacun restituant les faits en ne prenant en compte que la dimension qui met le plus en lumière son statut de victime.

Dans ce contexte, la question qui se pose est bien celle de savoir comment engager la population dans un travail de mémoire et de lecture commune de leur histoire si tant est-il que ces populations, au-delà de leur diversité et de leurs oppositions et contradictions acceptent le principe qu'elles forment toutes une communauté de vie et de destin ?

5. Désarmement des milices et démobilisation des Dozos

Une des préoccupations mise en exergue en rapport avec les crises cycliques est la circulation d'armes dans la région. En effet, les populations dénoncent que les distributions d'armes aux milices étaient pratique courante quel que soit le camp et que beaucoup de ces armes sont encore entre les mains de ces personnes aujourd'hui. Il en est de même pour les Dozos qui se sont « érigés » en force armée de faite sous le nouveau régime. Par ailleurs, les populations rencontrées parlent également d'un nouveau groupe de Dozos, des planteurs armés, qui sévissent en toute impunité dans les champs et forêts de l'ouest. Tout cela contribue à entretenir la psychose chez les populations qui développent des sentiments d'impuissance, d'insécurité et de suspicion.

Il se pose de ce fait la question de savoir comment engager le désarmement de ces forces parallèles dans cette ambiance délétère ? Quelles stratégies adoptées pour la réussite du désarmement des milices ? De même, comment arriver à démobiliser les Dozos qui se perçoivent aujourd'hui comme une force incontournable pour apaiser la situation sécuritaire en tenant compte de la complexité de la situation, surtout de la particularité de la région ?

6. Renforcement des capacités des FRCI

Certains éléments des FRCI n'ayant pas appris le métier des armes, c'est dans le feu de l'action que des volontaires se sont ralliés. Par conséquent, certains parmi eux continuent aujourd'hui encore à se servir de leurs armes pour intimider, se venger et se livrer à des exactions de tous ordres, foulant au pied les normes et règles élémentaires qui régissent ce corps. Ils sont ainsi perçus comme une force illégitime aux yeux d'une frange de la population, notamment les autochtones qui estiment qu'il s'agit d'une armée mise en place pour les réprimer.

Quelles stratégies mettre en œuvre pour renforcer les capacités des FRCI sur le rôle régaliens d'une armée et sa mission dans un pays ? Comment rétablir la confiance de toutes les populations dans leur armée en partant des sentiments et ressentiments développés de part et d'autre ?

7. Gestion de la rumeur

Dans une situation délétère, il va de soi que la rumeur constitue l'arme la mieux utilisée et partagée pour discréditer au maximum l'adversaire. Dans la situation de l'ouest ivoirien, la rumeur est identifiée comme faisant partie du quotidien des populations dans ce contexte de fort

clivage. La rumeur va être utilisée pour alimenter les stéréotypes et clichés ; toute chose qui est de nature à fragiliser le tissu social, mettant en péril la cohésion sociale et la cohabitation communautaire pacifique. Les rumeurs constituent un prétexte pour s'en prendre à l'autre, pour attaquer l'autre communauté. En somme, la rumeur est à la société ce que l'asticot est pour un fruit mûr, d'où l'urgence de la maîtrise, de la gérer, à défaut de l'éradiquer définitivement.

Comment développer un esprit critique et de vérification parmi les populations et des moyens de communication efficaces pour empêcher la propagation de rumeurs ? Le renforcement des capacités des populations ne contribuerait-il pas à cette gestion efficiente dans ce contexte d'intoxication et de désinformation chronique ? Comment faire en sorte que l'ouest ne s'embrase plus sous le saut de la rumeur qui a décimé des villages entiers et des vies entières ?

CHAPITRE 5 :

L'AUTO-VICTIMISATION AU CŒUR DU DÉFI À LA PAIX DURABLE

La rhétorique victimaire ou, plus spécifiquement, l'auto-victimisation imprègne fortement le diagnostic fait de la violence dans l'ouest de la Côte d'Ivoire par la majorité des participants à nos groupes de réflexion. C'est pourquoi l'un des moments clé du Groupe de Dialogue Régional initié à Bingerville a été la prise de conscience de cette auto-victimisation et du besoin de la déconstruire pour engager les uns et les autres dans une dynamique de dialogue plus constructive. Les discussions de la première journée ont très clairement confirmé la présence de clivages profonds, agrémentés par une auto-victimisation fortement ancrée dans le discours de toutes les communautés en présence. Il a été constaté que sur tous les points identifiés comme alimentant la violence, chacun estime être victime, ce qui constitue le premier élément de tension et justifierait dans une certaine mesure une riposte violente.

En effet, tous les explications perçues du délitement des rapports de cohabitation communautaire et du cycle ininterrompu de la violence semblent portées en toile de fonds ce sentiment qui habite chacune des communautés. Tout le long de la recherche, les populations allogènes, allochtones ou autochtones n'ont eu de cesse, chacune selon leurs perspectives, de mettre en avant que ce sont principalement leurs communautés d'origine qui ont été ou sont les victimes, le tort étant imputé aux autres. Dans ces conditions, les possibilités de rapprochement des communautés de l'ouest restent fortement suspendues à la possibilité de déconstruire ce sentiment largement répandu que sa propre communauté est la seule et unique victime, et que les autres sont « les bourreaux ». Il y a donc une espèce de déni de la responsabilité de sa propre communauté dans le cycle de violence, chacune des communautés en présence estimant, plus que toutes les autres être la victime.

De plus, il apparaît que ce sentiment d'auto-victimisation concerne non seulement la violence réelle ou supposée que les communautés soutiennent avoir subie mais il irradie aussi tous les autres facteurs énoncés supra : les sentiments d'inégalité face à la jouissance des fruits du labeur de la terre, l'instrumentalisation politique des ethnies, les injustices perçues portées par la faiblesse de l'Etat et la violence communautaire inhérente aux différentes crises.

5.1. Victimization en lien avec la question foncière

Comme mentionné dans le chapitre consacré à l'analyse de la question foncière et à ses liens avec la violence dans l'ouest, il semble que ce soit moins la compétition mal régulée autour d'une ressource foncière devenue rare que le sentiment d'inégalité et d'injustice partagé par les communautés dans la jouissance des fruits du travail de la terre qui nourrit le plus la conflictualité dans l'ouest. En effet, selon les communautés en présence, ce sentiment d'inégalité ou d'injustice est construit par la mobilisation de justifications sociales diversifiées mais traversées par le même sentiment que les uns et les autres ont d'être les « seules » victimes.

Ainsi, au sein des communautés autochtones, le discours est fortement marqué par le sentiment « *d'être victimes de leur hospitalité, de leur générosité* ». En effet, pour de nombreux autochtones, sans autre arrière-pensée que le souci d'ouvrir leur terroir à des personnes non natives pour une meilleure mixité sociale source de richesse, il ont « *pendant de longues années accueilli des étrangers dont ils ont, sans pression d'aucune sorte, promu la sédentarisation en leur offrant pour presque rien des terres à cultiver.* »¹⁵³ Ces étrangers, aujourd'hui devenus riches, sont considérés par les autochtones comme une menace à laquelle, l'on demande un minimum de solidarité et d'équité comme cela se faisait par le passé entre les premiers migrants et leurs hôtes ; un phénomène perçu comme participant de velléités d'expropriation. Aussi, pour les autochtones, les étrangers se sont liés contre eux pour les « *exterminer du terroir et jouir seuls des fruits de la terre qu'ils leur ont cédées* ». Dans ces conditions, les autochtones dénoncent le fait d'être les victimes d'un génocide programmé.

Du point de vue des allogènes et des allochtones, leur réussite sociale et économique semble être mal vécue par leurs hôtes qui, contrairement à eux refusent de travailler la terre mais veulent jouir sans coup férir du fruit d'un labeur auquel ils ne veulent se consacrer. La violence contre les étrangers étant perçue par ces derniers comme le moyen trouvé par les autochtones pour les exproprier. Du coup, les populations allogènes et allochtones se présentent donc comme les seules victimes, un facteur accentué à leurs yeux par le discours politique des élites autochtones qui galvanise leur communauté dans cette action contre les étrangers.

5.2. Rhétorique victimale portée par l'instrumentalisation politique des ethnies

Pour une grande majorité de personnes rencontrées au cours de la recherche, le jeu politique est construit dans l'ouest sur une opposition systématique des communautés en présence. En effet, le diagnostic fait de la violence met en évidence le fait que les ethnies sont fortement instrumentalisées par les entrepreneurs politiques locaux. Ces derniers, pour se faire élire, travaillent à faire comprendre à leurs congénères que la victoire de leur adversaire politique, généralement issu de la communauté opposée constitue un risque pour la survie économique ou sociale de leur communauté dans la mesure

¹⁵³ Groupe de réflexion avec les cadres et élites, Abidjan, 29/09/12.

où les uns n'ont d'autre projet que d'exproprier les autres.

Ainsi, le discours soutenu par les autochtones est que la victoire d'un allochton ou allogène équivaut à l'envahissement du terroir par les étrangers alors qu'à contrario, la victoire d'un autochtone proche de l'ex-LMP équivaudra à une chasse aux étrangers ou leur spoliation. Il en est de même pour le discours soutenu par les représentants politiques d'origine étrangère qui prennent l'exemple de l'accession au pouvoir du Front Populaire Ivoirien et l'élection massive de ses cadres dans la région qui a été suivi par l'occupation des plantations d'allochtones ou d'allogènes par des autochtones.

5.3. Faiblesse de l'Etat : l'Etat, un régime protecteur des uns contre les autres ?

Pendant les presque dix années de crise militaro-politique, l'Etat de Côte d'Ivoire a été à la peine pour asseoir son autorité dans l'ouest. De façon spécifique au niveau de la sécurisation des biens et des personnes, aux côtés des forces régulières de défense et de sécurité, des groupes dits d'autodéfense ont vu le jour dont les membres et certains chefs ne manquaient pas de fragiliser l'autorité des représentants légaux de l'Etat. Face à cette situation, au sein de larges franges de la population, le sentiment s'est largement répandu que l'Etat, ou du moins le régime politique qui l'incarnait, travaillait pour les uns contre les autres. De fait, confronté à une rébellion armée, le pouvoir FPI issu des élections de 2000 n'a eu d'autre alternative que de s'attacher les services de groupes de milices qui dans l'ouest ont commis de nombreuses exactions contre les populations allogènes et allochtones, ces dernières étant perçues comme des soutiens de la rébellion armée.

Aussi, le sentiment d'être les victimes de l'action de ces régimes s'est construit au point où la crise postélectorale et la défaite militaire des milices locales ont été vécues pour certains « étrangers » comme une libération et une inversion de statut : « les bourreaux d'hier devant payer pour les crimes commis ». Ainsi, tout comme les allogènes et allochtones se sont considérés comme victimes, les autochtones ont eux aussi fini par construire le même discours, se présentant aujourd'hui comme victime de supplétifs dozos de l'armée nouvelle (les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire) mise en place par les nouveaux tenants du pouvoir après la crise postélectorale de 2011.

5.4. Les crises successives comme ferment de l'auto-victimisation

Le déclenchement de la rébellion armée en 2002 et la crise post élections présidentielles de 2011 sont deux moments clés de la longue crise sociopolitique que traverse la Côte d'Ivoire depuis bientôt une décennie pendant laquelle le sentiment de victimisation a été le plus fortement exprimé.

En 2002, lorsqu'éclatait la rébellion armée, le discours victimaire était construit en fonction que les communautés se sentaient proches du régime en place ou de la rébellion armée. De fait, dans l'ouest, les populations autochtones proches de l'ancien régime estimaient être la cible d'exactions lors de la progression des mouvements rebelles. Ainsi, sous prétexte de faire barrage à l'invasion et au pillage de leur terroir ainsi qu'à l'extermination de leurs parents par des bandes coalisées de ressortissants libériens, de ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire ou de pays de l'hinterland, ces derniers, avec l'appui de certaines élites locales, vont créer des groupes de milices qui auront les allogènes et allochtones dans leur ligne de mire.

En 2011, le schéma inverse va se mettre en place. C'est plutôt « l'étranger au terroir » jadis victime qui passera pour l'auteur d'un crime. Dans leur progression vers Abidjan, les ex-rebelles soutenant Alassane Ouattara, candidat déclaré vainqueur des élections présidentielles à qui Laurent Gbagbo a refusé de céder le fauteuil présidentiel, ont été accusés par les populations autochtones d'avoir commis des exactions contre leur population à Duékoué¹⁵⁴.

¹⁵⁴ Ce sujet a été débattu à de nombreuses reprises lors des groupes de réflexion et confirmé lors de la séance de restitution en présence de toutes les parties prenantes à Duékoué, 23/11/12.

CONCLUSION

Au terme de la recherche participative sur les dynamiques et capacités de gestion des conflits dans les régions du Cavally et du Guémon à l'ouest de la Côte d'Ivoire ayant engagé **plus de 300 représentants des différentes communautés en présence**, le diagnostic des causes de la violence cyclique et les défis que ce dernier relève laisse apparaître un certain nombre d'observations qui peuvent guider la voie à suivre pour aborder ces défis et rétablir les conditions d'une paix durable dans la région.

Fort est de constater que les consultations menées au cours de cette recherche ont très régulièrement été **marquées par des interventions, faits, positions et vérités antagonistes exprimées dans un climat relativement tendu et de suspicion**, par et entre les représentants des différentes communautés, y compris les cadres et élus locaux. C'est pourquoi, sur la base de la méthodologie de Recherche Action Participative d'Interpeace et de son expérience, considérant que ces consultations ont constitué pour la majorité d'entre eux la toute première occasion de se rencontrer dans un cadre sécurisé et neutre pour discuter de leurs préoccupations, il était essentiel d'encourager et de respecter ce temps d'écoute et de dialogue ouvert et libre dont les participants ont fait la demande et l'usage de manière répétée, prononcée et inconditionnelle. Seulement après ce temps de partage tendu mais véritable, et l'apaisement du climat de suspicion et de méfiance, était-il possible d'engager un débat constructif sur le diagnostic fait de la violence cyclique.

A. Diagnostic des facteurs de division et de violence dans la région du Guémon et du Cavally (voir annexe I)

En ce qui concerne les dynamiques de conflits identifiées par les parties prenantes consultées –

La matrice en annexe récapitule les **dynamiques de conflits** dans la région du Cavally et Guémon à l'ouest de la Côte d'Ivoire telles que perçues, vécues et exprimées par les personnes de toutes les couches de la société rencontrées.

La première observation est que le **foncier**, souvent mentionné en tant que cause principale de la violence à l'ouest du pays, **ne constitue pas aux yeux des participants l'unique source de violence, mais plutôt la pointe visible et facilement identifiable de l'iceberg**. Cette dernière consiste en un enchevêtrement complexe de ressentiments socio-économiques, de pratiques et valeurs culturelles, de faits historiques intercommunautaires, mais aussi intergénérationnels et de manipulation socio-

politique. Il suit de ce constat que pour aborder le problème de la violence à l'ouest, il est nécessaire de considérer ce contexte sous toutes ses facettes et chercher des solutions à plusieurs niveaux. En même temps, il est évident que tous les sujets ne peuvent être abordés simultanément, ce qui amène au défi du choix de sujet à traiter en priorité. Suivant la méthodologie de la recherche participative, il revient aux acteurs les plus affectés par la violence de faire ce choix, raison pour laquelle les représentants des communautés rencontrés ont été invités à identifier les sujets les plus saillants et appropriés à être traités afin de commencer le travail de fonds indispensable au dépassement des causes profondes de la violence et au rétablissement du tissu social.

Par conséquent, les facteurs de division et de conflits sont **organisés selon la portée, l'importance et l'urgence quant à leur dépassement et règlement effectifs et durables mise en évidence par les participants aux consultations**. Cette hiérarchisation a été effectuée au cours de chaque séance de restitution (une dans chaque chef-lieu) et confirmée par vote à bulletin secret lors du Groupe de Dialogue Régional à Bingerville.

Les consultations participatives et inclusives conduites ont mis en lumière **un point majeur fortement accentué, à savoir l'auto-victimisation par toutes les parties prenantes de la région**. Cet élément a été identifié communément par tous les participants comme devant être adressé **en priorité, si non en amont, en parallèle, à toute initiative visant à régler durablement et efficacement les problèmes fonciers, de l'instrumentalisation de l'ethnie, de la faiblesse de l'Etat ou encore de l'impact des crises**.

En ce qui concerne les domaines d'appui identifiés par les parties prenantes consultées –

Chacun des facteurs de division et de conflits identifiés présentent en leur sein plusieurs points qui nécessiteraient une attention particulière en vue de développer des approches ancrées dans les réalités, attentes et besoins locaux pour aborder les questions soulevées¹⁵⁵. Ainsi, cette matrice met aussi en évidence les **domaines d'appui** dont ont pu faire état les participants pour dépasser les facteurs de divisions et de conflits identifiés. En effet, alors que les participants discutaient le diagnostic de la violence dans leur région, de nombreuses ébauches de solutions ont émergé. Il est important de souligner cependant qu'il ne s'agit ici que de pistes de solution nécessitant un travail plus en profondeur avec les parties prenantes quant à leur contenu exact, condition sine qua non pour une réelle appropriation et donc l'efficacité et la durabilité de ces dernières. En effet, il est bon de reconnaître, et l'expérience d'Interpeace en témoigne bien, que la consolidation de la paix est un processus nécessitant des changements profonds et sur le long terme. Parce que la violence et la coercition sont ancrées dans des dynamiques historiques longues qui pénètrent la vie sociale et politique de la région, il est important de garder en mémoire que **les processus visant à dépasser les défis en présence vont prendre du temps et ne peuvent pas être accomplis par le biais de 'solutions rapides ou miracles'**. Aussi, dans un effort de guider et conseiller les différentes initiatives conduites par des acteurs externes intervenant dans la zone, les participants au Groupe de Dialogue Régional¹⁵⁶ ont voté par consensus l'ordre de priorité qui à leurs yeux devraient être pris en considération dans les actions et initiatives visant à dépasser ces facteurs de division et de violence. Une hiérarchisation mise en évidence par la numérotation des domaines d'appui listés ci-dessous.

¹⁵⁵ Voir les tableaux récapitulatifs à la fin de chaque chapitre.

¹⁵⁶ 12 et 13 décembre 2012 à Bingerville.

En ce qui concerne les acteurs clés des conflits –

L'ancrage de la rhétorique victimaire est si profond, présent et complexe qu'il rend la **cartographie des acteurs clés des divisions et du conflit si non difficile, maladroit voir inadéquate**. En effet, quel que soit le conflit, il apparaît impossible pour les communautés en présence de s'accorder sur le rôle joué par chaque partie prenante, chacune se présentant comme étant la seule victime. De l'analyse faite de la violence et des conflits par les communautés **le responsable reste l'autre**. L'acte posé par soi-même ne l'est donc qu'en réaction à celui de l'autre. La violence propre à soi est légitime, à la différence de celle de l'autre qui est provocatrice. La cause initiale du conflit reste donc forcément l'acte fondateur de la conflictualité dont on attribue la responsabilité à l'autre. C'est toujours l'altérité qui est mise en cause. Dans un tel contexte, il serait donc maladroit d'essayer de catégoriser les acteurs clés, leur rôle, responsabilité et leurs liens entre eux restant controversés et nécessitant un travail en profondeur visant à restaurer la confiance. Par exemple, tous les conflits et le diagnostic fait des causes de la violence autour de la question foncière établissent, du point de vue des communautés consultées dans le cadre de cette recherche, que le responsable de la violence est tout à la fois l'Etat qui ne joue plus son rôle d'arbitre mais qui est devenu partie prenante dans les transactions foncières, les jeunes autochtones qui contestent violemment les cessions foncières de leurs ainés, les ainés sociaux autochtones comme allogènes qui n'ont plus de prise sur les cadets. Du point de vue allogène et allochtone, les ainés sociaux autochtones se sont engagés comme tout le monde dans la course au numéraire ou, du fait de leur faible conscience de la valeur économique de la terre la cèdent aux étrangers. Ces derniers, pour protéger leur patrimoine acquis dans le cadres de cessions qu'ils assimilent à de la vente, s'arment ou recourent à des supplétifs pour défense leur patrimoine. Ainsi, dans ce complexe de relations confligènes, les uns considèrent que les actions violentes qu'ils posent eux-mêmes ou par procuration (à travers des milices jouissant de l'onction communautaire et armées par leurs propres soins ou par des élites locales) procèdent d'une violence à rebours, légitime. En somme personne ne s'estime coupable, la responsabilité étant attribuée à l'autre. **Catégoriser les parties prenantes qui s'appuieraient sur ce type de rhétorique victimaire conduit à des biais qui ne peuvent être corrigés que si un travail liminaire de déconstruction de la rhétorique victimaire est entrepris en première intention**. C'est seulement après cela qu'un véritable consensus pourrait émerger sur l'action réelle de chaque partie prenante au conflit et donner lieu à des actions correspondant de résolution de la violence. Toute autre voie semble être vouée à l'échec comme cela se constate dans l'ouest, en dépit des nombreux efforts de résolution des conflits dans la zone.

B. L'état des lieux des mécanismes de gestion et de prévention des conflits

Cette recherche participative sur les dynamiques et capacités de gestion de conflits à l'ouest de la Côte d'Ivoire permet de faire une autre observation liée aux mécanismes locaux de gestion et prévention des conflits.

Les défis auxquels l'ouest, et les régions du Guémon et Cavally en particulier, font face se manifestent à plusieurs niveaux, à savoir au niveau local (velléités entre quartiers et personnes cohabitant sur le même terroir, différences entre les différents lieux), régional (emplacement géographique de l'ouest par rapport au pays, fertilité de la terre, présence des plantations, etc.), national (faiblesse de l'état, système

et forces de sécurité, législation sur l'immigration, foncière, etc.) et international (porosité de la frontière avec le Libéria, mouvements de réfugiés/rapatriés et de rebelles/milices). Afin d'aborder ces défis, il est important de reconnaître que les problèmes de l'ouest ne pourront pas être résolus localement uniquement, mais qu'il va falloir impliquer les acteurs appropriés à différents niveaux de la hiérarchie étatique et socio-économique selon les sujets traités.

Un des obstacles majeurs des comités de paix, et de certains autres mécanismes locaux de gestion des conflits est justement leur composition locale qui, en même temps qu'elle pose souvent des problèmes de légitimité, peut dans certains cas se heurter à des problèmes qui relèvent au fonds de dynamiques régionales ou nationales. Pendant les groupes de discussion organisés avec les communautés en effet, il est ressorti que les mécanismes locaux de gestion des conflits existent et sont connus des communautés. Dans certains cas, ils ont contribué à désamorcer des conflits locaux. De fait, les populations connaissent les différentes échelles et niveaux de recours auxquels ils peuvent se référer en cas de conflit. Elles savent que des Comités Villageois, des Comités Sous-Préfectoraux et des Comités Préfectoraux existent pour intervenir dans la résolution des conflits fonciers par exemple. Seulement, les constats faits de leur inefficacité apparente à régler les conflits tiennent pour certains à la crise de légitimité qui affectent leur fonctionnement. Il y a dans de nombreux villages de l'ouest des problèmes de confiance dans l'autorité villageoise ou même sous-préfectorale, de sorte que certains préfèrent solliciter des acteurs externes comme la gendarmerie pour administrer leurs conflits. Pour ce qui est des Comités de Paix par exemple, ils sont nombreux à n'avoir pas survécu au désengagement progressif de leurs promoteurs, pour la plupart des ONGs internationales. De plus, dans un contexte de fort délitement du lien social et de complexification des conflits locaux, les Alliances à Plaisanteries restent fort peu efficaces, surtout dans un environnement sociopolitique de marketing excessif des identités. Il en est de même de l'actuelle Commission Dialogue Vérité et Réconciliation dont les populations de toutes origines confondues doutent de la démarche et de la crédibilité. En lien avec ces constats, la question de base reste la restauration de la confiance entre acteurs, seule gage pour que ces mécanismes fonctionnent. Sinon, ils resteront désarmés ; surtout que de nombreux conflits secouant l'ouest ont des ressorts qui dépassent le contexte local (rôle des élites non-résidents, fragilité de l'Etat, dimension transfrontalière ou régionale, etc.).

C. L'auto-victimisation au cœur du défi à la paix durable

L'élément principal que la recherche participative a mis en exergue est la **présence de clivages profonds** dans cette partie du pays agrémentés par une **auto-victimisation fortement ancrée dans le discours de toutes les communautés en présence**. Il a été constaté que sur tous les points identifiés comme alimentant la violence, chacun estime être la victime, ce qui constitue le premier et central élément de tension et justifierait dans une certaine mesure une riposte violente. Au cours des consultations menées, en présence de situations et localités particulièrement sensibles, le cadre de dialogue sécurisé offert a permis à certains participants **d'entreprendre un premier grand pas vers l'autre par le simple fait de s'asseoir ensemble**, ce qui constitue le début d'un processus potentiel de reconstruction de la confiance. De plus, les séances de restitution organisées à l'ouest, et plus particulièrement celle organisée à Bingerville (Groupe Dialogue Régional), ayant regroupé plus d'une

cinquantaine de représentants de toutes les parties prenantes de l'ouest, y compris des élites et cadres vivants à Abidjan, ont permis aux participants de graduellement mettre le doigt sur cet élément central que constitue l'auto-victimisation collective et qui empêche toutes initiatives visant à résoudre les problèmes fonciers, identitaires, etc. à déboucher sur des changements réels, positifs et durables. En effet, les communautés en présence rencontrées se sont accordées sur le fait que le défi majeur à la restauration durable de la paix et de la confiance dans la zone reste la prise de conscience de cette 'auto-victimisation' comme condition de base pour un dialogue constructif orienté vers des solutions et initiatives concrètes pour traiter les problèmes.

Comme l'ont reconnu les participants, le besoin de pardonner et d'être pardonné, ainsi que l'établissement d'un cadre de dialogue constructif dans leur région sont autant de conditions préalables à une effective réconciliation qui requièrent un effort considérable aux niveaux individuel et communautaire.

L'amorce d'un dialogue constructif pour la reconstruction du lien social et une réconciliation durable

La recherche participative autour des dynamiques de conflits à l'ouest de la Côte d'Ivoire a reçu une attention particulière des personnes consultées du fait du caractère unique de son approche, celle-ci mettant les préoccupations des acteurs au centre¹⁵⁷. En somme, la facilitation d'un dialogue inclusif, réellement adapté aux besoins, préoccupations et attentes des populations en présence, constitue au regard de tous les participants un élément fondamental dans le processus de réconciliation à l'ouest de la Côte d'Ivoire. A leurs yeux, le tissu social ne pourra être rétabli que si la population dans son ensemble est engagée dans un processus collectif pour dépasser la victimisation latente et les réflexes identitaires et par conséquent prévenir ces accès de violence.

Pour conclure, cette recherche participative sur les dynamiques et capacités de gestion de conflits à

« Pourquoi ça dure c'est parce que chacun en a gros sur le cœur et chacun estime être plus victime que les autres et chacun veut gagner. Et si chacun veut gagner, qui va perdre, qui va se donner tort ? Qui va demander pardon à son ami, à son frère ? Voilà le vrai problème ».

Participant de Duékoué, Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12-13 décembre 2012 *« Pourquoi ça dure c'est parce que chacun en a gros sur le cœur et chacun estime être plus victime que les autres et chacun veut gagner. Et si chacun veut gagner, qui va perdre, qui va se donner tort ? Qui va demander pardon à son ami, à son frère ? Voilà le vrai problème ».*

Participant de Duékoué, Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12-13 décembre 2012

¹⁵⁷ De retour dans leurs localités respectives, les participants de Bloléquin et de Duékoué ayant participé au Groupe de Dialogue Régional à Bingerville sont restés en contact et tentent aujourd'hui de s'organiser dans l'espoir de pouvoir encourager le même type de dynamiques de dialogue au sein et entre leurs communautés. A Bloléquin, ils se sont rendus auprès des autorités administratives, locales et coutumières, pour rendre compte de ces deux jours d'atelier. Ils ont formé un bureau dans le but de pouvoir engager un dialogue régulier et constructif avec les autorités locales, administratives et coutumières, dans l'intention de contribuer au rétablissement de la confiance entre les communautés et d'encourager une réconciliation effective entre tous les acteurs de la société.

l'ouest de la Côte d'Ivoire a donc mis en lumière un élément central sous-jacent qui, aux yeux des populations en présence, se doit d'être abordé en parallèle à toute initiative visant à résoudre la question foncière, de l'ethnie et de son instrumentalisation politique, de la faiblesse de l'Etat ou l'impact des crises de 2002 et postélectorale, à savoir : ***l'auto-victimisation de toutes les parties en présence à l'ouest de la Côte d'Ivoire.***

Ainsi, pour tenir compte des demandes et priorités exprimées de manière consensuelle par les parties en présence, il est recommandable d'engager rapidement toutes les couches de la société dans un processus de changement aussi inclusif que possible. **Ce dernier visera non seulement à encourager une culture de dialogue constructif et participatif pour la restauration de la confiance et le dépassement des divisions au sein et entre les communautés, mais aussi à initier une recherche participative de solutions techniques concrètes et durables à la problématique foncière.**

«Il faut qu'on se parle pour mettre fin aux suspicions et aplanir nos divergences. »
Participant au Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12-13

D. Recommandations générales

Tel que mentionné dans le Plan National de Développement 2012-2015 élaboré par le gouvernement de Côte d'Ivoire, « la cohésion sociale, la réconciliation nationale et la normalisation de la vie politique sont des déterminants fondamentaux pour la consolidation d'un climat de paix durable et favorable à la mise en œuvre des options de développement. »¹⁵⁸ La Côte d'Ivoire est bénéficiaire d'un appui de 10,5 millions de dollars US du Fonds de Consolidation de la Paix consacré aux activités de consolidation de la paix dans l'ouest et au sud (Abidjan) de la Côte d'Ivoire sous l'égide des agences du Système des Nations Unies.

Ainsi, au regard des consultations menées au cours de cette recherche, un certain nombre de recommandations peuvent être formulées à l'attention du gouvernement de Côte d'Ivoire et de ses partenaires nationaux et internationaux (bailleurs, agences des nations unies, organisations non gouvernementales, agences de développement, secteurs privés, etc.) :

- o **Impliquer durablement les communautés en présence et engager un travail de déconstruction du sentiment d'auto-victimisation** qui les habite afin d'assurer le succès des actions de rapprochement communautaire, et plus globalement de développement durable.
- o Encourager un processus de **dialogue participatif, inclusif et tourné vers l'avenir** facilité dans un cadre neutre et sécurisé afin de déconstruire efficacement et durablement ce sentiment de victimisation et rétablir la confiance entre les communautés.
- o Prendre en considération qu'en lien avec les ordres de priorité établis par les communautés au cours de la recherche, **la porte d'entrée du travail de rétablissement de la confiance et de la paix reste la dissipation des sentiments d'inégalité et d'injustice portés par la question**

¹⁵⁸ Plan National de Développement, Tome 1, p.52.

foncière.

- o Les pistes d'action suivantes pour la résolution de la question foncière ont été avancées et hiérarchisées par les représentants des communautés consultées :
 - o **Sécuriser les droits fonciers** des acteurs individuels et collectifs se partageant la ressource foncière :
 - *En engageant un processus participatif et inclusif en mesure d'encadrer et d'assurer la légitimité et l'appropriation de la loi relative au domaine foncier rural et son application ;*
 - *En initiant un programme véritablement participatif de délimitation des terroirs ;*
 - *En créant, par le dialogue, un consensus autour d'une conception collective de ces terroirs validant la diversité de leurs occupants.*
 - o **Atténuer les sentiments d'inégalités et d'injustice** par :
 - *La clarification du statut des forêts classées et de leurs occupants actuels ;*
 - *La création d'opportunités économiques alternatives pour les communautés riveraines.*
 - o **Créer des alternatives économiques** pour les couches les plus vulnérables des populations locales :
 - *En développant un plan participatif de développement régional garantissant aux couches de la population les plus défavorisées et les moins à même de s'impliquer dans l'économie de plantation villageoise une alternative en termes d'employabilité ;*
 - *En Redonnant vie aux projets d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) conduites par les ONGs internationales et locales en prenant le soin de travailler à leur meilleure pérennisation et réappropriation par les communautés.*
 - o **Avertir sur les risques pouvant découler de la catégorisation réductrice des acteurs clés** de la violence à l'ouest dans la mesure où leurs rôles, responsabilités et liens restent controversés et nécessitent un travail en profondeur visant à restaurer la confiance.
 - o **Travailler à re-légitimer les mécanismes locaux/traditionnels de résolution des conflits** tels que les comités de paix, comités de crises, alliances à plaisanteries, etc. et **accompagner les communautés pour une meilleure appropriation de ces outils.**
 - o Prendre le soin d'**engager systématiquement la population dans la formulation des priorités d'intervention** afin d'assurer une meilleure appropriation et la pérennité des projets.

Annexe 1 : Matrice du diagnostic des facteurs de division et de violence dans la région du Guéménou et du Cavally

Voir explication narrative dans la partie A de la Conclusion p.67-69

L'ancre de la rhétorique victimaire est si profond, présent et complexe qu'il rend la cartographie des acteurs clés des divisions et du conflit si non difficile, maladroit voir inadéquate. En effet, quel que soit le conflit, il apparaît impossible pour les communautés en présence de s'accorder sur le rôle joué par chaque partie prenante, chacune se présentant comme étant la seule victime

MATRICE DES DYNAMIQUES DE CONFLITS A L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE (le cas des régions du Guéménou et du Cavally)

Le point de vue des communautés en présence

L'AUTO-VICTIMISATION AU CŒUR DU DEFI

« *Ce qui fait que la réconciliation tarde est très simple, chacun estime être victime de la guerre et chacun est campé sur sa position.*

Donc qui va aller vers son ami pour demander pardon ? »

Participant de Guiglo, Groupe de Dialogue Régional, Bingerville, 12-13 décembre 2012

<i>Eléments constitutifs de l'auto-victimisation en présence</i>	<i>Domaines d'appui sollicités par toutes les parties prenantes</i>	<i>Pistes d'action à considérer et approfondir</i>
Elément reconnu consensuellement par les personnes consultées, comme empêchant toutes initiatives visant à résoudre les problèmes fonciers, identitaires, etc. à déboucher sur des changements réels, positifs et durables	<i>Dépasser le sentiment de victimisation où chacun ramène à lui la souffrance et accepter d'écouter l'autre pour le comprendre</i>	Engager la population dans un processus collectif pour dépasser la victimisation latente et les réflexes identitaires et par conséquent prévenir les accès de violence qui entame le tissu social
Multiplication des initiatives de dialogue dont la participation inclusive, la représentativité, les intentions et l'impact ont été questionnés de manière répétée tout au long de la recherche		Promouvoir un accompagnement méthodologique, technique et logistique des populations sur le terrain pour la promotion d'un dialogue inclusif

Priorité d'intervention voire par	Facteurs de divisions et de conflits	Manifestations de ces divisions et violences	Acteurs du Conflit	Domaines d'appui se dégageants selon leur ordre de priorité par facteur de divisions et de conflit	Pistes d'action à considérer et approfondir		
1	La problématique foncière	Constestations des transactions foncières	Voir conclusion	1. Sécurisation des droits de propriété	Elaboration et appropriation de gestion financière équitable et juste associant l'ensemble des parties prenantes, de l'élite politique à la population à la base, de toutes origines/ ethnies		
					Développement d'une conception collective du terroir qui "valide" la diversité de ces occupants		
		Problématique des forêts classés			La reprise et l'achèvement des processus participatif de délimitation des terroirs tels qu'engagés dans le cadre du PNGTR		
					Engager la population dans un processus collectif pour dépasser la victimisation latente en rapport avec l'accès au terroir et les réflexes identitaires et par conséquent prévenir les accès de violence qui entame le tissu social		
		Différences de perceptions et valeurs attribuées à l'économie de plantation villageoise		2. Atténuation du sentiment d'inégalité et d'injustice au sein des différents groupes	Développer des mécanismes permettant de promouvoir les valeurs sociales communes comme la reciprocité et le travail collaboratif entre communautés		
					S'accorder sur des modalités de cohabitation qui garantissent le "droit d'exister" et l'acceptation des valeurs communes		
					Créer une meilleure compréhension réciproque des valeurs entre les différentes communautés et les générations		
		Le contrôle du 'terroir' - base de vélléités ethniques		3. Création d'alternatives économiques	Développer et mettre en œuvre un plan de développement régional garantissant aux couches de la population les plus défavorisées et les moins à même de s'impliquer dans l'économie de plantation villageoise une alternative en termes d'employabilité		
					Redonner vie aux projets d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) conduites par les ONGs internationales et locales en prenant le soin de travailler à leur meilleure pérennisation et réappropriation par les communautés		
		Pauvreté et sentiments d'inégalités liés à la richesse générée par la terre					

Priorité d'intervention votée par	Facteurs de divisions et de conflits	Manifestation de ces divisions et violences	Acteurs du Conflit	Domaines d'appui se dégageants selon leur ordre de priorité par facteur de divisions et de conflit	Pistes d'action à considérer et approfondir
2	L'ethnie et son instrumentalisation politique	Rôle, responsabilités et influence controversés des élites et cadres locaux sur la population et les jeunes en particulier	Voir conclusion	1. Responsabilisation des cadres et élus locaux	Sensibiliser les cadres à baser leur mobilisation politique sur de réels programmes de société plutôt que sur l'ethnicité et ses peurs.
		La place et responsabilités controversées des femmes et de certains aînés sociaux			Faire évoluer les attitudes et engager les différentes communautés dans la gouvernance locale de manière constructive
		La mobilisation/ralliement politique sur base ethnique			Engager une discussion ouverte autour de la procédure de nomination des chefs coutumiers et leaders communautaires afin de mieux asseoir leur légitimité
		Mauvaise compréhension de la démocratie et du jeu politique			Enraciner la bonne gouvernance locale dans la culture, les mœurs et les pratiques des élites politiques plus particulièrement
		Mécanismes locaux de résolution de conflits manquant de crédibilité, de légitimité et de réappropriation de la part des acteurs eux-mêmes		2. Dépassement des clivages ethniques et sociaux	Rassembler les forces vives de la Nation dans le dessin de dépasser la mise en avant des réflexes identitaires ethniques et promouvoir plus d'action citoyenne au sein des communautés
					Instituer une culture de dialogue structuré et constructif entre les communautés de l'ouest comme moyen de résolutions de conflit et de rétablissement de la cohésion sociale
				3. Pacification du jeu politique	Rééducation collective afin de réduire les stéréotypes prévalant et atténuer la peur et la méfiance qui prédominent entre les communautés
					Rétablissement la confiance entre les communautés, faire évoluer les attitudes et engager les différentes communautés dans la gouvernance locale de manière constructive
				4. Renforcement des capacités locales de gestion de conflit	Accompagner les communautés pour une meilleure appropriation de ces outils de gestion et de prévention des conflits
					Anticiper la survenue des conflits par la promotion de cadres de dialogue entre les communautés sur leurs problèmes.
					Engager les communautés à avoir une réflexion sur ce qui les rapproche plutôt que de se focaliser exclusivement sur ce qui les oppose. Redynamiser, re-légitimer et assurer la durabilité des mécanismes locaux de gestion des conflits

Priorité d'intervention votée par	Facteurs de divisions et de conflits	Manifestations de ces divisions et violences	Acteurs du Conflit	Domaines d'appui se dégageants selon leur ordre de priorité par facteur de divisions et de conflit	Pistes d'action à considérer et approfondir
3	La faiblesse de l'Etat	Apparition de nouveaux lieux de pouvoir Impunité galopante, particulièrement pour les violences faites aux femmes Perceptions controversées des actions humanitaires et de maintien de la paix: "offre durabilisée" de services?	Voir conclusion	1. Résoudre la problématique des Dozos	Engager une discussion franche et inclusive sur le rôle des Dozos
				2. Restauration de l'Etat de droit	Rétablissement l'autorité du pouvoir civil (préfecture, etc.) sur le pouvoir militaire (FRCI) Renforcer l'appareil judiciaire et pénitentiaire afin de réduire l'impunité Engager un travail de mémoire afin de pouvoir se tourner vers l'avenir ensemble
				3. Rétablissement de services étatiques de base	Mettre en place des stratégies systématiques pour la reprise à terme par l'Etat des services de base aujourd'hui à charge des organisations humanitaires Développement de programmes humanitaires sur base d'approches participatives engageant directement la population
				4. Renforcement de la légitimité de l'Etat	Renforcer les instruments de l'Etat pouvant sécuriser les populations et garantir la libre expression de leurs inquiétudes et points de désaccord mais aussi de leurs besoins et priorités Réduire l'esprit cyclique de vengeance et de représailles de la part des communautés et des entrepreneurs de la violence Sensibiliser les populations sur leur rôle et responsabilité dans le but d'adopter des comportements citoyen vis-à-vis de leurs autorités
				5. Soutien aux autorités coutumières	Restaurer la confiance entre les autorités coutumières et les populations Renforcer les capacités des autorités coutumières en ce qui concerne leur rôle d'auxiliaire de l'Etat, d'autorité impartiale dans la résolution des conflits et le sens des responsabilités vis-à-vis des populations

Priorité d'intervention votée par	Facteurs de divisions et de conflits	Manifestations de ces divisions et violences	Acteurs du Conflit	Domaines d'appui se dégageants selon leur ordre de priorité par facteur de divisions et de conflit	Pistes d'action à considérer et approfondir
4 L'impact des crises de 2002 et post-électorale de 2011		L'ouest - un Etat CEDEAO?	Voir conclusion	1. Gestion de la dynamique transfrontalière et régionale	Engager un dialogue structuré autour de la question du retour des réfugiés/ déplacés internes, leur réintégration dans la société et la rétrocession des biens
		Crainte de la mobilisation de certains groupes armés proches de l'un ou l'autre groupe ethnique (Khran/Guéré et Gio/Yacouba) pour destabiliser la région			Restaurer la confiance entre les communautés et établir les conditions du vivre ensemble
		Aflux de réfugiés au Libéria			Etablir un dialogue avec les 'néo-immigrants' afin de les intégrer de manière plus efficace dans la société de l'ouest
		Déplacements de la population et problématique du retour des réfugiés/déplacés internes			Mettre en place des mécanismes visant à contrôler l'afflux massif d'immigrants dans une région où les conflits sont déjà bien installés et les capacités de les gérer sont limitées
		Vague d'immigration difficile à gérer pour la population accueillante, et nouveaux défis intercommunautaires et intra-communautaires avec les immigrants de vagues antérieures		2. Gestion de la victoire et de la défaite	
		Les rancœurs et sentiments d'inégalité émanant de ces crises approfondissent les clivages entre les différentes communautés de la région			Mettre en place des systèmes permettant la participation active et systématique de la population dans la vie politique locale par la promotion de modèles alternatifs de participation politique et de gouvernance locale impliquant toutes les communautés.
		Difficulté de reconnaître le retour à la paix suite aux élections			Créer les conditions d'un apaisement du sentiment de 'vengeance' latent et d'une alternance politique pacifique
		Forte 'miliciarisation' de la zone		3. Restauration du monopole de la violence légitime	Sensibiliser l'ensemble des communautés derrière l'action de désarmement des populations armées
		Présence massive d'armes dans les mains de personnes qui n'ont d'autre alternative que de s'en servir pour se nourrir et est à la base d'agressions violentes			Engager une discussion ouverte pour intégrer dans les programmes de désarmement les attentes des populations en termes de sécurité et développement
					Créer des opportunités économiques pour les jeunes détenteurs d'armes

Priorité d'intervention votée par	Facteurs de divisions et de conflits	Manifestation de ces divisions et violences	Acteurs du Conflit	Domaines d'appui se dégagent selon leur ordre de priorité par facteur de divisions et de conflit	Pistes d'action à considérer et approfondir
4 (cont)	L'impact des crises de 2002 et post-électorale de 2011	Lecture différenciée de l'histoire récente de la région et de la crise qu'elle a vécue par chaque entité en présence	Voir conclusion	4. Travail de mémoire	Engager un travail de dialogue visant à la reconnaissance par les populations, qu'au-delà de leur diversité et de leurs oppositions, elles forment toutes une communauté de vie et de destin
		Chaque partie se considère comme victime des crises cycliques, rejetant la responsabilité sur l'autre			Engager la population dans un travail de mémoire et de lecture commune de leur histoire
		Constitution de milices du fait de changement de pouvoir politique basées sur la peur d'être tué par l'autre et sur la volonté de vengeance		5. Désarmement des milices et démobilisation des Dozos	Création de cadres d'échanges entre les Dozos et la population, afin de rétablir la confiance,
		Apparition des Dozos comme 'force de sécurité' non-étatique coexistant en parallèle avec les FRCI et la police, perçus comme protégeant les communautés non-autochtones contre les autochtones			
		Perte de fait par l'Etat du monopole de la violence légitime		6. Renforcement des capacités des FRCI	Sensibilisation des FRCI sur le rôle régulien d'une armée et sa mission dans un pays
		Rumeur identifiée comme faisant partie du quotidien des populations dans ce contexte de fort clivage et étant un prétexte pour s'en prendre à l'autre, pour attaquer l'autre communauté			Rétablissement de la confiance de toutes les populations dans leur armée en engageant un travail de dialogue visant à dépasser les ressentiments développés de part et d'autre
				7. Gestion de la rumeur	Mettre en place des initiatives visant à développer un esprit critique et de vérification parmi les populations et des moyens de communication efficaces pour empêcher la propagation de rumeurs
					Engager les radios de proximité en renforçant leurs capacités dans la déconstruction des rumeurs.

Annexe 2 : Détails des Groupes de Réflexion

Localités	# Groupes de réflexion	Groupes de réflexion	Date	# participants	# hommes	# femmes	# moins de 30 ans
Duékoué	8	Groupe de réflexion des jeunes civils	15/09/2012	8	8	0	2
		Groupe de réflexion des femmes commerçantes	16/09/2012	11	0	11	1
		Groupe de réflexion des chefs coutumiers de Duékoué	16/09/2012	9	9	0	1
		Groupe de réflexion des leaders religieux	17/09/2012	24	24	0	0
		Groupe de réflexion des leaders Politiques de Duékoué	17/09/2012	10	9	1	2
		Groupe de réflexion des jeunes filles en mariage mixte	18/09/2012	7	0	7	5
		Groupe de réflexion des médiateurs locaux	18/09/2012	7	7	0	1
		Groupe de réflexion des femmes leaders de Duékoué	19/09/2012	11	0	11	0
TOTAL PARTICIPANTS				87	57	30	12
Guiglo	8	Groupe de réflexion des jeunes leaders des mouvements et groupes politiques	01/10/2012	10	7	3	0
		Groupe de réflexion hétérogène - Ex-combattants; civils (mécaniciens; transporteurs)	02/10/2012	7	7	0	0
		Groupe de réflexion des leaders politiques	03/10/2012	8	6	2	0
		Groupe de réflexion hétérogène - Chefs de communautés; responsables d'associations	04/10/2012	14	11	3	1
		Groupe de réflexion hétérogène - chefs coutumiers, religieux, communautaire, élèves	06/10/2012	14	14	0	2
		Groupe de réflexion hétérogène village - Glopaooudy	08/10/2012	19	15	4	0
		Groupe de réflexion hétérogène village - Kaadé	08/10/2012	13	13	0	0
		Groupe de réflexion hétérogène village - Petit Guiglo	09/10/2012	14	12	2	2
TOTAL PARTICIPANTS				99	85	14	5
Bloléquin	8	Groupe de réflexion des jeunes civils	01/10/2012	16	15	1	16
		Groupe de réflexion des jeunes leaders des mouvements et partis politiques	02/10/2012	11	9	2	0
		Groupe de réflexion des leaders religieux et chefs communautaire de la ville	03/10/2012	10	9	1	0
		Groupe de réflexion des responsables des mouvements politiques et acteurs de la société civile	04/10/2012	17	11	6	0
		Groupe de réflexion Hétérogène	06/10/2012	15	11	4	3
		Groupe de réflexion hétérogène village - Keibly	06/10/2012	13	11	2	0
		Groupe de réflexion hétérogène village - Doké	07/10/2012	20	14	6	3
		Groupe de réflexion hétérogène 2	09/10/2012	12	12	0	0
TOTAL PARTICIPANTS				114	92	22	22
Abidjan	1	Groupe de réflexion des cadres de la région	29/09/2012	11	10	1	1
TOTAL	25			311	244	67	38

Annexe 3 : Détails sur les Groupes de Restitution

Séances de Restitution					
Localités	Date	Nbre participants	Nbre d'hommes	Nbre de femmes	Moins de 30 ans
Duékoué	23/11/2012	27	18	9	2
Guiglo	25/11/2012	22	21	1	1
Bloléquin	26/11/2012	37	22	15	4
Bingerville	12 et 13/12/2012	51	43	8	3
Total		137	104	33	10
100%		71%	29%	8%	

Annexe 4 : Critères de sélection des participants

Critères de sélection des participants aux Groupes de Réflexion	
1	Appartenance ethnique (autochtones/allochtones/allogènes)
2	Appartenance politique (RHDP/LMP/Autre formation politique)
3	Société civile
4	Rapatriés (retournés récents/retournés de longue date)
5	Déplacés (retournés récents/retournés de longue date)
6	Réfugiés (retournés récents/retournés de longue date)
7	Jeunes (civiles/jeunes à risque/ex-combattants)
8	Femmes
9	Associations locales
10	Élus et cadres locaux
11	Aînés sociaux/ cadets sociaux
12	Confessions religieuses
13	Chefs traditionnels
14	Représentants de partis politiques/ représentants jeunesse de partis politiques
15	Dozos
16	Services publics : Administration, Justice, Défense et Sécurité
17	Citoyens ordinaires (fonctionnaires ou non), non ressortissants des localités visitées

Annexe 5 :

Carte du District des Montagnes (Région du Guémon, Cavally et Tonkpi)



Annexe 6 : Termes de Référence

Etude sur les dynamiques et les capacités de gestion de conflit à l'Ouest de la Côte d'Ivoire

1. Contexte

Les crises à répétition qu'a connu la Côte d'Ivoire cette dernière décennie et surtout celle survenue au lendemain des élections de décembre 2010 ont profondément affecté les rapports communautaires et engendré des traumatismes importants au sein des populations. Ces nouvelles tensions ont conduit à une déstructuration des institutions communautaires et traditionnelles, et entraîné une crise de confiance entre les différents groupes dont les rapports étaient déjà fragilisés par des tensions anciennes, conflits agriculteurs et éleveurs au Nord, conflits fonciers à l'Ouest et au Sud-ouest entre autochtones, et «allogènes & allochtones», conflits liés à l'exploitation des zones de pêche dans les zones centre et autres régions du pays.

De manière particulière, la région de l'Ouest (Montagnes, Moyen Cavally et Haut Sassandra) a été la plus gravement touchée par la crise dont les séquelles sont encore vivaces malgré les efforts déployés dès la fin de la crise post-électorale par les autorités ivoiriennes pour renforcer la cohésion sociale. En effet, l'Ouest du pays a occupé une place singulière dans la crise ivoirienne. Il s'agit d'une région fertile et riche en exploitations agricoles et dont une bonne partie constitue la réserve forestière du pays. La région a attiré de nombreuses populations dites « allogènes » venues du nord, et étrangères « allochtones », venues de la sous-région ouest-africaine, qui ont eu accès à des terres que leur ont donné les autochtones, moyennant divers arrangements. La volonté de ces derniers de récupérer ces terres à partir du début des années 2000 suivant le principe que la terre appartient d'abord à celui qui en est issu, a provoqué des relations tendues entre les communautés et donné lieu aux conflits communément appelés « conflits fonciers ». Le projet de loi sur le foncier et sa non-adoption a davantage rendu la situation plus complexe. A ces problèmes d'accès au foncier rural sont venues s'ajouter des questions d'intégration sociale et de cohabitation entre divers groupes sociaux vivant dans les mêmes espaces géographiques. Au fil du temps, différents facteurs socioculturels, économiques et politiques, ont nourri les tensions inter-communautaires. Les antagonismes ainsi exacerbés entre autochtones, allochtones et allogènes, ont mis à mal la co-existence et continuent à fragiliser la cohésion sociale.

Pendant la crise post-électorale, le conflit dans l'Ouest du pays a évolué en violences communautaires du fait de l'instrumentalisation de la fibre ethnique et/ou politique de la part des protagonistes politiques avec comme résultat les pires massacres qu'a connu le pays. A cela se sont ajoutés d'autres facteurs comme la question des *Dozos*¹⁵⁹ dont le nombre a connu une forte croissance pendant la crise post-électorale, en grande partie du fait d'éléments criminels et illégitimes non reconnus par la confrérie, ainsi que la forte implication de milices/mercénaires libériens venus se battre en Côte d'Ivoire¹⁶⁰. La généralisation et les stéréotypes qui résultent de ces alignements durant la crise ont aggravé les tensions sociales, la suspicion des deux côtés donnant une nouvelle dimension au conflit qui va au-delà des problèmes fonciers.

¹⁵⁹ Une confrérie de chasseurs venue du Nord et considérée comme des supplétifs des FRCI pendant la crise.

¹⁶⁰ Voir rapports de Faïza Patel (présidente du groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires) et de Nawaf Salam (président du panel d'experts sur le Libéria)

Sur le plan opérationnel, les questions des nombreuses familles démembrées, des pertes de logement, des blessures et traumatismes consécutifs aux violations des droits de l'homme, des déplacements massifs de populations, la destruction de l'outil de production et des violences sexuelles multiplient les défis de la réconciliation¹⁶¹. Le résultat est une constellation de conflits complexe avec des aspects multiples qui vont au-

delà du conflit foncier d'antan. En même temps, il existe des structures dédiées à la résolution de conflits ainsi que des facteurs qui contribuent à la résilience des communautés et susceptibles de contribuer positivement à la cohabitation pacifique entre les communautés si elles sont renforcées de manière à répondre aux besoins de la population. Le mécanisme le plus connu est celui des Comités de Paix, et Comités de Veille et de Sensibilisation (CVS)¹⁶² dont l'efficacité pendant la crise reste mitigée, de l'avis de certains observateurs et analystes¹⁶³. Pour être efficace, toute stratégie de consolidation de la paix dans cette région va devoir correspondre aux défis soulevés par la population, aux idées et solutions que les différents groupes qui cohabitent sur les terres et espaces proposent au sujet de leur propre réconciliation et cohésion sociale.

La participation inclusive de tous les acteurs dans la conduite de cet exercice d'analyse est une démarche impérative. Les parties prenantes à l'exercice devront comprendre entre autres, les représentants (leadeurs) des différents communautés autochtones, allochtones et allogènes, les autorités traditionnelles, coutumières et religieuses, les personnes déplacées, réfugiées dans la région, les groupes de femmes et des jeunes, les organisations de la société civile actives dans la région, les radio-communautaires, les cadres et autorités ressortissants de la région, le système des Nations Unies, l'ONUCI, etc., afin de dégager des conclusions qui reflètent véritablement les réalités vécues par la population et qui proposent des voies de solution sur la base des perceptions et aspirations réelles des populations concernées.

2. Justification

Le projet s'inscrit dans le cadre du domaine prioritaire 4 du Plan Prioritaire du Fond de Consolidation de la Paix (FCP) des Nations Unies en Côte d'Ivoire, à savoir la facilitation de la réconciliation et de la cohésion sociale et la réduction du nombre de conflits liés à l'accès à la terre. Dans ce contexte, il constituera une contribution à l'effet 2.5¹⁶⁴ du FCP, en proposant une étude de référence (*'baseline study'*) qualitative pour informer les approches programmatiques de l'ONU, ses agences et toute organisation/institution intéressée par le renforcement de la cohésion sociale et la réduction des conflits dans l'Ouest du pays. Plus précisément, pareille démarche de recherche participative permettra d'actualiser de manière inclusive l'état de lieux du conflit et de la situation dans l'Ouest du pays, notamment en:

- évaluant les facteurs de division et de cohésion sociale ;
- mettant en exergue les capacités institutionnelles de gestion des conflits au niveau local, régional et national ainsi que les besoins de renforcement des capacités des acteurs ;

¹⁶¹ Rapport d'évaluation rapide des besoins du Cluster Relèvement et Cohésion Sociale du PNUD, juillet 2011.

¹⁶² Certains sont l'émanation des structures de paix et de réconciliation mises en place après la crise de 2002. Ces comités sont constitués pour la grande partie d'entre elles, de représentants des communautés, des forces politiques et des autorités administratives et religieuses vivant dans la localité.

¹⁶³ Une étude commandité par le Fonds de Consolidation de la Paix sur les Comités de Paix est actuellement en cours et informera l'étude proposée.

¹⁶⁴ Effet No. 2.5 du FCP : « Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale incluant les mécanismes locaux de résolution des conflits sont renforcées et efficaces »

- répertoriant des programmes, initiatives et activités de réduction de conflit, promotion de la cohésion sociale et de réconciliation entreprise par les organisations nationales et internationales.
- élaborant une analyse diagnostique et une cartographie générale des types de conflit, des mécanismes et efforts entrepris, ainsi que des acteurs à l'Ouest du pays.

L'appropriation, la prise en charge et la coordination nationale et régionale (dans la région de l'Ouest notamment) des interventions en matière de réconciliation et de cohésion sociale sont importantes pour que les efforts en faveur de la paix soient guidés par une analyse approfondie des conflits dans la stratégie nationale de développement. Le processus et la méthodologie inclusifs proposés, qui associent toutes les parties prenantes ainsi que les mécanismes de prévention et gestion de conflit, assurera une appropriation maximale par les acteurs nationaux et locaux.

De par sa nature participative, le projet vise ainsi à engager les populations à l'analyse de leurs vécu et perceptions et de les appuyer dans une réflexion sur les efforts nécessaires pour réussir le pari de la promotion d'une coexistence pacifique et de la résolution non violente des conflits dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

En effet, la recherche de la paix nécessite une approche globale, concertée et déterminée qui cherche à traiter les causes profondes des conflits, y compris leurs dimensions économiques, culturelles et sociales. C'est dans cette perspective que cette étude dans la région de l'Ouest aura un rôle catalyseur pour les autres initiatives car cette région est considérée, par les partenaires de la Côte d'Ivoire, comme une zone de concentration en termes d'effort de réconciliation, de cohésion sociale et de relèvement économique des communautés à la base, pour donner un soutien solide au processus de reconstruction. En tant qu'initiative préalable à d'autres interventions planifiées par le FCP dans le domaine de la prévention, de la réduction et de la gestion des conflits, il est urgent de lancer l'exercice d'analyse afin de pouvoir procéder dans les meilleurs délais à la mise en œuvre des activités planifiées.

3. Objectifs

L'objectif général du projet est de développer selon une approche holistique et inclusive une étude diagnostique et cartographique des conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire en engageant les différents groupes de la société de cette région dans une réflexion pour identifier les acteurs principaux des conflits, les facteurs de division et de cohésion entre eux ainsi que les forces et les faiblesses des mécanismes existants en matière de prévention et gestion de conflit.

Ce projet contribuera essentiellement à trois effets:

- 1) Appropriation et engagement par les communautés dans la réflexion sur les acteurs du conflit, les facteurs de division/ cohésion; et des moyens de les aborder, les réduire et renforcer les mécanismes de cohésion en vue de la mise en place et la pérennisation d'une architecture locale de paix prévue par le plan prioritaire du FCP;
- 2) L'étude informe les politiques et stratégies formulées par les autorités, les agences du SNU et autres organisations en matière de consolidation de la paix à l'Ouest du pays en préparation des activités prévues par le plan prioritaire ;
- 3) Les rencontres entre les groupes créent un climat de dialogue et une dynamique favorables

aux activités de réconciliation et de cohésion sociale, comme prévu par le plan prioritaire.

4. Résultats attendus :

Les principaux résultats attendus de cette étude sont :

- 1) Au moins 150 leaders communautaires sont engagés dans un processus collectif de réflexion sur l'identification des facteurs de division/ cohésion et sur comment les aborder/renforcer ;
- 2) Une cartographie et un diagnostic des facteurs de division et de cohésion sociale dans l'Ouest du pays sont établis à travers des mécanismes participatifs ;
- 3) Un état des lieux des mécanismes de gestion et de prévention des conflits est établi.

5. Localités cibles

La présente étude va concerner trois grandes régions administratives à savoir : les Montagnes (Man, Danané, Zouan Hounien), le Moyen Cavally (Duekoué, Guiglo, Bloléquin, Toulepleu) et le Haut Sassandra (Daloa, Vavoua, Issia). D'autres critères aideront à affiner le ciblage : (i) les zones de départ, d'accueil et de retour des populations déplacées ; (ii) les zones où persistent des tensions intercommunautaires et autres points chauds; (iii) les zones d'action de divers intervenants en matière de cohésion sociale et de réconciliation.

6. Méthodologie

La méthodologie offre un cadre de recherche collective dans lequel les différents acteurs de la société contribuent à une réflexion sur les obstacles à une paix durable et sur les solutions à apporter en partant de leurs connaissances de la situation. De leur côté, les chercheurs facilitent les débats et canalisent les idées de manière à ce que le processus soit itératif et constructif. Cette méthodologie permet ainsi de créer un espace de dialogue neutre dans lequel les acteurs ivoiriens peuvent dégager les défis post-conflit auxquels le pays, et notamment leur région, est confronté. Le choix des participants-clés se fera sur la base du respect dont ils bénéficient au sein des groupes auxquels ils appartiennent et de leur capacité influencer positivement le comportement des groupes communautaires. Les critères de crédibilité, d'influence positive (exemple leaders religieux), de capacité et de représentativité seront cruciaux. Dans le contexte de cette étude, l'emphase sera mise sur l'analyse de la situation actuelle et des recommandations sur les voies de solutions à adopter. Un processus de dialogue pour travailler en profondeur sur les attitudes et les relations entre les acteurs pourrait être envisagé comme projet de suivi dans une phase ultérieure. Un tel projet nécessiterait plus de temps, et demanderait l'implication de plus de participants et de ressources.

Les diverses opinions recueillies seront analysées et mises en rapport avec la complexité des problématiques sociologiques, politiques et ethniques. Pour y parvenir, 10 focus groupes composés d'environ 15-20 personnes seront constitués. Afin de s'assurer que le plus grand nombre possible de personnes clés pourra participer, des entretiens seront organisés avec ceux qui ne sont pas disponibles pour participer aux focus groupes, mais dont l'absence dans le processus pourrait biaiser les résultats.

Les questions posées dans les focus groupes et entretiens seront très large de manière à identifier les obstacles à la paix durable, et en évitant de suggérer une réponse attendue afin de susciter la spontanéité et une large participation sur tous les aspects potentiellement conflictuels (de nature communautaire ou autre). Afin de donner l'importance appropriée aux voix des femmes, qui sont reconnues comme des agents catalyseurs de paix souvent négligés, une participation d'au moins 30% est prévue. En outre, un focus groupe composé uniquement de femmes sera constitué afin de s'assurer que les femmes s'expriment librement. Une représentativité des jeunes d'au moins 20% sera aussi assurée.

Les données empiriques recueillies auprès de la population seront complétées et enrichies, d'une part, par les chercheurs disposant d'une expertise reconnue dans les différentes thématiques abordées, et d'autre part, par une recherche théorique et documentaire susceptibles d'apporter un éclairage supplémentaire et d'enrichir la compréhension de ces enjeux. Après l'analyse par l'équipe, des séances de restitution seront organisées avec toutes les parties prenantes afin de vérifier que les données recueillies et analysées reflètent bien les discussions et pour les enrichir par d'éventuels commentaires additionnels des participants. Ces séances répétées permettront de débuter un dialogue franc qui aura comme résultat l'émergence de nouveaux liens de confiance entre les participants et de contribuer à la cohésion et conscience sociales. Enfin, l'étude et ses recommandations seront présentées aux agences du SNU ainsi qu'aux partenaires et autorités intéressés.

7. Durée

L'ensemble de l'exercice se déroulera sur une durée de dix (10) semaines, dont un séjour sur terrain et le reste du temps à Abidjan, y compris l'organisation d'un atelier de restitution et de validation avec les partenaires clé. Les premiers résultats seront soumis au PNUD dix (10) jours avant la fin du contrat. L'équipe de consultants ou la structure retenus seront invités à présenter leurs résultats au cours d'un atelier de restitution et de validation. En fonction des observations, le rapport sera revu et une nouvelle version du rapport sera soumise dans un délai de cinq (5) jours.

8. Profil de l'ONG Nationale ou internationale

L'ONG doit essentiellement avoir un mandat dévolu à la construction d'une paix durable en renforçant les capacités des sociétés à surmonter de profondes divisions et de régler les conflits avec les moyens non-violents. En outre, elle doit posséder les relents d'assister la communauté internationale à jouer un rôle plus efficace dans le soutien à des efforts de réconciliation et être enraciné dans les réalités locales, en s'appuyant sur la collaboration avec des équipes nationales avec un engagement à long terme avec en se basant sur la sagesse de l'écoute, la puissance de la participation et la force du dialogue.

Cette structure doit travailler selon principes suivants :

- La recherche du consensus et de la concertation et de la résolution pacifique des conflits,
- Respect de la culture locale, des croyances, des idées et solutions locales,
- La confiance entre les groupes sociaux,
- Faire preuve d'intégralité, de neutralité et d'impartialité
- La participation et la consultation

L'ONG doit posséder en son sein des experts ou des Consultant(e)s de formation universitaire. Ces derniers devront être titulaires d'un diplôme universitaire avec une spécialisation pertinente à l'emploi. Ils/elles devront justifier d'une expérience pertinente d'au moins cinq (5) années dans les domaines pertinents au travail demandé, surtout en ce qui a trait au processus de planification participative et de gestion des conflits. Les consultants devront répondre au profil ci-dessous :

Qualifications et compétences :

- Au moins un diplôme de maîtrise (Bac+5) ou équivalent en sciences sociales ; gestion des conflits ; développement local ou autres formations connexes ;
- Bonnes aptitudes à la collecte, à l'analyse des données et gestion de projets ;
- Bonnes aptitudes à la communication orale et écrite, et à la réalisation des études diagnostiques ;
- Bonne connaissance du contexte social et politique ivoirien.

Expérience professionnelle :

- Cinq (05) années d'expériences au moins dans la réalisation d'études ou de recherches socio-économiques, de développement ou de gestion des conflits;
- Expérience dans la conduite d'entretiens et d'enquêtes participatifs;
- Bonne compréhension des problématiques relatives à la réconciliation et cohésion sociale;
- Excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Capacité à travailler sous pression ; excellente capacité d'organisation et un sens de l'esprit d'équipe.

Les candidat(e)s sont invité(e)s à présenter à travers ONG nationale ou internationale ou un cabinet d'étude, une offre financière et méthodologique respectant les modalités indiquées dans ces termes de référence au siège du PNUD, situé à Abidjan au Plateau boulevard Angoulvant, au plus tard le 10 juillet 2012.

Bibliographie

Akindès, F. (2004). Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. Dakar, Codesria.

CERAP/ UNDP/ SFCG (2012), Evaluation des mécanismes et comités de paix dans les zones de l'ouest et du sud-ouest de la Côte d'Ivoire, CERAP, Abidjan.

Dacher, M. (2003). "Chroniques des violences ordinaires, parcours d'un jeune paysan burkinabé immigré en Côte d'Ivoire." Journal des africanistes: 137-161.

Fauré, Y.-A. (1982). Le complexe politico-économique. Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire. Y.-A. Fauré and J. F. Médard. Paris, Karthala: 21-60.

Fauré, Y.-A. and J.-P. Médard, Eds. (1982). Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire. Paris, Karthala.

Galy, M. (2007). «Politologie d'une rébellion. Une «gouvernance par la violence» au Nord de la Côte d'Ivoire?», Cultures & Conflits, 65|2007, 137-155.

IDMC/NRC (2009). A qui appartiennent ces terres. Conflits fonciers et déplacements des populations dans l'ouest forestier de la Côte d'Ivoire, IDMC/NRC, Abidjan.

Mémel Foté, H. (1999). Un mythe politique des Akan en Côte d'Ivoire: le sens de l'Etat. Mondes akans. Identités et pouvoir en Afrique occidentale. P. Valsecchi and F. Viti. Paris, L'Harmattan: 21-42.

Miras, C. d. (1982). L'entrepreneur ivoirien ou une bourgeoisie privée de son état. Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire. Y.-A. Fauré and J. F. Médard. Paris, Karthala: 181-229.

Vidal, C. (2002). Du conflit politique aux menaces entre voisins. Deux témoignages abidjanais. Côte d'Ivoire, l'année terrible, 1999-2000. M. Le Pape and C. Vidal. Paris, Karthala.

Vidal, C. (2003). "La brutalisation du champ politique ivoirien 1990-2003" . . . 7,2, pp. 00 - 00." Revue Africaine de Sociologie 7(2): 169-181.



Avec l'appui financier du
Fonds de Consolidation
de la Paix



*Au service
des peuples
et des nations*

Interpeace Global Headquarters

**7-9 Chemin de Balexert
1219 Châtelaine,
Geneva, Switzerland
T + 41(0) 22 917 85 93
F + 41(0) 22 917 80 39**

Interpeace West Africa

Résidence Mansan, Deux Plateaux

**Deux Plateaux - Las Palmas
06 BP 2100 Abidjan 06
Abidjan, Côte d'Ivoire
T +225 46 31 27 65**

www.interpeace.org



**In partnership
with the United Nations**

